

M. J. F. [unreadable] for [unreadable]

"The [unreadable] [unreadable]"

Fundação Cuidar o Futuro



[unreadable]

# TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

ISSN 0244-1462

Fondateur : Pierre Chaillet, S.J.

Fondé en 1941 dans la clandestinité

Directeur : Georges Montaron

**1974 : Les militaires portugais rétablissaient la démocratie**



Fundação Cuidar o Futuro

**1984 : LES OEILLETES  
SOUS LES RONGES**

**La nouvelle politique  
de Mitterrand**

**Un socialisme  
moins têtue  
que les faits**

page 4

**Le cardinal Duval**

**Cet évêque  
qu'on appelait  
Mohamed**

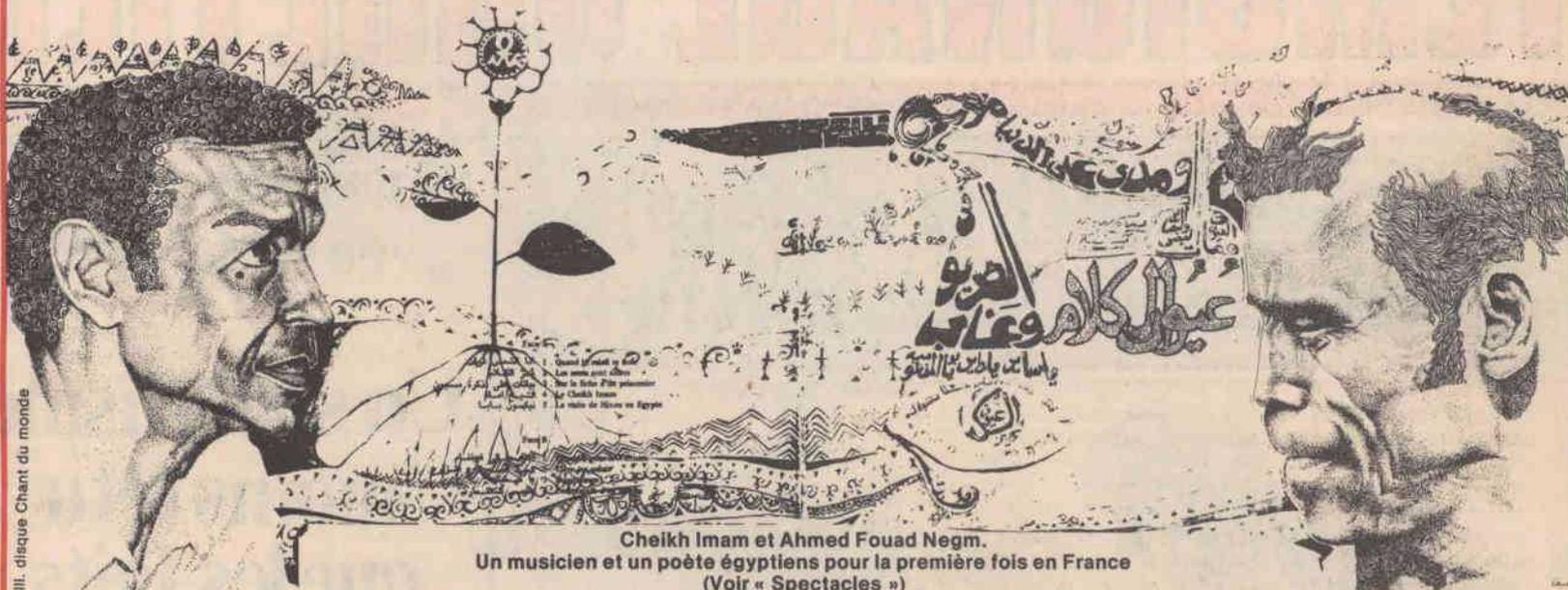
page 20

**Le congrès  
des Chrétiens  
dans le monde rural**

**Retrouver  
le souffle  
conciliaire**

page 23





Cheikh Imam et Ahmed Fouad Negm.  
Un musicien et un poète égyptiens pour la première fois en France  
(Voir « Spectacles »)

LIVRES

• **Le nouveau kaleidoscope**, d'André Wurmser. Ed. Gallimard, 294 p., 110 F. Soixante-dix histoires brèves et sept longues sont réunies en ce recueil pour le plaisir du cœur et de l'esprit. Le regard vif d'André Wurmser décortique, son imagination travaille sur la pâte humaine : amour et jalousie, bonté et cruauté, force et faiblesse. Le suspense caractérise ces récits, une morale se cache dans la conclusion, toujours inattendue et souvent généreuse. Sous une apparence fantaisie, un livre à méditer.

• **La communauté inavouable**, de Maurice Blanchot, éd. de Minuit, 96 p., 38 F. Poète, essayiste, auteur d'une trentaine de livres échelonnés sur trente ans, Maurice Blanchot s'interroge dans celui-ci sur l'idée de communauté. Comme l'a montré déjà Georges Bataille, cela peut aller du communisme à la communication. Cela va aussi de la communauté littéraire à la communauté élective, de la communion idéologique à l'union des amants. Un petit livre intelligent qui ne ressemble à aucun autre.

• **La grammaire des styles**. L'art égyptien, par C. Orgogozo. L'art indien, par G. Béguin. Flammarion. 2 vol. de 64 p., ill. en noir. La concision, la précision, la clarté de ces manuels font leur fortune depuis des dizaines d'années. Les voici rénovés, remis à jour, textes et images. Le tour de force demeure. A emporter dans son sac pour ne pas voyager aveugle. A lire et regarder si l'on ne part pas.

• **Chercheur de vérité**, par Idries Shah, Ed. Albin Michel (1984). Coll. Spiritualités vivantes, 280 p. Le nouveau livre de celui qui a fait connaître le soufisme en Europe, en 1964, donne un aperçu de la complexité et de l'originalité de ce qu'on appelle souvent un mysticisme.

• **Dieu au jour le jour**, par Marie Emmanuel, préface de

M.D. Chenu, Ed. du Cerf, 51 F. Qui mieux que le père Chenu pouvait préfacer ce « Dieu au jour le jour » célébré par Marie Emmanuel ? Dans ces textes courts qui mettent en relief la sensibilité de l'écriture et permettent une lecture paisible, l'auteur écrit à partir de petits faits de la vie qui l'amènent parfois à une sorte de décision : « Suspendre mon jugement pour être enfin capable d'aimer ». Evidente... Mais il fallait y penser... Ce livre est un petit bonheur !

• **La prière du Seigneur**, de Grégoire de Nyse. Editions Desclée de Brouwer. Coll. Quand vous priez. 175 pages. 58 F. Homélies sur le Notre Père : dix-huit présentés et traduits par Monique Peden-Godefroid. Le Notre Père prié et commenté par un (vieux) Père de l'Eglise, ça doit bien sentir le vieux, le pieux ! Eh bien allez-y voir ! Il réserve bien des surprises, le vieil évêque cappadocien, Grégoire. Si jeune d'évangile !

BANDE DESSINÉE

• **Grimion, gant de cuir**, de Pierre Makyo, couleurs Jacky Robert. Editions Glénat, 46 p. 32 F. Drame champêtre (digne du meilleur Comès, mais en plus accessible) autour d'un petit garçon de huit ans et de sa main malade. Un scénario qui vous noue les tripes, et un dessin à vous couper le souffle : traits, lumières et couleurs d'une force d'expression peu commune. Un nouveau grand de la B.D. est né, il s'appelle Pierre Makyo.

DISQUES

• **K. Szymanowski** : « Masques, Etudes, Préludes, Variations » — M.C. Girod (piano) et « Le Muezzin passionné et les Chants de Kurpie », Colette Comoy (soprano) et M. Wladkowski (piano). Deux disques FY/RCA et Solstice. Du grand compositeur polonais (1882-1937) voici deux disques

captivants par les œuvres qu'ils nous révèlent. Le piano abouti de « Masques », annonciateur des quatre « Etudes », jeune et virtuose des « Préludes ». L'influence de l'Islam dans « Le Muezzin et le folklore original des « Chants de Kurpie ». Des découvertes à saluer.

• **H.M. Górecki** : « Symphonie n° 3 des chants de deuil pour soprano solo et orch. » Orch. Radio Symphonique de Berlin, dir. W. Kamirski et S. Woytowicz (soprano). Un disque Schwann — Musica Mundi. De Górecki (né en 1933) voici cette symphonie donnée à Noyan en 1977. Ces lamentations polonaises de la mère sur le fils sont traitées par le musicien polonais avec une double référence au traditionnel pré-médiéval et à la technique moderne. Impressionnant.

SPECTACLES

• **Secrets**, par le Handspan théâtre. Dans le tohu-bohu fracassant des images et d'une bande son, un spectacle de sortilèges venu tout droit d'Australie. Hommes, lumières, marionnettes... le plateau s'embrace avec une violence brutale, primitive et envoûtante. Comme née du délire d'une civilisation au bord du cloaque... Au Palais des Glaces, à Paris, à 20 h 30, jusqu'au 22 avril. Tél. : 607.49.93.

• **Les Visionnaires**, de Jean Desmarest de Saint-Sorlin. Sous forme d'un « incunable » savamment remis à jour et dépolié, la contribution de Catherine de Seynes à la redécouverte du « patrimoine XVII<sup>e</sup> ». Centre culturel communal de Villejuif, jusqu'au 27 avril.

• **Cultures singulières, cultures plurielles**. Du 18 avril au 5 mai le Théâtre de l'Est Parisien propose une série de spectacles montés par des groupes scolaires parisiens avec des enfants de cultures africaine, ibérique, juive, maghrébine, vietnamienne... En matinées au

Petit Tep, 159, avenue Gambetta, Paris 20<sup>e</sup>. Rens. : (1) 364.94.94.

• **Cheikh Imam**, musicien et chanteur, **Ahmed Fouad Negm**, poète, tous deux égyptiens, sont pour la première fois en France. Ils donneront plusieurs récitals au Théâtre des Amandiers à Nanterre (les 26, 27 et 28 avril à 20 h 30). Rens. (1) 721.18.81.

• **Une semaine de la culture portugaise** est à l'affiche du Théâtre du Forum des halles à Paris du 17 au 21, avec, entre autres les chanteurs José Maria Branco le 17, Jorge Palma le 18, Luis Cilia le 19, Sergio Godinho le 20 et Fernando Marques le 21 à 21 heures. Rens. (1) 297.53.47.

• **Graeme Allwright** sera sur la scène de Bobino, accompagné de musiciens malgaches et africains du 17 avril au 5 mai, à 20 h 30.

• **David Abramovitz**, pianiste est actuellement en France. On pourra l'entendre à la Maison pour tous de Courbevoie, le 19 avril à 21 heures et à la salle Gaveau, le 23, à la même heure.

• **Le groupe Quilapayun** chante à Franconville (95) le 20 à 21 heures, au gymnase principal (Rens. 413.54.96, poste 432).

TÉLÉVISION

• **Suite Flamenca**. On connaissait « Noces de sang » et « Carmen ». Cette fois Antonio Gades nous offre une « suite flamenca » qui s'inscrit dans le flamenco « jondo » pur et authentique. A ne pas manquer (mardi 17, TF1, 21 h 45).

• **Moi... Je**. Chaque mois Bernard Bouthier propose une série de sujets qui composent une émission de télévision comme on en souhaiterait plus souvent (mercredi 18, A2, 22 h 15).

• **Apostrophes**. Bernard Pivot a prix comme thème en ce Vendredi Saint, « Comment devenir un

saint ? » Mgr Roger Etchegaray commentera ses chroniques réunies dans un livre, « J'avance comme un âne », paru chez Fayard. **Henri Gougaud**, de son côté, racontera la vie d'un grand inquisiteur de Toulouse du XIV<sup>e</sup> siècle... (vendredi 20, A2, 21 h 40).

• **Soirée du Vendredi Saint**. Après avoir suivi en léger différé de Rome le chemin de Croix de Jean-Paul II au Colisée, TF1 diffusera le spectacle de Raymond Gérôme consacré à l'Evangile selon Saint-Marc (vendredi 20, TF1, 23 heures).

CINÉMA

• **Pippermint Frieden**, de Marianne S.W. Rosenbaum. Depuis la disparition de Fassbinder, rien d'aussi original et intelligent ne nous était venu d'Allemagne : une petite fille regarde la débâcle nazie et l'occupation étrangère avant le redressement de l'Allemagne d'aujourd'hui. Un regard décapant.

• **L'Affrontement**, de Paul Newman. Le vieux conflit des générations traité d'une manière moderne, sensible et honnête où Paul Newman tient le rôle d'un père qui veut entraver le vocation — littéraire — de son fils.

• **L'Addition**, de Denis Amar. Ce film policier dont la tension ne se relâche pas se déroule dans une prison ultra-moderne, qui plus qu'un décor, est presque aussi importante que l'intrigue.

Sélection de : Yves Buquet, Maurice Chavardès, Marlène Clément, Fidelio, Jean Guichard-Meili, François Quenin, Jean Rabonovic, Joseph Robert, Yves Ruellan et Jean-Luc Salmon.

La librairie « La Procure », 3, rue de Mézières, 75006 Paris, peut vous expédier les livres et les disques que vous désirez. Tél. : (1) 548.20.25 (5 F de port).

## POLITIQUE AFRICAINE

. Pierre Mauroy et Christian Nucci à quelques jours d'intervalle à Libreville. Pour promouvoir une politique africaine ? Non, pour apaiser les humeurs de Bongo et de son clan gabonais qui ont élevé la corruption et la magouille à la hauteur d'une méthode de gouvernement.

## SUPER-ELYSEE

. Tout remonte décidément jusqu'au château. Même les noms des candidats au Conseil économique. A quoi sert donc le Premier ministre ?

## LES FRANÇAIS ET LE SAVON

. Si l'on en croit une enquête sur les produits cosmétiques, les Français sont moins sales qu'on ne le croyait. Tous possèdent un tube dentifrice ; 97% une savonnette et 93% du shampoing. Mais les mauvaises langues prétendent que de là à s'en servir régulièrement ...

## PAUVRE GISCARD

. L'ancien président, décidément, ne change pas. Il persiste à croire qu'à parler pour ne rien dire, on fait de la bonne politique. Sa "société libérale avancée" ayant fait chou blanc, voici qu'il propose maintenant le "libéralisme à conscience sociale".

## RUMEURS DE BOYCOTT

. On dit volontiers à Moscou que le Kremlin pourrait répliquer à la Maison Blanche, quatre ans après. Et décider le boycott des Jeux olympiques de Los Angeles. Mais, pour l'heure, personne n'y croit vraiment. En privé.

## TERRORISTE ?

. A en croire le "Figaro-Magazine", ce n'est pas Pinochet mais Yvonne LeGrand, vice-consul de France à Santiago déclarée "persona non grata" par le sinistre dictateur, qui favoriserait la terreur. Pour notre confrère, lorsqu'un diplomate sollicite des visas et l'asile pour des résistants menacés, il "aide le terrorisme international" ! C'est ce qu'on appelle l'information du pire.

## SAHARA

. Le Polisario s'interroge. Pourquoi la France socialiste continue-t-elle à aider le Maroc, alors que celui-ci refuse à tout le peuple le droit de déterminer librement son destin ? Les actes n'auraient-ils rien à voir avec les mots ?

## L'EFFET HART

. Il n'aura pas supporté le printemps. Après sa défaite de New-York, voici qu'il mord la poussière en Pennsylvanie. Ce qui lui vaut un retard insurmontable. A moins que le pasteur Jessie Jackson ne vole à son secours. Avec une vice-présidence en prime.

## LA RUE BRÉSILIENNE

. Les Brésiliens votent avec leurs pieds. Mardi dernier, ils étaient près d'un million dans les rues de Rio de Janeiro. Pour réclamer l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Les militaires, naturellement, font la sourde oreille.

## ELOGE

. "Tous ceux qui ont lu le livre y ont trouvé une ample matière à réflexion. Il ne m'appartient pas de juger publiquement les écrits d'un ancien Président ... Il y a des attitudes de courtoisie et de respect élémentaires dont je ne peux pas me départir". Cet "éloge" du dernier livre de Giscard est de ... Raymond Barre.

## **BILLET**

### **Un coup manqué**

Après le « tabac Montand », Antenne 2 rêvait d'un « tabac Badinter ». Le méchant affreux après le brave courageux. Le tout dans les règles comme au catch.

Le mauvais coup a été manqué. La presse de droite dessine, chaque matin, une image diabolique du Gardé des Sceaux, mais les Français ne la croient pas. Et la surprise a été telle que la charmante Anne-Marie Lamory a parlé de plébiscite. En direct et plein écran !

Un crime qui agite la direction d'Antenne 2 de la tête aux pieds. Car l'information est aussi (d'abord ?) un spectacle. Au théâtre, chacun tient son rôle. Et Badinter doit rester un mal-aimé !

Pierre VILAIN

## **SOMMAIRE**

### GROS PLAN

- 4 **LA NOUVELLE POLITIQUE DE MITTERRAND**  
Un socialisme moins têtu que les faits.
- PATRONAT**  
Gattaz saisit la balle au bond
- 5 **EDITORIAL**  
Le visage du bon Samaritain
- 7 **RESTRUCTURATIONS**  
Les châteaux de l'industrie
- 9 **ENQUÊTE**  
La pub sur la FM : un mal nécessaire ?
- 11 **AFRIQUE**  
Les képis qu'on n'attendait pas
- 12 **ACTUELLES**

### DOSSIER

- 14 **PORTUGAL AN 10**  
Les œillets sous les ronces

### LES GENS, LES FAITS, LES IDEES

- 19 **SOS**  
Dans le Liban-Sud
- 20 **UNE BIOGRAPHIE DU CARDINAL DUVAL**  
Cet évêque qu'on appelait Mohamed  
« Un chrétien doit faire de la politique »
- 22 **LE CONGRES DU CMR**  
Quelle Eglise dans le monde rural ?  
« Nous avons l'impression que le concile s'éloigne »
- 25 **REMANIEMENTS AU VATICAN**  
Roger Etchegaray quitte Marseille pour Rome  
**BILLET EVANGELIQUE**  
A cause d'un tombeau vide
- 26 **LIVRES**  
Les noces de la terre et de la mémoire
- 27 **THEATRE**  
On a tous les jours cent ans  
**DANSE**  
Moïsseiev : la précision d'une horloge suisse
- 28 **CINEMA**  
Cinq oscars qui font courir l'Amérique  
Le don du Ciel  
« Streamers »
- 29 **ANNONCES**
- 30 **COURRIER**
- 31 **AMIS DE TC**
- 32 **LES OUBLIES DE LA NEIGE**  
La journée d'un perchman

Couverture : la photographie est de Sipa (avril 74 à Lisbonne).



Manifestation à Metz le 4 avril : un divorce entre le président et la classe ouvrière

## LA NOUVELLE POLITIQUE DE MITTERRAND

# Un socialisme moins têtù que les faits

**Etrange show que la conférence de presse présidentielle du 4 avril où François Mitterrand, dans son rôle de magister bien décidé, sur les conseils de ses spécialistes en communication, à ne parler que de la Lorraine, a entonné un hymne à l'industrie et à la sidérurgie.**

**P**ourtant cette nouvelle politique économique qui sème le désarroi chez les socialistes et inquiète à juste titre les communistes, n'est pas tout à fait nouvelle. Depuis le discours de Figeac en octobre 1982, ses dernières prestations à la radio et à la télé, le chef de l'Etat a viré sa cuti. Paradoxalement, c'est un retour aux sources du congrès socialiste de Metz.

En portant péniblement la croix de la Lorraine, Mitterrand désavoue ses propres promesses ce qui n'est pas grave pour un homme politique. Plus étrange, il reprend les thèses que Michel Rocard, au congrès de Metz, en 1979, avait vainement tenté d'imposer à la majorité du courant Mitterrand et du CERES. A l'époque en effet au nom du réalisme et de la loi du marché, Michel Rocard, appuyé par Pierre Mauroy, avait cherché à développer une ligne social-démocrate qui s'accommodait du capitalisme, assumant la crise et récusant un socialisme trop aveugle. Ce seront les mêmes thèmes que les équipes rocardiennes vont explorer dans l'été 1980 contre le CERES et les équipes d'experts qui tournaient autour de Mitterrand.

A ce même congrès de Metz, Laurent Fabius qui n'était évidemment pas ministre de l'Industrie à l'époque avait vertement attaqué Michel Rocard et prononcé cette phrase fameuse, significative du lyrisme de l'époque : « *Entre le plan et le marché il y a... le socialisme* ».

Ce dogmatisme dont on perçoit maintenant le vide a abouti à sous-estimer l'ampleur de la crise. Les socialistes ont dû se réveiller durement en 1983 sur les difficultés sectorielles de l'industrie française et retrouver la valeur de la notion de profit.

Ce qu'a improvisé le gouvernement socialiste en catastrophe en mars 1984 ne constitue rien d'autre qu'un assemblage hâtif de rustines sur une sidérurgie bien mal rapiécée. Refusant de s'engager sur des projets trop grandioses, le gouvernement a finalement choisi d'abandonner la filière fonte pour les aciéries électriques, modernisant certains sites, sauvant en partie le Nord mais sacrifiant la Lorraine.

### D'abord, investir

Pour compenser la perte de quelque 25 000 emplois à Fos, à Valenciennes et surtout en Lorraine, le gouvernement socialiste propose en gros les méthodes testées sans grand succès par les équipes Giscard-Barre depuis dix ans, les bonnes vieilles recettes éprouvées des congés de reconversion à l'italienne (mais pour quelles industries ?) et les exonérations fiscales tirées de la panoplie anticrise de Jacques Delors.

Dans la gamme des mesures proposées, rien de très nouveau si ce n'est un encouragement systématique à l'investissement et un appel aux chefs d'entreprises pour qu'ils innover, qu'ils créent des emplois ou qu'ils développent la recherche. Fort de son voyage américain, dont il est revenu, semble-t-il, convaincu de l'efficacité du nouveau capitalisme, Mitterrand s'est voulu plus moderne que social (même s'il eut les mots justes pour juger la colère des ouvriers sidérurgistes), plus pragmatique que socialiste.

Cette volonté de puissance industrielle s'est retrouvée dans le choix et les pleins pouvoirs donnés à Laurent Fabius, benjamin à 37 ans de l'équipe gouvernementale, enfant chéri du Président, bien revenu semble-t-il de ses erreurs doctrinaires du congrès de Metz.

Mais déjà l'autorité qu'on lui donne se trouve singulièrement limitée par le contrôle du Premier ministre qui tient à superviser lui-même le redéploiement industriel et par le souci de Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, Alain Savary, Marcel Rigout et Jack Ralite, de sauvegarder leurs prés carrés des Finances qui payent, des Affaires sociales et du Travail qui devront former les jeunes, de l'Education nationale qui tient à garder la haute main sur la carte des nouveaux instituts de technologie.

La mystique de la croissance ou de la relance par la consommation est remplacée par l'impératif industriel, bible du IX<sup>e</sup> Plan, quelque peu contradictoire avec les grandes illusions lyriques de la relance à tout va des années folles 1981-1982.

Habilement le CNPF reprend le même thème en demandant de nouveaux gages. Laurent Fabius peut-il sauver la Lorraine ? Peut-être si l'investissement repart (ce que semble indiquer l'INSEE), si les patrons acceptent de découvrir le grand Est et si les jeunes ouvriers de la sidérurgie admettent leur reconversion.

L'expérience du Nord et de la Lorraine où l'implantation d'usines d'automobiles n'a pu enrayer la crise, montre en effet que des mineurs ou des ouvriers de l'acier ne sont pas a priori disponibles pour de nouvelles techniques ou pour de la technologie haut de gamme. Plutôt que de « grands coups », financés par des subventions massives, la nouvelle stratégie implique la reconstitution d'un tissu industriel à partir d'industries moyennes ou petites orientées vers les services et les industries de transformation. Ce n'est pas en deux ans qu'on reconstitue une économie malmenée par les crises successives du textile dans les Vosges, des aciéries autour de Metz et du minerai de fer lorrain. Les grands projets qui dorment dans les tiroirs et qui n'ont pas abouti, qu'il s'agisse des entreprises nationales ou des entreprises privées, expriment surtout l'hésitation des managers à se lancer dans l'Est, loin des grands marchés de consommation, des centres d'approvisionnement. Il est plus rentable en effet de s'implanter sur le bord de mer ou dans la région parisienne que de s'engager dans une aventure lointaine alors que les liaisons ne sont pas aussi évidentes qu'on pourrait le croire. Trop longtemps marché de l'Est, la Lorraine a été sacrifiée pour des raisons stratégiques ou en raison de la puissance que donnait la mono-industrie aux maîtres de forge.

### La découverte de la nouvelle croissance

En passant par la Lorraine, François Mitterrand a liquidé une fois pour toutes, non pas le programme socialiste mais ce qui fut l'esprit du « changement » en 1981, reprenant à son compte le théorème d'Helmut Schmidt, l'ancien chancelier allemand, la nouvelle croissance passe par la reconstitution des marges des entreprises donc des profits. Où est le temps où la notion même de profit était condamnée par le congrès de Valence et les ténors du parti socialiste ? Admettant seulement qu'on retrouverait la croissance en 1986, Mitterrand parle de relance par l'investissement et non plus par la consommation, d'une politique de l'offre qui n'est pas sans analogie avec l'expérience Reagan, d'utiliser, au mieux, les capacités de production des entreprises. En clair, les investissements de productivité doivent l'emporter sur les investissements de capacité... L'augmentation des investissements allant dans un premier temps plutôt dans le sens des suppressions d'emplois que de la création d'emplois nouveaux dans les régions en difficulté.

Langage étrange que ne désavoueraient pas les partisans du libéralisme avancé de Giscard mais qui risque de déstabiliser ceux qui avaient voté pour le changement et la croissance du programme socialiste à partir d'un certain protectionnisme et d'un décrochage monétaire.

C'est la revanche de la rigueur qui a entraîné la nouvelle politique industrielle. C'est le discours de Figeac en octobre 1982 et l'appel aux entreprises qui ont préfacé la troisième dévaluation de mars 1983 et le plan Delors-Mauroy. Mitterrand théorise, sacralise ce qui a été expérimenté sur le terrain. La rigueur qui lui a été imposée devient sa politique industrielle. Pourquoi cette politique moderne est-elle aussi contradictoire avec les déclarations imprudentes faites, en 1981 et 1982, sur les 30 millions de tonnes d'acier, les 30 millions de tonnes de charbon alors qu'on en sera respectivement à 17 et 18 millions de tonnes avec des subventions d'équilibre qui sont dans chaque cas de 7 à 10 milliards de francs ?

La nouvelle croissance passe par la modernité, la suppression des aides aux entreprises, des compressions de personnel qui en toute logique seraient supérieures aux 25 000 emplois dans la sidérurgie, aux 15 000 dans les charbonnages, au 10 000 dans les chantiers navals sans parler des licenciements dans le bâtiment, l'automobile et la petite métallurgie.

Changeant brutalement de cap, Mitterrand accepte l'augmentation du chômage comme un mal nécessaire et inévitable. Rien dans ce scénario qui soit de nature à rassurer ceux qui votent socialiste ou communiste. Le PC restera au gouvernement en grinchant, en attendant le résultat des élections européennes et surtout la mise au point de la nouvelle loi électorale à l'automne prochain. Mais le décalage entre les objectifs affichés par le PS et la nouvelle politique industrielle n'en sera que plus évident.

En 1981, Mitterrand avait choisi le socialisme expansionniste, social et généreux de Jean-Pierre Chevènement, sans mesurer qu'il n'avait pas les moyens de sa politique. En 1984, le chef de l'Etat adopte le ton du socialisme gestionnaire avec Michel Rocard et Jacques Delors sans se rendre compte que la transition a été trop brutale pour être comprise.

Paradoxalement le socialisme peut réussir à remettre la gestion de la France en état pour le plus grand succès de la droite. Ce n'était pas ce qui était prévu. Déjà des hommes aussi différents que Michel Rocard, Jean Poperen, Jacques Delors estiment avec mélancolie que la chance du socialisme risque d'être compromise faute pour Fran-



## Le visage du Bon Samaritain

### Editorial par Georges Montaron



Le cardinal Roger Etchegaray va quitter Marseille pour Rome. Jean Paul II l'a appelé auprès de lui pour qu'il prenne la présidence de deux organismes pontificaux, la commission « Justice et Paix » et le Conseil « *Cor unum* ».

La commission pontificale « Justice et Paix » est l'organe du Siège apostolique pour l'étude et l'approfondissement sous l'aspect doctrinal, pastoral et apostolique des problèmes relatifs aux Droits de l'homme, à la Justice et à la Paix.

Le Conseil pontifical « *Cor unum* » coordonne tous les organismes caritatifs : Secours catholique, Misereor, CCFD...

C'est dire l'importance des responsabilités qui sont confiées au cardinal Etchegaray. A sa création, la commission « Justice et Paix » avait suscité beaucoup d'espoirs. Hélas, tandis que la plupart des commissions nationales, particulièrement celles de France, allaient accomplir des travaux remarquables sur les sujets les plus brûlants et lire les événements de ce temps à la lumière de l'Evangile, la commission pontificale se contentait d'organiser toutes ces recherches. Son ancien secrétaire général, un jésuite, obéissant aux directives reçues, ne jouait que du frein, et enterrait consciencieusement les dossiers qui montaient à Rome et jamais ne redescendaient.

En plaçant à la tête de cette commission le cardinal Etchegaray, le pape montre sa volonté personnelle de donner un souffle nouveau à un organisme né de l'esprit de Vatican II et de la Constitution pastorale « *L'Eglise dans le monde de ce temps* ».

Pour sa part, interrogé par TF1 sur la manière dont il allait assumer ses nouvelles responsabilités, le cardinal Etchegaray a répondu : « *Il est important que l'Eglise prenne le visage, les mains et les pieds du Bon Samaritain* ».

Voilà qui nous emplit de joie.

Mais, hélas, le cardinal Etchegaray va quitter le collège des évêques de France. C'est un affaiblissement, une perte de richesse pour l'épiscopat et pour l'Eglise qui est en France. Non seulement le cardinal Etchegaray est un de ceux qui connaissent le mieux le fonctionnement des structures de l'Eglise — n'a-t-il pas été un remarquable et efficace

nommé Préfet de la Congrégation des Evêques. C'est un poste capital puisque, entre autres fonctions, cet organisme a pour tâche de préparer la nomination des nouveaux évêques. C'est là le signe que l'Eglise dans ses structures romaines s'internationalise davantage, qu'elle devient réellement universelle, qu'elle ne s'identifie plus à la seule culture européenne.

Enfin, Jean Paul II a voulu se décharger de l'administration de la cité du Vatican pour se consacrer en priorité à sa tâche de « pasteur » et aux visites qu'il entend rendre aux Eglises à travers le monde. C'est le cardinal Casaroli qui devient donc, en fait, le gouverneur civil de l'Etat du Vatican.

On peut se demander, quelles que soient les compétences et la générosité de chacun, s'il faut nécessairement être ordonné prêtre, consacré évêque et nommé cardinal pour assumer de telles responsabilités ? Il ne manque pas de laïcs chrétiens capables d'assumer ces tâches et, peut-être, dans certains domaines, le feraient-ils mieux si l'on en juge par tous ces scandales financiers qui, malgré les remparts de la cité du Vatican, viennent jusqu'à nos oreilles.

Le cardinal Casaroli « Premier ministre et ministre des Affaires extérieures » du pape, voit donc ses pouvoirs étendus. Mais pourra-t-il demain comme hier, jouer un rôle important sur le plan diplomatique s'il doit consacrer aux questions d'intendance toujours pressantes une large part de son temps ? S'agit-il là d'une véritable promotion ?

Pour la grande presse, ces remaniements au sein du gouvernement de l'Eglise sont une actualité qui mérite la « Une ». Pour nous, ils ne sont pas l'essentiel. Il ne s'agit que de moyens mis en place pour le service de l'essentiel, et que du choix d'hommes dont la tâche première demeure l'annonce de l'Evangile, bien qu'ils soient condamnés à consacrer leurs journées à faire fonctionner les rouages de la Curie.

Cette annonce de l'Evangile, c'est aussi notre tâche à nous qui devons être des témoins de Jésus-Christ au cœur du monde.

Aussi bien ces remaniements n'ont-ils d'intérêt que s'ils sont au service de ceux qui sont le levain dans la pâte.

secrétaire général de l'épiscopat, puis président de la conférence épiscopale ? — mais il est de la lignée de ces cardinaux qui, par leur personnalité, ont marqué d'une empreinte profonde l'Eglise qui est en France : Suhard, Saliège, Gerlier, Lienart... Au sein d'une collégialité qui a trop tendance à étouffer la voix des prophètes, il a été de ceux qui, sans céder au démon de l'individualisme, a su parler haut et clair.

Ce départ est également un handicap pour de nombreux responsables chrétiens, car le cardinal Etchegaray était de ces évêques qui savent accueillir, écouter, qui s'efforcent de comprendre et, surtout, qui sont des entraîneurs, suscitent des vocations d'apôtres, invitant les chrétiens à toujours donner plus pour être en tous lieux des témoins de l'Evangile.

A cet ami de *Témoignage Chrétien* dont la fidélité nous a toujours été précieuse, nous souhaitons d'être, à Rome, ce qu'il fut en France, « *cette maison placée sur les hauteurs que rien ne peut cacher* » et où, de loin, on voit briller en toutes circonstances la lumière de l'Evangile.

Jean Paul II a également procédé à d'autres nominations. Celles-ci ne signifient pas qu'enfin la Curie va être réformée. Il faut encore attendre. Mais certaines sont néanmoins significatives.

Ainsi, et c'est sans doute la plus importante de toutes, un Africain, le cardinal Gantin, est

çois Mitterrand d'avoir clairement vu ce que pouvaient donner les théories et les projections de la deuxième gauche. Accroché au socialisme historique du Front populaire, François Mitterrand donne ses chances à un nouveau capitalisme plus social que celui de Raymond Barre. Le socialisme peut perdre le contrôle du pouvoir pour avoir été tardivement lucide.

Philippe BAUCHARD

## PATRONAT Gattaz saisit la balle au bond

Créer quatre cent mille emplois en quelques mois : c'est possible pour Yvon Gattaz. Mais le patron des patrons voudrait que l'on abatte, au préalable, trois murs : financier, fiscal et social. Ce travail de démolition n'est pas sans risques.

**« Il faut passer de la défensive par l'austérité à l'offensive par la reprise. Il faut redonner confiance et espoir aux Français. »** Comment pourrait-on dans la situation actuelle, ne pas souscrire à ces deux phrases chocs qu'Yvon Gattaz a choisi de valoriser en tête de sa conférence de presse très orchestrée du 10 avril.

Le CNPF n'y a finalement pas dit grand chose de plus que ce qu'il répète depuis plusieurs mois. Mais le contexte est tout différent après les propos de François Mitterrand, le 4 avril... « La croissance reste une nécessité, il faut la prendre par le côté qui convient à l'intérêt présent, la croissance par l'investissement et par l'investissement productif, » a ainsi déclaré le président de la République.

Yvon Gattaz a immédiatement repris la balle au bond en revêtant d'un nouvel habillage chatoyant ses propositions pour une relance rapide de cet investissement. « Il faut, précise le président du CNPF, que les intentions aujourd'hui affichées par le gouvernement en faveur du redressement des entreprises se traduisent enfin en actes. Il faut aller jusqu'au bout de la logique du redressement économique : restaurer les finances des entreprises pour qu'elles se modernisent et gagnent des parts supplémentaires du marché mondial. »

Le CNPF ne remet pas pour autant en cause la légitimité du plan de rigueur de Jacques Delors et la nécessité des structurations industrielles. Mais la conjonction des deux lui cause du souci pour les Français... Et il veut s'attacher à leur redonner le moral. Il s'offusque ainsi que personne — en dehors

## IMAGES DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE FRANÇOIS MITTERRAND



Jacques Delors et Charles Fiterman : qui donc a dit que les communistes n'aimaient pas le ministre de l'Economie ?



Jacques Attali, Pierre Mauroy, Gaston Defferre et Jacques Delors : et qui a dit que certains faisaient des cachotteries dans le dos du Premier ministre ?

de lui, évidemment... — ne parle plus de l'emploi et d'une inquiétante montée du chômage. Le CNPF refuse cette résignation collective. Il ne cède pas (ça fatalité). Et il veut lutter contre ces attitudes lourdes à terme, de tensions sociales. Voilà, en quelques sortes, la teneur du discours que l'on tient, aujourd'hui, au CNPF.

Tout a été essayé pour sortir de la crise, y poursuit-on. Tout a pratiquement échoué. Mais le patronat a des solutions. Il les préconise, en vain, depuis plusieurs mois. Et, disent les patrons, nous ne comprendrions pas, surtout après les dernières déclarations du président de la République, qu'on ne nous donne pas, enfin, la possibilité de les essayer. Nous demandons simplement un droit à une expérimentation temporaire. Et un nouveau refus serait d'autant plus incompréhensible que des ministres comme Laurent Fabius reconnaissent le bien-fondé de nos positions... comme en ce qui concerne une diminution de nos charges sociales. En effet, lorsque le ministre de l'Industrie annonce, le 11 avril à Metz, une exonération de cotisations sociales pour les entreprises qui créeront des emplois en Lorraine, il admet par là-même que celles-ci constituent un frein à l'embauche...

Le discours est habile. Et au-delà du brillant des mots, il porte sur deux points : l'investissement et l'emploi. L'investissement des entreprises est en panne. Et le CNPF demande qu'on abatte un mur financier pour le relancer avec, dès cette année, une déduction fiscale pour les suppléments d'investissements réalisés par rapport à l'an dernier. Ceci dans un premier temps avant de supprimer tout simplement l'impôt sur les bénéfices quand ceux-ci sont réinvestis dans l'entreprise. Ce n'est pas là le point le plus critiquable du pari patronal.

Deuxième mur à démolir : celui de la fiscalité. Et particulièrement celui de la *taxe professionnelle* ; cet impôt, tant honni, de

quelque 60 milliards de francs aura quadruplé en sept ans. Et le CNPF a beau jeu de souligner que François Mitterrand, lui-même, l'a traité de « *taxe imbécile* » que Laurent Fabius l'a qualifié de son côté de « *taxe antiprofessionnelle* ». Les services de Jacques Delors étudieraient même sa réforme sinon son remplacement...

Reste un troisième mur social dynamité avec, surtout, la création d'*emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA)*. Tout nouvel embauché ne serait pas comptabilisé dans les effectifs de l'entreprise pour que ces « *travailleurs fantômes* » ne déclenchent pas les obligations imposées lorsque l'entreprise franchit certains seuils d'effectifs (10, 50, 100, etc.). Ces nouveaux emplois seraient ainsi exonérés des taxes assises sur les salaires (1 % formation, 1 % logement, transport). Le CNPF défend mordicus que ces dispositions n'instituent pas un salariat à deux vitesses. Tous les travailleurs conserveraient les mêmes droits et elles n'auraient strictement d'incidences que sur les finances des entreprises.

Sauf — mais un sauf de très grande taille. — que ces « *travailleurs d'un autre type* » pourraient être licenciés « *économiques* » sans l'autorisation préalable de l'inspection du travail. Ce serait un retour en arrière proprement énorme. Il correspond à la volonté des patrons, qu'exprime depuis plusieurs mois le CNPF, d'être seuls maîtres à bord de leurs entreprises. Sous l'étendard de la « *souplesse* » et de la « *flexibilité* » de l'emploi, cela revient à proposer avec les « *ENCA* » un marché où les entreprises embaucheraient davantage à condition de pouvoir, dans le même temps, débaucher plus facilement. Le CNPF comprendra sûrement que, malgré sa très alléchante promesse de créer 400 000 emplois, bien peu de personnes — et encore moins les syndicats — acceptent de parier avec lui sur une base aussi rétrograde...

Yves CHAVAGNE



Le site de la Cofaz, à Aubry, sera détruit pour faire place à des bâtiments neufs.



A Lille, Daniel Avital rénove les anciens châteaux de l'industrie. Ici, Lille Tertiaire VI.

## RESTRUCTURATIONS

# Les châteaux de l'industrie

**Il fut un temps où l'industrie textile régnait sur le Nord. Des usines en brique rouge munies de hautes cheminées sortaient de terre et on plantait des petites maisons basses avec des courées autour. La crise arrivée, les villes se sont mitées... Divers initiatives essaient de tirer parti de ces friches industrielles. Ce peut être un exemple pour d'autres régions en difficulté.**

Lille, si pimpante avec sa rue piétonne et ses boutiques « sélect » ! Et ces opulentes maisons de maître que longe le tramway local (ou Mongie, du nom de l'ingénieur qui l'a conçu) qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux palaces de la côte basque. Elles appartenaient autrefois aux patrons du textile, elles attestent d'une prospérité aujourd'hui éteinte. Certaines sont à vendre mais les acquéreurs se font rares.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le déclin du textile a fait des ravages. A Roubaix et à Tourcoing, on trouve à tous les coins de rue

des usines désaffectées. Dans un quartier roubaisien particulièrement atteint, (rue Dampierre, rue Kellerman), les rues sont vides. Pas de commerce, ni de bureaux mais des cafés où les retraités distillent leur ennui au coin d'un comptoir.

Au détour d'une maison, j'aperçois une femme, la cinquantaine, debout, sur le pas de porte de son logis. Curieuse, je l'interroge sur la fabrique qui lui fait face. Elle me répond avec un fort accent de l'Est : « Je crois qu'on y faisait des lavettes mais ça fait quatre ans que j'habite ici, et déjà avant mon arrivée elle était fermée, alors je ne sais pas trop ».

### Cinq fois la superficie de Lille

Plus d'usine, plus de travail, plus d'actifs. Les quartiers se tarissent. Restent les vieux, et quelques enfants qui jouent dans la rue inanimée.

Ici, le phénomène des friches a pris des proportions très importantes. « La France compte environ 20.000 hectares de friches industrielles, ce qui représente à peu près la superficie de Paris et de Marseille réunies, explique Michel Segard, du service technique à l'urbanisme. Le Nord-Pas-de-Calais en possède à lui seul 11.000 hectares, soit cinq fois la superficie de la ville de Lille et presque 2 % du territoire de la région. » Le « versant Nord-Est » de Lille, (Roubaix,

Tourcoing et les communes avoisinantes) compte soixante hectares de terrain et de bâtiments abandonnés en ville. C'est beaucoup.

A l'orée des années 80, la région, les communes et même les promoteurs privés, ont pris conscience de l'urgence du problème. Les diverses réflexions sur la récupération et la réhabilitation des friches commencent à peine à porter leur fruit.

A Lille, les usines Leblan ont été transformées, il y a quatre ans, en logements sociaux par l'office de HLM. Un succès sur le plan architectural, qui trouve néanmoins ses limites lorsqu'il s'agit d'y implanter des activités. Dans ce cas précis, les commerces ont fermés un à un : le fleuriste, le magasin de bricolage, puis les autres. Ce n'est plus qu'un ghetto.

« Le logement, ç'a été une mode mais c'est un échec sur le plan financier », prétend M. Bearez, de la société d'économie mixte du « versant Nord-Est » (SEM). Ce sont des quartiers qui ne s'animent pas. Pour rentabiliser l'opération Leblan, ils ont fait deux étages de commerces mais le produit n'est pas adapté à la fonction. »

Progressivement, a fait son chemin l'idée selon laquelle il fallait réimplanter des activités dans ces anciennes manufactures vides mais encore solides. A la SEM précisément, on rachète, on réhabilite, et on remet sur le marché ces bâtiments inoccupés. Exemple, l'opération CANALE (1). La ville de Roubaix a chargé la société de récupérer le site de l'ancien peignage Bearepaire qui se situe à proximité du centre ville. La société de filature Lepoutre qui l'occupait avait entraîné, en 1977, la disparition de 150 emplois. La SEM a eu l'idée de créer un « hôtel d'entreprises ». Le terrain de 10400 mètres carrés comporte, en effet, un immeuble en briques rouges à cinq niveaux. Après un léger ravalement (intervention sur le clos et le couvert uniquement), il est tout à fait utilisable. Il a été divisé en seize lots, loués à un prix concurrentiel par rapport à ceux des zones industrielles. D'ores et déjà, trois entreprises (confection, parquettiste, matière plastique) occupent les locaux. L'une avait besoin de s'agrandir, les autres vivaient

→ dans des murs inadaptés à l'exercice de leurs activités.

« On fait beaucoup plus d'opérations de transfert que des créations d'entreprises, précise M. Baerez. Les sociétés qui s'étaient expatriées à la périphérie des villes, reviennent dans les centres ». On prévoit ainsi, l'accueil ou le transfert de 2000 emplois d'ici au deuxième trimestre 1985.

Grand bénéficiaire de cette vague de rénovation, un opérateur privé. La SOEDIC est promoteur et prestataire de services, spécialisée dans la réhabilitation industrielle. Son action a porté jusqu'à présent sur quinze immeubles. Elle concerne 270 entreprises totalisant 4500 emplois.

## Réhabilitation

Au conseil régional, une réflexion a d'ailleurs été engagée avec l'Europe afin de développer les nouveaux métiers liés à la récupération des friches car les immeubles anciens imposent de nombreuses contraintes qu'il faut savoir détourner. Elle élabore en outre des formations complémentaires pour les ouvriers du bâtiment désireux de s'orienter dans cette branche.

A l'instar des initiatives locales ou étatiques, un promoteur privé a eu également l'idée de faire des bureaux de luxe dans de vieilles usines. David Avital a créé une chaîne, « les châteaux de l'industrie » (2). L'allure sereine, ce personnage haut en couleur, philosophe et commerçant, s'exprime avec un accent oriental prononcé.

« Je crois que j'ai frappé le subconscient des gens, dit-il avec une voix très chaleureuse.

## Site contre terre à betterave

Le conseil régional du Nord - Pas-de-Calais a lancé une politique expérimentale de reconquête de quatre grands sites industriels en friche (1), parmi lesquels le site de l'usine d'engrais de la COFAZ à Auby.

« L'usine a quitté la commune en 1975, explique M. Valette, maire de cette commune de 8600 habitants. Depuis ces dix hectares de terrain se dégradent et ne trouvaient pas preneur. La commune les a rachetés avec la réflexion suivante : s'il doit un jour y avoir de nouvelles implantations industrielles sur notre territoire, il serait économiquement aberrant que cela se fasse sur du terrain à betteraves, qui n'est pas cher ».

A Auby, les bâtiments irrécupérables seront détruits.

On prévoit de viabiliser le terrain, de construire un « atelier-relais » et de louer des parcelles.

Depuis 1962, la ville d'Auby a perdu plus de 3000 habitants. Conséquence, la population se restreint, les naissances chutent. Elles sont passées de 229 en 1959 à 96 en 1976.

Alors le site, c'est un espoir. On prévoit déjà d'organiser l'année prochaine un colloque sur le zinc, (dans la région on en produit mais on ne le transforme pas), pour inciter les décideurs à s'installer.

En attendant, le panneau accroché au fronton de la mairie communiste rappelle la dure réalité du moment avec son slogan : « Des crédits pour ravalier la fosse 9, agissons ».

M.B.

(1) Auby, Louvrail, Desvres, Wattrelos.

Quand j'ai commencé, il n'était pas question de construire des bureaux au-delà du boulevard de la Liberté à Lille, c'est-à-dire dans les quartiers populaires. Maintenant les cadres y viennent avec d'autant plus de plaisir que leurs parents ont travaillé autrefois dans ces usines ». David Avital en est à sa sixième opération d'envergure. La dernière, « Lille Tertiaire VI », doit accueillir l'Institut régional d'administration. Astucieux, l'homme occupe pratiquement à 100 % ce nouveau marché : l'ANPE c'est lui, l'antenne du ministère de l'Industrie c'est encore lui, la liste est longue...

La plupart des opérations citées ci-dessus sont locatives. Elles restent compétitives sur le plan du prix, pas forcément pourtant sur le plan du coût. Vivent les aides de tous bords ! Ces initiatives commencent en tous cas à remplir l'objectif prioritaire de reconquête et de réhabilitation des centres-villes. Mais la création d'activités, elle, reste encore marginale.

A la SEM, les responsables sont optimistes. « La révolution la plus importante est une révolution mentale. Les patrons du marketing sont déjà là, le virage est bien pris. On a une base industrielle qui va pouvoir se muscler. »

Dans les quartiers désolés de Roubaix, on m'a prise pour l'assistante sociale avec mon cartable noir. Pour les habitants du coin, la réhabilitation des usines, c'est encore une fiction, on n'y compte pas trop. On est plutôt attentif à ces nouveaux immeubles d'habitation qui se dressent le long des grandes artères, neufs et flamboyants et qui ressemblent, le croiriez vous ... à des usines.

Marianne BENAÏM

(1) Centre d'aménagement de nouvelles activités et de localisations d'entreprises.

(2) Exposition à Beaubourg : Textile du Nord, Culture et Industrie.



1 à 5 ex. : 8 F

6 à 10 ex. : 7 F

plus de 10 ex. : 6 F

..... ex. x ..... = ..... F

Nom.....

Adresse.....

Règlement à l'ordre de ETC (ou CCP  
5023 99 S Paris)  
49, rue du Fg Poissonnière 75009 Paris.

## « TC » SPECIAL - 1er MAI

### 100 ANS DE SYNDICALISME 1884-1984

#### UN SIÈCLE DE LUTTES ET D'ESPOIR

*lorsque des hommes et des femmes, les travailleurs, écrivent l'histoire...*

- **1884-1891 : DE LA LOI WALDECK-ROUSSEAU À FOURMIES**  
*de la légalité à la répression*
- **LES GRANDES FIGURES DE L'HISTOIRE SYNDICALE**  
*Jouhaux, Pelloutier, Tessier, Monatte, Frachon...*
- **RADIOSCOPIE DES « APPAREILS » SYNDICAUX**  
*Crise et avenir du syndicalisme moderne*
- **LE SYNDICALISME CHRÉTIEN**

Avec la participation de **Gilbert Declercq, Paul Vignaux, Madeleine Rebérioux** et en exclusivité **les principaux dirigeants syndicaux**

**UN NUMÉRO SPÉCIAL DE TC**

EN VENTE DÈS LE 28 AVRIL

# La pub sur la FM : un mal nécessaire ?

La loi Fillioud ne contentait personne. Elle était contournée, mais même ainsi, elle ne permettait pas vraiment de vivre aux quelque huit cents radios locales privées d'ores et déjà autorisées, bientôt mille deux cents. Le bénévolat et la combine, parfois les deux, étaient de mise. En annonçant le 4 avril que les stations pourraient opter pour un statut commercial et donc diffuser de la publicité, François Mitterrand a levé un tabou. Mais bien des problèmes restent en suspens.

Une semaine, jour pour jour, après la conférence de presse de François Mitterrand — sa troisième — le ministre de la Communication recevait le mercredi 11 avril les représentants des radios locales. Objet de la rencontre : plancher sur le thème « La pub et la FM, quel avenir commun ? ». Car finalement, en annonçant, « la » nouvelle le 4 avril, le président a relancé plus de questions qu'il n'en a résolues.

## Des radios associatives...

Que le chef de l'Etat ait contredit les propos tenus jusque là par Georges Fillioud est somme toute secondaire. Seul compte en fait le grand chambardement des ondes que provoquera la levée d'un tabou sacralisé par la loi de 82.

• Toutes les stations ne désirent pas s'ouvrir à la publicité. Certaines (voir enca-

dré) y sont même franchement opposées. Un sondage empirique, réalisé par le ministère de la communication, juste après la conférence de presse de François Mitterrand, le montre nettement. Sur quarante stations réparties sur quatorze départements et contactées par téléphone, près de la moitié se sont déclarées hostiles au financement par les annonceurs. A cet égard, le choix des pouvoirs publics de maintenir un double secteur, l'un associatif, l'autre commercial, paraît le bon. Cela répond du reste à un souci exprimé par... les groupes de pression partisans de la pub. En revanche la FNRL (Fédération nationale des radios libres) ne se montre pas enthousiaste, craignant que les « associatives » ne soient marginalisées.

• Comment faire vivre les radios associatives ? Selon le montage encore à l'étude, elles bénéficieraient de subventions accrues. De quelle manière ? Grâce à l'augmentation du fonds de soutien existant. Il serait désor-



La cabine technique de RFM : une radio musicale, déjà fortement sollicitée par les annonceurs.

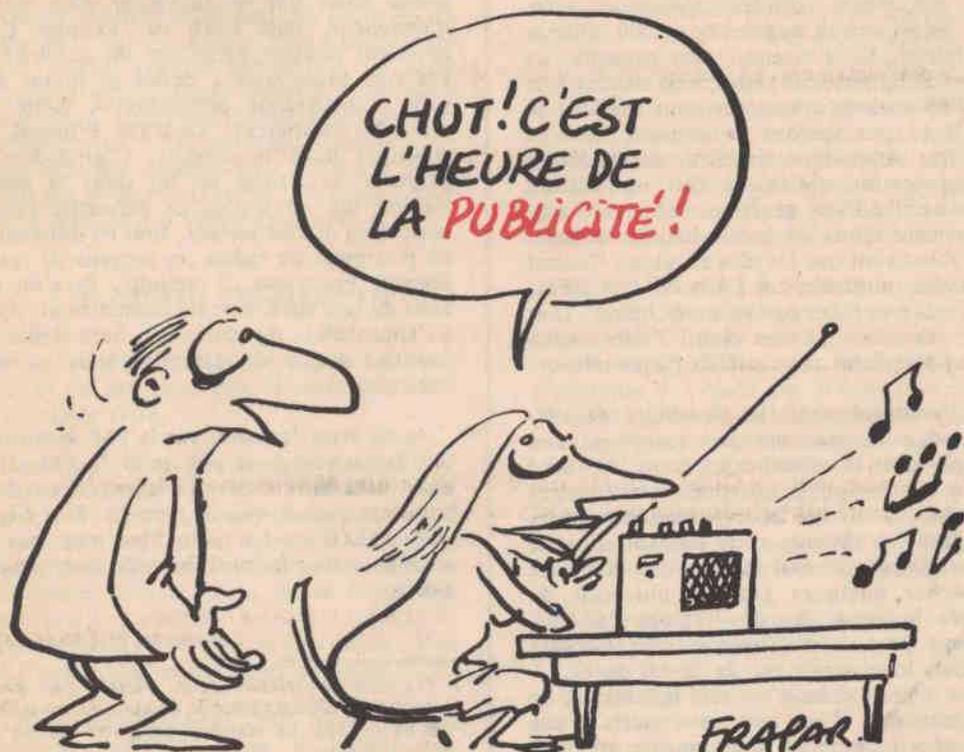
mais alimenté par une taxe sur les ressources publicitaires de toutes les stations commerciales et non plus des seules périphériques. Ainsi serait accru le nombre des « financeurs », tandis que celui des « financés » diminuerait d'autant. Séduisant en théorie. Il reste à savoir si ce système est économiquement sain, ce dont doute un certain nombre de spécialistes de la communication. Et surtout, insiste Roger Bouzinac, directeur général de la FNPF (Fédération nationale de la presse française) et membre à ce titre de la commission Gallabert (celle qui attribue les fréquences) : « Parviendra-t-on à contrôler les radios dites associatives ? » Celles-ci devront en effet renoncer à la publicité pour profiter des subventions. Le risque est que quelques-unes tentent de jouer sur les deux tableaux. Or, l'expérience montre que, jusqu'à présent, les pouvoirs publics ont été incapables d'assurer un tel contrôle. Le résultat a été le détournement de la loi Fillioud. C'est d'ailleurs ce qui explique en partie que Roger Bouzinac et ses mandants, autrefois hostiles à toute forme de publicité sur la FM, aient changé leur fusil d'épaule. « J'ai toujours considéré qu'une loi qui n'est pas appliquée doit être modifiée » rappelle le directeur général de la FNPF. N'avait-il pas dit également de la loi Fillioud qu'elle était « faite par des naifs à l'usage des malins » ? Les faits lui ont donné raison.

## ...Et des radios commerciales

Autre explication de ce revirement : la plupart des grands journaux régionaux ont créé leurs propres stations. Ils n'ont donc plus à redouter le transfert de publicité puisque, de toutes façons, les ressources apportées par les annonceurs finiront dans les mêmes caisses.

• Quelle publicité entre 88 et 108 mégahertz ? Et l'on reparle de... contrôle. Sur la nature des messages et sur leur volume.

• Le volume des messages d'abord. Grave problème. Un sondage « aléatoire », de l'aveu même de ses auteurs (1) laissait récemment entendre que quatre sur cinq des auditeurs de la FM étaient favorables à la



## « La pub, c'est bon pour les autres »

« Nous n'avons pas sablé le champagne le 4 avril au soir, vous pouvez me croire », dit Jean-Pierre Karim, président de Fréquence-Sud-Est-Parisien, dont les studios (deux pièces modestement meublées) situés à deux pas des bords de Marne n'inspirent pas la richesse.

« L'arrivée de la pub, sur les antennes des radios libres qui le désirent, ne va pas nous empêcher de poursuivre notre chemin et d'offrir avec nos faibles moyens un programme attractif à nos auditeurs.

La pub ne nous concerne pas. Nous sommes une radio issue du milieu associatif et nous le resterons.

Le bénévolat reste notre arme principale. Il permet à nos jeunes animateurs, membres

de l'association départementale des auberges de jeunesse du Val-de-Marne, de s'exprimer sur les ondes ; de communiquer localement avec des auditeurs qui attendent d'eux des informations locales concernant leur cadre de vie. Il n'est donc pas question pour nous de franchir le cap de l'argent. C'était le but recherché par beaucoup. Ils voulaient rivaliser avec les grands. On est bien loin, aujourd'hui, de l'esprit qui animait les pionniers de la libération des ondes ».

« Nous préférons être dans notre peau, celle d'une modeste radio libre qui poursuit son objectif premier : divertir ses auditeurs tout en évitant de tomber dans les erreurs des périphériques. Dans cette jungle plusieurs laisseront des plumes ».

Propos recueillis par  
Jean-Yves MARREC

publicité. Certes. Mais d'autres sources indiquent que 46 % de ses adeptes ont choisi d'écouter la FM en raison de... l'absence de publicité ! Dès lors, il est compréhensible que les plus chauds partisans de cette forme de financement souhaitent une limitation. En temps d'antenne, pas en argent.

Le seuil serait fixé entre trois et cinq minutes par heure, non cumulables. Mais raisonner de la sorte, c'est s'imaginer les annonces que sous forme de spots, dont l'agressivité n'est plus à démontrer. D'autres formes de publicité sont-elles concevables ? Si oui, elles restent à inventer.

• La nature des messages ensuite : d'intérêt national ou local ? Cette seconde hypothèse a les préférences des pouvoirs publics, mais pas des radios locales ni des grandes agences de publicité. Théoriquement, cette solution devrait préserver les ressources des médias nationaux et favoriser toutes sortes

d'annonceurs potentiels pour lesquels un sport sur Europe 1 ou RTL n'offre aucun intérêt. Cela coûte en effet trop cher pour telle PME de Brive, par exemple, qui ne dispose pas non plus des infrastructures nécessaires pour vendre ses produits à Lille.

Dans la pratique, nul n'ignore les capacités des fous de radio à contourner les textes. On imagine aisément comment faire passer pour locale une publicité en réalité d'intérêt national. Il suffit par exemple, après avoir vanté les mérites de la dernière née de chez Renault, de citer le concessionnaire le plus proche... Voilà l'argument le plus souvent invoqué en faveur des messages tous azimuts. Paul Sigognau de l'ALO (Association pour la liberté des ondes) en avance un autre : « l'exemple de l'Angleterre incite à penser, dit-il, que dans les faits la publicité sur la FM sera à 70 % locale et à 30 % seulement nationale ».

### Quel pluralisme ?

Les grands médias sont-ils à l'abri pour autant ? Pour Paul Sigognau, cela ne semble pas faire de doute. Il invoque l'exemple italien. De l'autre côté des Alpes, affirme-t-il, « le transfert de publicité de la presse aux radios libres n'a pas dépassé 3 % des budgets ». Mais en France ?

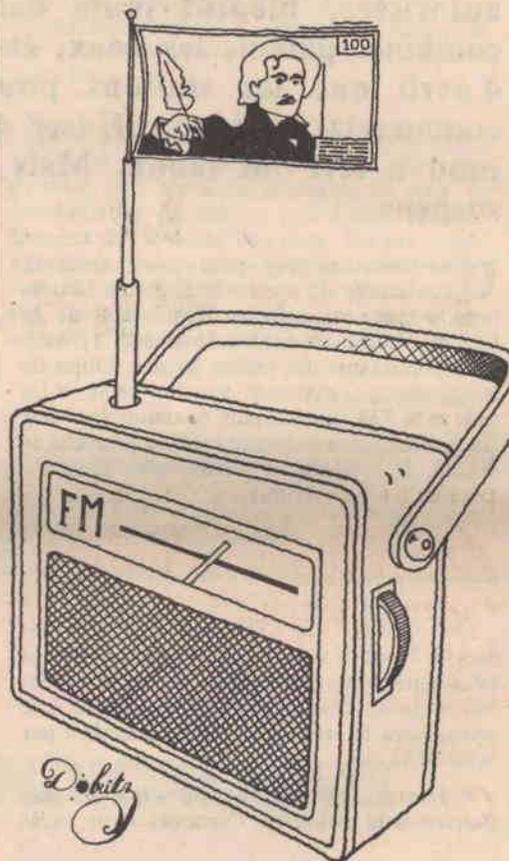
• Le marché n'est pas extensible à l'infini. Les spécialistes semblent s'accorder pour dire qu'il pourrait augmenter de 300 millions de francs. En l'absence, non garantie, de transfert de publicité des grands médias à la FM, les stations ayant opté pour le statut de PME se partageront la somme, et rien d'autre. Admettons qu'elles soient 300 à choisir cette voie. Cela fait un million chacune. De l'avis général, c'est insuffisant. Autrement dit et en bonne logique libérale, ne subsisteront que les plus écoutées. Ce sont les radios musicales : à Paris NRJ et RFM, déjà très courtisées par les publicitaires. Tant pis pour celles qui ont choisi l'information mais pas le statut associatif. Ce risque existe.

• Paradoxalement, le pluralisme de l'information ne trouvera pas forcément son compte dans la mutation en cours. D'abord parce que les publicitaires ne s'en soucient que dans la mesure où ce pluralisme ne les empêche pas de gagner de l'argent. Ensuite parce qu'on voit mal aujourd'hui comment empêcher quelques groupes puissants de mettre la main sur des régions entières. Comme parade, on invoque chez Georges Fillioud les dispositions de la loi de 82. A savoir : interdiction à un seul actionnaire de posséder plus d'un quart des parts d'une station et interdiction à une même personne

physique ou morale de détenir des participations dans plusieurs radios.

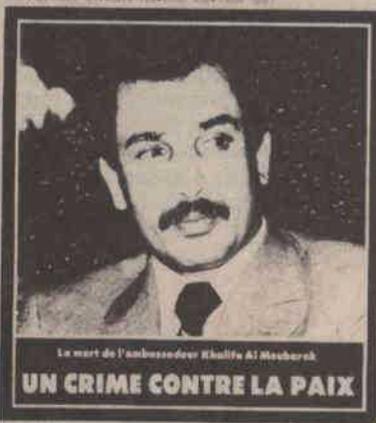
A cela il faut répondre, premièrement, que la loi de 82 sera inévitablement modifiée, deuxièmement, que le statut de PME s'accroît mal, a priori, de garde-fous. Cependant des aménagements sont envisageables.

• Enfin, quid des locales de Radio-France ? Face à quelques radios privées et disposant de moyens accrus, seront-elles en mesure de faire bonne figure ? L'exemple de France Inter, loin derrière les périphériques pour ce qui concerne les indices d'écoute, est de mauvais augure, même si la fonction de service public n'est pas de battre des records dans les sondages mais de proposer des émissions de qualité. La solution résiderait-elle dans l'introduction de la publicité dans la maison ronde et ses succursales ? Et voilà reposée la question des potentialités du marché.



DANS SON NUMERO  
D'AVRIL :

FRANCE  
PAYS ARABES



• André Bergeron  
et les immigrés :  
un entretien avec le  
secrétaire général de F.O.

• Deux messagers de  
Jérusalem en France  
• La chronique de  
Philippe de Saint-Robert

Le numéro 10 F chez les marchands de  
journaux et 14, rue Augereau 75007 Paris



Dans les rues de Conakry, le 4 avril, la foule laisse éclater sa joie.

## AFRIQUE

# Les képis qu'on n'attendait pas...

**Des képis dans la politique, c'est toujours préoccupant. En Afrique autant qu'ailleurs. Mais les exceptions confirment la règle. Comme en Guinée et au Cameroun... En attendant l'avenir...**

Quel spectacle ! Les foules guinéennes, bigarrées et souriantes, acclament les soldats dans les rues de Conakry à la manière des Parisiens accueillant Leclerc et ses blindés voici quarante ans.

Quelle émotion ! Le camp de Boiro — un camp de la mort — vide et livré à la curiosité quasi religieuse de la population. La fosse commune spontanément appelée le cimetière des martyrs. Une sorte de Buchenwald tropical enfin brisé ! Les rescapés, fantômes aux yeux brûlants d'espoir, racontent leurs angoisses et leurs supplices, l'indicible allégresse aussi de leur liberté retrouvée.

### Un chant de liberté

Une libération ! Tout un peuple qui respire. Et qui retrouve, avec le souffle, le droit et la joie de vivre.

Personne n'avait pressenti le coup d'Etat militaire du mardi 3 avril à Conakry. Alors que les chefs d'Etat ou leurs représentants terminaient leur défilé hypocrite devant la dépouille de Sékou Touré, le fier militant nationaliste devenu tyran, on se demandait plutôt qui l'emporterait au sein du « clan ». Avec le vague espoir que la succession offrirait l'occasion d'un minimum de détente.

Les militaires, pour leur part, étaient maintenant hors jeu dans la mesure où,

durant un quart de siècle, Sékou Touré avait muselé son armée au point de la rendre inexistante. Les plus prestigieux des officiers avaient été physiquement éliminés et les autres éparpillés loin de la capitale et des allées du pouvoir.

Mais l'histoire, décidément, demeure imprévisible. Les militaires ignorés ont agi et vite. Ils n'ont pas laissé au « clan » le temps de se déchirer ou de s'entendre. Ils l'ont balayé sans tirer un coup de feu. Sans répandre une goutte de sang. Difficile à croire mais vrai : l'armée inattendue a étouffé pacifiquement la dictature.

Etranges militaires ! Leurs premiers discours, leurs premiers actes s'apparentent davantage à ceux d'une organisation humanitaire qu'à ceux d'une garnison. Les prisonniers politiques ont été libérés sans être remplacés par d'autres...

« Nous n'avons jamais envisagé de tuer qui que ce soit nous ne le ferons pas... » Tel est le langage du colonel Lansana Conté, le nouveau président de la République qui précise à propos des anciens dirigeants qu'ils ne seront pas exécutés mais jugés « pour des fautes économiques et administratives ». Comme de simples gestionnaires incompétents !

Ce chant de liberté et de tolérance, les képis de Conakry l'accompagnent d'un hymne au libéralisme. Ils manifestent plus d'attention à l'égard de Washington et de Paris qu'à l'égard de Moscou, tout en affirmant leur volonté de non-alignement, ce qui leur vaut un fraternel salut de Fidel Castro. Cette ligne diplomatique, après tout, ne fait que reprendre celle de Sékou Touré depuis quelque dix ans, déçu qu'avait été le maître de Conakry de son flirt avec le Kremlin.

Mais surtout — sans doute pour relancer vite une économie délabrée — le colonel Lansana Conté et les siens prennent des mesures « à la suisse » dont la moindre n'est pas l'instauration du secret bancaire. De quoi faire saliver tous les détenteurs de capi-

taux du monde entier qui pourraient se montrer d'autant plus avides que la Guinée est un paradis minéral pour une très large part encore inexploitée.

Un pari qui n'est pas sans risque. Une telle relance de l'économie peut conduire, au pas de charge, à une situation économique à la gabonaise. Un exemple qui suffit à rappeler que le développement d'un peuple ne se réduit pas à la croissance et moins encore à la richesse de quelques-uns.

Les autres képis différents de la semaine sont ceux du Cameroun. Le scénario, là, est tout autre. Ce n'est pas celui d'une libération mais celui de la légalité.

Sa première page a été rédigée en novembre 1982 lorsque, brusquement, le tout-puissant président musulman et nordiste, Ahmadou Ahidjo, a cédé volontairement la place à son Premier ministre, le sudiste catholique Paul Biya.

Ce que certains imaginaient alors comme une nouvelle donne, une sorte de redistribution d'un pouvoir dont Ahidjo garderait le contrôle, a rapidement tourné à la guerre de succession. Paul Biya n'a pas accepté d'être le baron docile de son ancien maître. Remaniement ministériel, contrôle absolu du parti unique, élection plébiscitaire à la présidence de la République, complot dénoncé, procès et condamnation à mort par contumace de l'ancien président... les événements n'ont pas manqué en moins de deux ans. Et la marche, peut-être, a été trop forcée.

### Quel avenir ?

Toujours est-il que, le vendredi 6 avril, une partie de la garde républicaine et de la police est sortie de ses cantonnements et de la légalité les armes à la main. Trop vite, ces prétoriens ont crié à la radio, dont ils ont été les maîtres durant quelques heures, qu'ils étaient les patrons du pays. La majorité de l'armée, en effet, est demeurée fidèle au pouvoir légal et civil et donc à Paul Biya. Elle a répliqué sans douceur. Les morts et les blessés sont nombreux. Des centaines... des milliers peut-être. Les mutins ont été vaincus ; prisonniers ou en fuite.

L'avenir, maintenant, ne sera facile ni pour la Guinée, ni pour le Cameroun. Pour la première, le temps est naturellement à la joie : une dictature sanguinaire a été pacifiquement assassinée. Cela n'a pas de prix, mais le reste... reste à accomplir ! Remettre le pays debout, ce qui exige de la compétence ; résister aux pressions contradictoires, de l'extérieur comme de l'intérieur, ce qui demande du caractère ; se garder de l'ivresse du pouvoir, ce qui implique, simultanément, de la force et de la modestie. Passant, sans coup férir, de la nuit à l'espoir, la Guinée aura besoin de tous les meilleurs des siens pour réussir.

Le jeu est autre au Cameroun. Il est loin d'être évident que Paul Biya sorte renforcé de la crise. Les militaires ont quitté leurs casernes pour mater les mutins. Par la même occasion, ils ont pris conscience de leur force. Le président saura-t-il, à la fois, garder leur confiance, reconstruire le tissu social déchiré, assumer les multiples conflits de la société camerounaise et singulièrement l'opposition nord-sud, mettre en œuvre les réformes nécessaires qu'il a promises en venant au pouvoir... ? Les réponses à toutes ces questions ne vont pas d'elles-mêmes. Paul Biya, pourtant, n'aura guère de droit à l'erreur.

Pierre VILAIN

## Chine-Vietnam : le retour du canon

• Que se passe-t-il exactement à la frontière sino-vietnamienne ? Les informations sont contradictoires, mais il est clair que la tension monte entre les deux voisins. Ils s'accusent mutuellement d'avoir envahi le territoire de l'autre.

Ces accusations réciproques n'avaient jamais atteint un tel niveau depuis la « guerre » de 79, même si, depuis cette date, les incidents n'ont jamais cessé, 3 500, dit Pékin, 7 500, réplique Hanoï.

Au cœur de la querelle — outre un contentieux historique — l'affaire du Kampuchéa. Pékin n'entend pas lâcher les Khmers rouges qui obligent le Vietnam à se couvrir sur son flanc ouest. Ce n'est pas par hasard si la tension à la frontière du nord intervient au moment où les soldats de Hanoï ont lancé une opération d'encerclement d'un important camp khmer rouge à la frontière de la Thaïlande et du Kampuchéa.

Ce n'est peut-être pas, non plus, tout à fait fortuit si les derniers incidents ont éclaté au lendemain d'une série de conversations, sans résultat, entre Pékin et Moscou... qui apporte à Hanoï un soutien essentiel.

## Huile de vidange, énergie nouvelle ?

• A Ambouli, près de Djibouti, une équipe de trois jeunes, dont une femme de l'Institut Supérieur de recherches scientifiques de Djibouti ont mis au point et fabriqué, avec l'aide d'un coopérant volontaire et selon une technique artisanale, un four à l'huile de vidange, ce produit qu'on dit de rebut !

Des expériences de ce genre ont déjà été menées à bien en Tanzanie. La République de Djibouti et d'autres pays de l'Est africain étant à la recherche de nouvelles sources d'énergie, le fonctionnement et l'éventuel développement de tels procédés pourraient n'être pas négligeables. Déjà le four d'Ambouli sert à la fabrication — économique — de briques locales à base de terre. Mais, polyvalence oblige, il peut aussi être utilisé pour la poterie, la cuisine et la cuisson de pain.



Comment maintenir l'arme au pied, 3 000 hommes, des mois durant face à un « ennemi » imprévisible.

## Tchad : l'accident

• Le monde est ainsi fait que l'on « oublie » les guerres. Surtout lorsqu'elles se déroulent au loin. Ainsi celle du Tchad où 3 000 soldats français sont pourtant sur le terrain, avec la consigne de ne pas participer au combat, il est vrai. Il aura fallu l'accident du samedi 7 mars dans la région d'Oum Chalouba, qui a coûté la vie à neuf militaires — il y a eu en outre six blessés — pour que le Tchad réapparaisse, en bonne place, dans l'actualité.

Curieux accident que celui de l'autre samedi. Les autorités françaises, et spécialement le ministère de la Défense, se sont comportés exactement comme s'ils avaient désiré provoquer l'ambiguïté et les commentaires qui l'accompagnent inévitablement.

Les versions ont succédé aux versions, jusqu'à ce que **Charles Hernu** donne enfin, devant les députés, mercredi, un récit définitif des faits. Là, le ministre a été clair et l'Assemblée, majorité et opposition confondues, lui en a su gré. Il s'agit d'une imprudence : pendant la halte d'une patrouille, un sapeur a, semble-t-il, voulu désamorcer un obus dans un véhicule abandonné par les Libyens et l'explosion de l'engin a été meurtrière.

**Charles Hernu** répète que rien

n'est changé, que la France accomplit sa mission de paix, que, sans elle, les Libyens seraient à N'Djamena. Sans doute, mais il n'en demeure pas moins qu'à mesure que l'affaire se prolonge la situation des militaires français au Tchad devient de plus en plus délicate. Pour le moins !

Comment maintenir l'arme au pied, 3 000 hommes, des mois durant dans un désert, face à un « ennemi » toujours imprévisible. Un changement de taille aurait été annoncé aux journalistes lors du récent passage de **Pierre Mauroy**. Des missions de reconnaissance sont maintenant effectuées par des patrouilles « mixtes » franco-tchadiennes. En cas d'accrochage, seuls les Tchadiens se battent... Les Français « regardent... » Nous voici proches de l'absurde, sinon de l'impossible...

Dans le même temps, des adversaires d'**Hissène Habré** — qui pour sa part, fait le forcing pour que la France s'engage plus avant — cherchent à déstabiliser le Sud. Ajoutez à cela que, depuis l'attentat survenu sur l'aéroport de N'Djamena, se développe une psychose du terrorisme... Et l'on croira volontiers que piétiner politiquement au Tchad pourrait bien engendrer le pire... Plus vite qu'on ne le craint.

## Nicaragua : les mines de la CIA

• Les officiels américains sont passés aux aveux. Les informations données par le « *Washington Post* » sont exactes : la CIA a bien participé au minage des ports du Nicaragua. Avec la plus hypocrite des excuses : les Américains impliqués dans l'opération ne sont pas entrés dans les... eaux territoriales du Nicaragua.

Un tel engagement direct n'empêchera pas **Reagan** et ses supporters de répéter que ce sont les Etats-Unis et leurs alliés qui sont les victimes malheureuses des dangereux « marxistes-léninistes » de Managua !

L'affaire des mines provoque des remous. La Grande-Bretagne a manifesté publiquement son mécontentement et le porte-parole des travaillistes a qualifié l'opération « d'action terroriste ». Tous les Américains, surtout en cette période électorale, ne suivent pas — loin s'en faut — **Reagan** sur ce point. Au Congrès et ailleurs. Et la CIA a dû annoncer officiellement qu'elle mettait fin à ces opérations de minage.

Quant au Quai d'Orsay, il ne cache pas sa préoccupation. En se refusant, toutefois, à confirmer ou à infirmer une information selon laquelle **Claude Cheysson** aurait écrit au président colombien **Betancur**. Pour envisager une opération de déminage des ports du Nicaragua.

## Tiers monde : la folie du dollar

• La reprise américaine est si forte que Washington redoute une surchauffe et un retour en force de l'inflation. Alors, on monte d'un cran les taux d'intérêt sans savoir si le remède sera vraiment efficace.

Ce qui est sûr, c'est que le tiers monde paie une part de l'addition. Un point des taux d'intérêt américains, c'est un alourdissement de 4 milliards de dollars du service de la dette (capital + intérêts) des pays sous-développés.

Ceux-ci n'ont vraiment pas besoin de cela. D'autant moins que cette situation sert de justification au FMI pour imposer des politiques de récession aux pays du tiers monde. Au risque d'enfoncer ceux-ci plus profondément dans la misère, comme en témoignent les récentes émeutes de la faim.

## CFDT : oui aux manifestations du CNAL

• La CFDT manifestera avec le CNAL le 25 avril ainsi que l'annonce une déclaration du bureau national de la Confédération, réuni les 3 et 4 avril, et qui précise notamment :

« Le dépôt d'un projet de loi au Parlement faisant l'impasse sur la transformation du système éducatif pour ne traiter qu'incomplètement des rapports entre l'enseignement privé et l'Etat, amène la CFDT à développer son intervention dans deux directions : l'amélioration du projet de loi et la mise en œuvre par le gouvernement de la transformation du système éducatif reposant sur une conception dynamique et pluraliste de la laïcité.

C'est sur ces bases qu'une délégation confédérale participera à la manifestation organisée à Paris le 25 avril. Les UD sont invitées par le Bureau national à participer aux initiatives des comités départementaux d'action laïque sur les mêmes bases et dans la mesure où celles-ci seront clairement établies... »

La CFDT regrette enfin que « les vraies questions susceptibles de créer autour du service public l'intérêt et la mobilisation (...) ont été quasiment absentes du débat. »

## Quand les nerfs craquent...

• Grave et préoccupant ce qui s'est passé à Toulouse mardi dernier. Charles Hernu en gros plan, l'armée enterrait les neuf des siens stupidement morts au Tchad quelques jours plus tôt.

Les familles en pleurs. Les amis désespérés. Convaincus que ces jeunes étaient morts pour rien. On les comprend. Quand les nerfs du frère de l'une des victimes ont craqué. Au volant de sa voiture, il fonce sur les officiels, créant une panique indescriptible. Un garde du corps du ministre dégaine et tire. L'homme au volant est blessé... Transporté et soigné à l'hôpital, il est, Dieu merci, hors de danger.

Cette pénible affaire pose une question. Faut-il croire que le tissu social se déchire pour qu'une légitime douleur explose en « coup de folie » ?



Le Parlement européen :  
« L'Europe pour quoi faire ? ».

## Fundação Cultural O Futuro

### Les évêques et l'Europe : « Plus haut et plus loin »

• Les onze évêques de la commission des évêques de la communauté européenne (COMECE) que préside l'évêque de Luxembourg, Jean Hengen, viennent de rendre public, jeudi 12 avril, un message à l'occasion des élections européennes du 17 juin prochain.

« L'Europe, pour quoi faire ? » demandent-ils en constatant, d'entrée de jeu, qu'« un manque de confiance en l'avenir gagne de nombreux citoyens de la communauté européenne » en raison, notamment, du chômage, de l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes, de nouvelles formes de pauvreté, etc., sans oublier « les difficultés internes de la Communauté ».

« Repli sur soi », « égoïsmes individuels et collectifs » se manifestent, entre autres, par « le refus de l'enfant » la « défense de certains privilèges » ou encore « le refus pratique des pays riches d'instaurer des relations justes avec le tiers monde ». Cependant, les évêques de la COMECE affirment qu'« aucune situation n'est désespérée ». « Au cœur même », déclarent-ils de la crise éthique que traverse l'Occident, nous croyons possible de construire une société nouvelle au service de l'homme et

d'une Europe qui dépasse d'ailleurs largement les frontières de la Communauté ».

Reprenant à leur compte l'intuition des fondateurs de la Communauté, les évêques de la COMECE invitent à « bâtir une Europe des hommes et des peuples » qui ne soit pas seulement « un marché commun si nécessaire soit-il ». Ils appellent de leurs vœux « une Europe où immigrés et réfugiés trouvent leur place, une Europe qui voit dans les pays du tiers monde d'authentiques partenaires ». Cette Europe-là n'est pas, seulement, le fait des responsables politiques ou des fonctionnaires européens mais « chacun peut et doit apporter sa pierre à l'édifice ».

Alors, à l'approche des élections européennes les évêques demandent « que nous nous informions sérieusement des enjeux afin de ne pas déterminer nos choix en fonction d'objectifs seulement nationaux ou régionaux »... « mais en visant plus haut et plus loin ». Les chrétiens ne doivent pas se décourager devant l'ampleur de la tâche de la construction de l'Europe : « Nous en avons la ferme conviction : l'Evangile est source d'espérance pour l'Europe », écrivent, en conclusion, les prélats de la COMECE.

## Japon : à la conquête de l'hexagone

• La firme japonaise Sumitomo reprend Dunlop-France à Montluçon, comme elle avait racheté les autres filiales européennes de Dunlop. La solution n'est pas idéale. Si 195 emplois ont été sauvés in extremis, 1 800 suppressions d'emploi, dont un millier à Montluçon, sont, en effet, prévues. Faute de mieux, les syndicats ont cependant accepté. Il faut dire qu'ils redoutaient le pire.

Le Japon confirme ainsi sa stratégie de conquête de l'hexagone. Puisque l'on tire la jambe pour accepter leurs produits — voir la « bataille de Poitiers » pour les magnétoscopes — les Nippons viennent les fabriquer sur place. Leurs investissements dans l'hexagone sont ainsi passés de 121 millions de francs en 1979 à plus de 500 millions en 1983. Sans compter les accords de coopération avec de grosses sociétés comme Thomson, Peugeot, Ceraser ou Leroy-Somer... L'affaire Sumitomo montre que la marée nippone n'est pas prête à refluer.

## Le creux de la vague

• En 1983, l'Eglise de France a ordonné, seulement, 95 prêtres : le chiffre le plus bas depuis 1970 (où l'on avait, encore, ordonné 285 prêtres). Par contre, les effectifs des séminaires marquent l'amorce d'une timide remontée : 1 237 en 83, contre 1 210 en 82, et 1 150 en 79 (mais 3 350 en 1970). Pour la seule année 83, il y a eu 266 nouveaux candidats (11 de plus que l'an dernier) à la formation au ministère presbytéral (qui en deux cycles, s'étale sur plusieurs années). Pour « apprécier » justement la chute des ordinations il faut admettre que se répercute actuellement l'effondrement des années 70-75 pour les entrées au séminaire. Est-ce le creux de la vague préluant à des jours moins sombres ? Difficile de l'affirmer encore, sauf à pratiquer l'auto-suggestion.

Pourtant des signes plus encourageants apparaissent du côté des instituts religieux : une augmentation de 41 % du nombre des novices masculins entre 1984 (230) et 1980 (163). Progression moins spectaculaire dans les instituts religieux féminins : 319 novices en 1983 contre 284 en 1980, soit 12 %.



## PORTUGAL AN 10

# Les œillets sous les ronces



Fundação Cuic

(Sipa)

## Pour qu'ils refleurissent...

par Alain ECHEGUT

**Il a fallu neuf ans à Mario Soarès et la droite portugaise pour briser le rêve des capitaines du 25 avril. Une chance de voir refleurir les œillets : que ces militaires soutiennent maintenant la candidature aux présidentielles de Maria de Lourdes Pintasilgo.**

Il y a dix ans... Le 25 avril est commencé depuis vingt minutes. Sur les ondes de radio « *Renascença* » (la voix officielle de l'Eglise), un speaker lit une strophe d'une chanson de José Afonso, le plus célèbre des contestataires portugais : « *Grandola vila morena, Terra da fraternidade, O povo é quem mais ordena, Dentro de ti ô cidade* » (1). C'est le signal !

De Lamego au Nord, à Faro au Sud, une petite armée de 5 000 hommes converge vers Lisbonne. De son quartier général à Pon-

tinha, dans la banlieue de Lisbonne, à la caserne du 1<sup>er</sup> régiment du génie, le major Otelo Saraiva de Carvalho coordonne les opérations. Au petit matin, le monde étonné apprend la chute de la dictature portugaise. Les capitaines du *Mouvement des forces armées (MFA)* entrent dans l'histoire.

Cruelle ironie du sort. Aujourd'hui, Otelo est confiné à de modestes tâches de bureau dans une caserne de Lisbonne, tout en étant réduit « au silence » (2), tandis que José Afonso, très

Dix ans déjà ! L'allégresse de la liberté retrouvée et la promesse d'un avenir exemplaire. Aujourd'hui, les œillets du 25 avril 1974 étouffent sous les ronces. Trois des principaux acteurs des dix ans portugais, Maria de Lourdes Pintasilgo, Vasco Gonçalves et Melo Antunes, ainsi que notre envoyé spécial, Alain Echegut dressent ici un bilan, où le futur tient autant de place que le passé...

malade, vit dans la misère. Il faut bien l'admettre : dix ans après cette « *révolution des œillets* », comme on la baptisa à l'époque, le Portugal est moribond. Anarchie, corruption, incompétence, voilà les maux dont souffre le pays. La faute aux militaires ? Certainement pas.

En effet, l'œuvre accomplie sous l'égide du MFA — et plus particulièrement par les quatrième et cinquième gouvernements provisoires du général Vasco Gonçalves, de mars à septembre 1975 — est exemplaire : le retour à la démocratie et des élections libres, mais aussi l'indépendance pour l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau (grâce à la ténacité du major Melo Antunes, l'idéologue du MFA), puis les nationalisations des grands secteurs de l'économie, la réforme agraire, sans oublier les célèbres brigades de « *dynamisation culturelle* ». Pour terminer : la Constitution la plus progressiste de l'Europe occidentale. Etonnant non !

Car tout de même, il a fallu neuf années à la droite et à Mario Soarès, appuyés par les Etats-Unis, les pays de l'alliance atlantique et la II<sup>e</sup> Internationale socialiste (avec à sa tête le SPD allemand), pour détruire le rêve

finalment tiers-mondiste des capitaines portugais. « *La trahison est amère*, disait tout récemment l'un des acteurs de l'ex-MFA. *Mais celle de Mario Soarès et de son pseudo-parti socialiste, nous ne l'oublierons jamais* ».

En réalité, Soarès n'a jamais pardonné au MFA son intrusion fortuite sur la scène politique. Les capitaines ne savaient pas qu'ils détruisaient ainsi, en quelques heures, un grand rêve bâti pendant la sombre période de l'exil : celui d'un homme qui voulait apparaître, aux yeux des Portugais, comme un personnage « providentiel », le seul capable de conduire le pays vers un régime démocratique de type libéral, après quarante années de fascisme. Patatras ! Les militaires. Et quelle armée, avec des officiers qui prétendent construire une société socialiste.

### Le PS allié avec la droite

Malgré ses nombreuses professions de foi et la création d'un parti socialiste au lendemain du coup de force du 25 avril, Mario Soarès n'a jamais montré beaucoup d'ardeur à défendre les

idéaux chers à Jean Jaurès et Léon Blum.

D'ailleurs, au cours de ces neuf dernières années, toutes les alternatives de pouvoir se sont traduites par des alliances du PS avec la droite. Et quelle droite ! Baptisée démocrate-chrétienne (pour le CDS) ou social-démocrate (PSD), elle se situerait plus volontiers à l'extrême sur l'échiquier conservateur français.

Sans oublier le soutien personnel de Soarès (contre l'avis du parti cette fois) à la candidature du général Soarès Carneiro aux présidentielles de 1980 (contre le sortant, le général Eanes). Pourtant, ce militaire avait dirigé un camp de concentration en Angola... Mais tous les pactes étaient négociables à ses yeux, pourvu qu'ils facilitent le départ du MFA.

Quoi qu'il en soit, la « révolution des œillets » a vécu. Soarès ne représente plus une solution crédible pour la gauche portugaise. Quels espoirs alors ? Le président Eanes ? Il apparaît paralysé par sa fonction. Une seule solution existe pour les capitaines de l'ex-MFA, aujourd'hui écartés des centres de décisions militaires ; s'ils souhaitent donner un « but » à l'Association 25 avril, créée l'an passé, qu'ils utilisent l'association à mobiliser tous les militaires démocratiques pour appuyer la candidature de Maria de Lourdes Pintasilgo (leader des catholiques progressistes) aux prochaines élections présidentielles de fin 1985.

## En tête de tous les sondages

Les capitaines peuvent encore aider au rassemblement de toute cette gauche portugaise actuellement éparpillée et démobilisée. Ils doivent aider Mme Pintasilgo à bâtir un programme capable de répondre aux nouveaux défis que rencontre la société portugaise dix ans après le 25 avril. C'est la seule solution pour qu'un jour les œillets reflorissent au Portugal.

Un espoir : Mme Pintasilgo est en tête de tous les sondages réalisés par les journaux portugais, qu'ils soient de droite ou de gauche. Alors qu'elle est interdite de télévision depuis près d'un an par le gouvernement de Soarès : l'homme qui prétend défendre « le socialisme dans la liberté »...

A. E.

(1) Grandola ville brune, Terre de fraternité, C'est le peuple qui commande, Chez toi ô cité...

(2) Le chef d'état-major de l'armée de terre a refusé qu'Otelo de Carvalho apporte son témoignage à l'occasion de l'anniversaire du 25 avril. Telle est la réponse qu'a fait à l'envoyé spécial de « Témoignage Chrétien », Otelo de Carvalho qui n'a pas caché combien il déplorait cette interdiction.

# La voie du possible face à l'impossible union

par le général Vasco Gonçalves

**L'union des partis de gauche est impossible aujourd'hui au Portugal. La gauche doit donc chercher son unité autrement. Au sein des forces populaires nées du 25 avril et toujours vivantes.**

Le fascisme abattu, quelles étaient les tâches de la gauche portugaise ? Simplement changer l'organisation de l'Etat ? Remplacer un régime politique dictatorial par une démocratie politique tout en respectant le pouvoir des classes dominantes ? Ou procéder, au contraire, à des changements profonds dans les structures de la société, de façon à instaurer une démocratie qui ne soit pas seulement « politique », mais aussi — et avant tout — une démocratie économique et sociale ?

La bourgeoisie libérale antifasciste était naturellement favorable à un régime politique qui garderait le pouvoir aux classes qui le détenaient.

Les socialistes de droite préféraient, eux, une alliance de la bourgeoisie, moyenne et petite, avec les groupes monopolistes. Mario Soarès n'a-t-il pas déclaré en 1982, qu'il ne souhaitait pas la destruction de ces groupes, mais seulement leur contrôle. Les travailleurs seraient conviés à accepter un « pacte de progrès », ce qui correspond aux actuelles propositions du parti socialiste pour la « concertation sociale ».

La classe ouvrière, certains secteurs de la petite bourgeoisie, les socialistes de gauche, les communistes, les catholiques progressistes avaient une autre vision des choses. Ils estimaient que le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires fonciers devait être détruit. Pour eux, le changement des rapports de propriété constituait une condition nécessaire à la création d'une démocratie, à la fois politique, économique et sociale. Tout au long du processus révolutionnaire qui a suivi le 25 avril, les progressistes du « Mouvement des forces armées » ont constaté, pour leur part, qu'il n'existait pas d'autre chemin et c'est pourquoi ils avaient choisi cette voie-là.

Ces interprétations différentes, à la fois sur la signification de la chute du fascisme et sur la construction de la démocratie, auront finalement dominé l'action des forces politiques et celles

des militaires au cours des années écoulées. Et il ne faut pas chercher ailleurs les racines des divergences entre les socialistes et les communistes.

Un front commun d'unité démocratique n'a pas été possible. Cela n'a pas empêché les forces révolutionnaires, civiles et militaires, de réaliser de profondes transformations socio-économiques qui répondaient aux exigences de développement de la société portugaise. Rappelons-les rapidement : la nationalisation des banques, des assurances, des secteurs de base de production, des principaux moyens de communication et de transport, la réforme agraire, la définition de vastes droits politiques, économiques, syndicaux, l'établissement d'un pouvoir local démocratique avec une large participation des populations, etc.

Je crois pouvoir dire que le Portugal a été, jusqu'aujourd'hui, le seul pays où, sans la prise de pouvoir par la classe ouvrière et les travailleurs, ou sans la participation directe des travailleurs aux organes de pouvoirs, ou encore sans une stratégie d'union entre le PS et le PC, on a réalisé d'aussi profondes transformations structurelles vers le socialisme. On ne peut faire l'économie de cette constatation

**Le général Vasco Gonçalves : l'un des leaders de la révolution des œillets. Il présida notamment les quatrième et cinquième gouvernements provisoires de mars à septembre 1975.**



(Sipa)

essentielle dans une réflexion sur l'union de la gauche au Portugal.

Le coup contre-révolutionnaire du 25 novembre 1975 aura marqué un tournant. Le rapport des forces est devenu favorable à l'alliance de la bourgeoisie, moyenne et petite, avec les forces monopolistes. Dès la fin de 1975, en effet, on pouvait constater l'alliance de fait entre les socialistes de droite, les sociaux-démocrates, les libéraux et les conservateurs. Alliance qui s'est ramifiée jusqu'aux secteurs de la société les plus compromis avec le capital étranger, la réaction et le fascisme.

Au parti socialiste, la direction de droite a renforcé son emprise sur l'ensemble du parti. L'influence des éléments progressistes a été réduite. Les députés de l'aile gauche du PS, qui avaient joué un rôle très important, à l'Assemblée constituante, dans la rédaction du texte constitutionnel, ont été écartés. L'objectif de la direction du PS était clair : faire reculer la démocratie portugaise jusqu'aux limites de la démocratie bourgeoise telle qu'elle existe dans les pays capitalistes et récupérer, en même temps, les structures du système capitaliste.

## L'appui du grand capital

Cette opération n'a été possible que grâce à l'appui actif du grand capital international, avec la soumission financière que cela impose, notamment du fait des Etats-Unis, du Marché commun et de l'OTAN. Tous les gouvernements ont suivi cette politique depuis 1976, en même temps qu'ils se sont attaqués à la Constitution.

Face à ces forces politiques, la classe ouvrière, de vastes secteurs de travailleurs et de démocrates, le parti communiste, défendent la Constitution et l'utilisent pour la défense des conquêtes démocratiques. Les tensions entre le PS et le PC n'en ont été que plus aiguës.

Et pourtant... Il existe et il a toujours existé des conditions objectives et une base sociale pour une entente minimum entre le PS et le PC pour la défense et la consolidation du régime. Nous l'avons constaté lors de l'élection à la présidence du général Eanes, en décembre 1980, et, deux ans plus tard, au cours de la phase finale de la lutte populaire qui a conduit le gouvernement de « l'Alliance démocratique » à démissionner.

Autre preuve de l'existence de cette base sociale : la présence de centaines de milliers de travailleurs communistes et socialistes dans les syndicats affiliés à la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP-Intersyndicale) où les communistes ont une position prédominante.



La tâche principale, qui s'impose à la gauche portugaise aujourd'hui, est la démission du gouvernement de coalition qui rassemble le parti socialiste et le parti social-démocrate (un parti de droite qui n'a rien à voir avec la social-démocratie) et son remplacement par un gouvernement démocratique qui poursuive une politique vraiment démocratique.

A la suite des conquêtes d'avril 74, les conditions de l'union de la gauche au Portugal diffèrent de celles qui existent dans les pays où le régime démocratique est notoirement bourgeois. Paradoxalement, ce sont les caractéristiques économiques et sociales du régime qui constituent le principal obstacle à l'union. Pourquoi ?

Tout simplement parce que, d'un côté, le PS et sa majorité de droite veulent le retour à l'ordre socio-économique ancien, qu'il s'agisse de la propriété des moyens de production et de circulation ou de la propriété foncière. Et que, de l'autre côté, le PC et de vastes couches de la population défendent les transformations socio-économiques obtenues après le 25 avril.

### Deux processus cohabitent

Deux processus cohabitent et s'influencent l'un l'autre dans la vie politique et sociale du Portugal. Le premier, de caractère électoral, trouve son expression à l'occasion des élections. Le second correspond à l'activité quotidienne des citoyens organisés sur le plan politique, syndical, culturel, associatif, municipal, etc.

L'activité politique au Portugal ne se borne pas, en effet, à déposer, à dates fixes, un bulletin dans l'urne pour laisser ensuite le champ libre aux politiciens. Notre constitution est née du bas vers le haut et non l'inverse, précisément en raison de cette activité politique et sociale quotidienne qui est née avec la chute du fascisme.

Chaque jour, on peut prendre le pouls de la mobilisation et de la lutte ouvrière, syndicale, populaire, démocratique, contre l'injustice sociale, l'iniquité, les abus de pouvoir et cette lutte se développe dans le cadre des libertés et des droits conquis après le 25 avril.

Devant l'actuelle impossibilité d'une union entre le PS et le PC,



Dix ans après le grand mouvement de masse du peuple portugais, la revitalisation du tissu social s'impose.

il n'existe pas, pour la gauche, d'autre alternative que l'intensification de cette lutte populaire. La lutte pour l'unité passe au-delà des frontières de chaque parti.

Mais comment créer les conditions politiques conduisant à la démission de l'actuel gouvernement et à la formation d'une autre équipe qui poursuive une politique authentiquement démocratique ?

Le mécontentement est profond comme sont importants les mouvements de protestation et d'indignation. Donner une dimension politique à ce mouvement social est aujourd'hui la principale mission de la gauche. Ce n'est qu'au cœur de la lutte populaire que les conditions politiques vers l'unité pourront être atteintes. Mais la réussite de cet effort exige que les initiatives imposées par la situation politique (en particulier, des changements au sein des partis et la présentation d'un candidat démocratique aux présidentielles de décembre 85) soient développées avec opportunité et intelligence afin de contrecarrer toute manœuvre démagogique du gouvernement.

La principale mission de la gauche est de s'engager avec confiance dans les forces démocratiques existantes pour y jouer un rôle décisif.

V. G.

## La passion du tiers-monde

Un entretien avec Melo ANTUNES

On sait le rôle joué par la décolonisation dans la révolution des œillets. Et la sensibilité tiers-mondiste de Melo Antunes. Alain Echegut lui a posé trois questions.

• Peut-on parler d'une dimension tiers-mondiste du Portugal ?

— La reconnaissance du droit à l'indépendance des peuples colonisés a été une composante fondamentale de la pensée politique des militaires qui ont fait le 25 avril. En cela, on peut dire effectivement que nous sommes des tiers-mondistes. D'autant que le passé historique du Portugal et les caractéristiques de notre culture nous rapprochent de ces pays. Notre position périphérique par rapport à l'Europe développée, place le Portugal dans une position privilégiée pour mener le dialogue avec les pays du tiers-monde.

Mais le tiers-mondisme en tant

que tel, ce n'est pas l'opposition à la civilisation occidentale. Ce que j'appelle le tiers-mondisme, c'est la nouvelle attitude que doivent avoir les pays riches par rapport aux nations pauvres. L'Occident ne doit plus penser qu'il peut continuer à vivre dans l'abondance et le gaspillage aux dépens d'une exploitation systématique des pays du tiers-monde. Cette ère là est finie.

### Un patrimoine universel

Il faut donc établir de nouveaux rapports économiques, financiers, mais aussi intellectuels, philosophiques, spirituels.



(Dulce Araujo)

dans son ensemble, aurait une vocation particulière pour véhiculer effectivement cette vision tiers-mondiste. Mais, pour cela, il faudrait une plus grande coordination au niveau des projets politiques des partis socialistes qui sont au pouvoir en France, en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal.

### Des différences très marquées

Or, chaque pays développe sa propre idée du socialisme, selon ses propres besoins et ses problèmes nationaux. Il y a des différences très marquées, par exemple, dans le degré d'intégration de ces pays dans le bloc occidental. Au Portugal, avec le gouvernement de Soares, nous assistons à une plus forte intégration dans le système atlantique et à un plus grand rapprochement avec les Etats-Unis.

### • Que représente l'idée de création d'un Bénélux ibérique ?

— La proposition faite par Felipe Gonzalez à la fin de l'année passée a échoué. C'est vrai : il y a des différences profondes entre les deux pays ibériques. Il faut les admettre comme naturelles. Mais il faut aussi établir des rapports équitables entre les deux pays en prenant en considération les différents degrés de développement.

Il me paraît très important de régler les problèmes qui résultent de ces différences avant le déclenchement du processus d'adhésion du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. Si cette intégration se fait au même moment et selon les règles actuelles, alors le Portugal court le risque grave de rester dans une situation de dépendance face à l'Espagne dans beaucoup de domaines, y compris au niveau de notre influence vis-à-vis des pays du tiers-monde, où la diplomatie espagnole joue un rôle important. ■

nale... Nous croyions être en mesure de nous donner un destin... Tous les ingrédients susceptibles de façonner une démocratie vivante étaient présents. Le peuple — à tous les niveaux de la structure sociale — se donnait des objectifs bien concrets et mettait tout en œuvre pour les atteindre.

Cependant, cette démocratie n'a pas été perçue comme telle par ceux qui auraient dû en être les garants. Les dirigeants politiques, issus de familles « doctrinaires » bien précises, n'ont pas saisi la mouvance où ils étaient entraînés.

L'intelligentsia portugaise — de même que les membres de l'intelligentsia étrangère qui nous visitaient pleins d'enthousiasme — n'ont pas été à même d'interpréter la grande éclosion de volonté populaire dans une nouvelle perspective de la société à notre époque, ni d'esquisser les structures et les institutions qui en auraient fait l'atout le plus important pour un véritable changement en profondeur de la société portugaise.

### Instabilité politique

C'était la période des gouvernements dirigés par le parti socialiste et des gouvernements dits d'initiative présidentielle. L'instabilité politique a caractérisé cette période, non seulement à travers les changements de gouvernements mais aussi à travers les aléas que la « clientèle », arrivée aux différents échelons du pouvoir par la main de la plupart de ces gouvernements, créait nécessairement dans la gestion des affaires publiques.

Le tissu social ne pouvait pas ne pas en subir les conséquences. L'attente face aux nouveaux venus, la déception face aux décisions et aux comportements de beaucoup d'entre eux, la perplexité d'un peuple à l'époque majoritairement de gauche face à un « socialisme dans le tiroir », tout cela cassait de l'intérieur les

## Approfondir la démocratie

par Maria de Lourdes PINTASILGO

Pour vivre, la démocratie a besoin de se donner des raisons d'être... ce qui implique une revitalisation du tissu social. Et ce n'est pas seulement vrai au Portugal.

Au lendemain du 25 avril 1974, le Portugal bouillonnait de participation et d'initiative. Où en sommes-nous dix ans après ?

Ce qui m'intéresse le plus — et me semble avoir une valeur d'expérience qui débordent les frontières du Portugal — c'est l'interprétation des phénomènes qui ont traversé le tissu social portugais pendant ces dix années. Ce qui est net dans cette expérience, c'est l'importance du tissu social en tant que réalité antérieure à tout projet politique et, en même temps, sa fragilité face au jeu politique du rapport de forces. Mais venons-en aux faits.

Depuis le 25 avril 1974, on peut déceler sommairement trois grandes étapes.

La première étape concerne la période 74-76, jusqu'à la mise en place des institutions de la démocratie représentative prévues dans la Constitution.

La population s'organisait spontanément pour répondre à tous les besoins qui touchaient de près chaque groupe social. Il y avait les comités de quartier, les comités de travailleurs dans les entreprises, la participation des élèves dans la gestion démocrati-

que des écoles, des groupes qui décidaient de faire des crèches, des jardins d'enfants, de l'alphabétisation, de l'auto-construction pour remplacer des lieux d'habitation inhumains... Une multiplicité d'initiatives qui, en rejetant, souvent de façon explicite, un passé de répression et de passivité, étaient surtout le fruit d'une grande vague de générosité.

C'était un grand mouvement de masses, sans « timonier », essayant, de façon joyeuse et parfois naïve, de répondre aux besoins essentiels de la population.

Le tissu social apparaissait dans la variété de ses couleurs et de ses expressions. Il se présentait soudé, fort, capable de déterminer l'évolution du pays. Pour un temps, l'Etat « napoléonique » portugais était mis entre parenthèses. Dans un sens, la société se produisait elle-même. Car, en elle, tout se disloquait. Tous les acteurs se trouvaient au centre de plusieurs enjeux. Tous les enjeux, sitôt perçus, faisaient jaillir la parole et émerger l'acte chez des acteurs jusque-là potentiels.

Dans le creux historique, une aventure sans commune mesure avec ce qui avait été notre passé semblait naître. Nous parlions à l'époque « d'une voie origi-



(Sipa)

Le commandant Melo Antunes : la tête pensante et le fer de lance tiers-mondiste du Mouvement des forces armées.

Il faut que la technologie existante puisse servir au développement des pays du tiers-monde. Et j'en profite pour réaffirmer que la technologie doit être considérée comme un patrimoine universel. C'est là une idée nouvelle qui pourrait être développée au niveau de l'UNESCO, par exemple. Bref, dans ce débat, le Portugal a toujours un rôle important à jouer, même si les relations avec les anciennes colonies (notamment l'Angola) se sont dégradées ces derniers temps.

• La vocation tiers-mondiste ne concerne-t-elle pas plus généralement l'Europe du Sud dans son ensemble ?

— L'Europe du Sud, prise



(Dulce Araujo)

Maria de Lourdes Pintasilgo : amie et lectrice de « TC », cette chrétienne a été Premier ministre de son pays et conseillère du président de la République. Elle apparaît aujourd'hui comme la meilleure chance « présidentielle » d'avenir du Portugal.



## Des "Documents d'Eglise"

Synode des Evêques  
Rome 1983

### La pénitence et la réconciliation dans la mission de l'Eglise

Préface de Mgr Vilnet

- 240 pages - 65 F.

Jean Paul II

### Le sens chrétien de la souffrance humaine

Lettre apostolique  
"Salvifici doloris"

Présentation de Raymond Michel

- 72 pages - 15 F.

### Commission sociale de l'Episcopat La santé

Enjeux humains  
approches chrétiennes

Préface de Mgr Joseph Rozier

Techniques de pointe et insuffisance des médecines préventives... politique de la santé et organisation quotidienne des soins... toutes les dimensions de la vie humaine et sociale viennent s'entrecroiser dans le monde complexe de la santé. Réalisé comme travail d'Eglise, ce document fait droit à la multiplicité actuelle des questions, des approches, des expériences.

- 240 pages - 79 F.

# Centurion



→ initiatives nées à une époque d'espoir et de confiance solidaire.

En même temps, les clivages idéologiques, répercutés par les organes des partis et par leurs alliés dans la communication sociale ou dans d'autres institutions sociales, divisaient de plus en plus la population.

Graduellement, les véritables enjeux s'estompèrent, en laissant sur le terrain leur seule caricature.

La possibilité de solutions neuves paraissait écartée définitivement. Il n'y avait que l'affrontement des clichés et des slogans issus de l'appartenance à des idéologies sommaires. L'étiquette idéologique, mise sur chaque acte et chaque initiative, a rongé, du dedans, le tissu social qui a commencé à céder face aux grands appareils des partis.

L'initiative populaire est devenue un enjeu trop important pour que les partis politiques passent à côté. C'est ainsi qu'une véritable « récupération » de beaucoup de ces initiatives par les appareils des partis a eu lieu.

Il s'agissait, dans ce cas, de partis à fort pourcentage de militants capables de saisir des opportunités qui leur apparaissent toutes prêtes.

D'autres partis, par contre, ne voyaient dans ces initiatives que de « l'agitation » et de « l'utopie gauchiste », mettant en cause des hiérarchies bien établies et faisant basculer des équilibres acquis depuis peu.

Cependant, cette période a joué, aussi, un rôle important par rapport aux nouveaux modes d'organisation populaire. Dans le cadre constitutionnel et en suivant la tradition législative des démocraties représentatives, on a fait des lois qui ont donné droit de cité aux associations, aux coopératives et à d'autres formes connues d'organisations.

Mais il y a eu, existentiellement, une contradiction : tandis que la loi réglementait les formes d'association, la pratique de la plupart des gouvernements ne prenait comme partenaires sociaux que les organisations patronales et syndicales, en marginalisant de façon presque absolue tous les autres acteurs du changement social.

La troisième étape est celle de la victoire des forces conservatrices. Les groupes et associations s'effritent ; ils n'ont plus de crédit, plus d'appui. Les groupes de théâtre demandent une salle qu'ils n'obtiennent jamais. Les

coopératives agricoles n'ont de crédit que dans la mesure où elles sont déjà riches. La vie devient de plus en plus difficile, en rétrécissant les possibilités ouvertes à chacun. Le narcissisme s'installe chez les uns ; le manque et le simple besoin de survivre ont le dessus chez d'autres. Un climat général de passivité et de scepticisme face à des initiatives ou à des hypothèses d'initiatives résulte de ce chemin bloqué.

Les groupes se referment ; là il y avait de l'élan, certains cèdent, d'autres s'en vont.

Et, cependant, il y a, en même temps, les « survivants ». Tous ceux qui ont refait leur chemin, analysé leur expérience, ont recommencé, infléchi, ou simplement continué ce qu'ils avaient entamé. Malgré tout, ils sont des centaines, ces groupes-là ! Les coopératives agricoles (pour la production du vin, du lait, du concentré de tomate), les groupes d'artisans potiers (articulant leur travail avec les centres de culture les plus proches), les coopératives de ventes de biens essentiels à des prix accessibles au consommateur, les troupes de théâtre expérimental, les centres d'animation culturelle... Ceux-là maintiennent un haut niveau de dévouement, croient à ce qu'ils font et prennent les enjeux avec la maturité nécessaire en ce moment, en étant pragmatiques et lucides.

### Se donner des finalités

Partis d'une mobilisation massive, nous voici aujourd'hui, dix ans après, ayant acquis le vote mais ayant perdu dans une large mesure les conditions nécessaires à une mobilisation renouvelée.

Nous rejoignons ainsi le malaise actuel de la démocratie représentative en Europe : le vote qui dit « non » n'est pas un vote de soutien, d'unité participative.

Pour une large part, cette situation découle du caractère mythique que l'on a attribué à la démocratie en tant que concept. La démocratie peut être un but à un moment donné de l'histoire, face à l'autocratie ou à la dicta-

ture. Mais une fois la démocratie mise en place, ses institutions consolidées, elle ne peut plus continuer à être son propre but.

La démocratie moderne, si elle veut être davantage que le fonctionnement formel des appareils de l'Etat, a besoin de se donner des finalités.

S'il n'en est pas ainsi, la démocratie, même dans ses institutions les plus solides, se vide de son propre contenu et s'annule elle-même.

Les membres de l'Assemblée constituante du Portugal l'ont bien compris quand, au printemps de 76, ils ont voté les articles qui donnent à la démocratie portugaise deux versants complémentaires : celui de la démocratie représentative et celui de la démocratie directe.

En effet, outre l'affirmation nette que « les citoyens ont le droit de participer à la direction des choses publiques, soit directement, soit à travers leurs représentants légitimement élus », la Constitution dit explicitement : à l'article 112 (participation politique des citoyens) : « La participation directe et active des citoyens dans la vie politique est une condition et un instrument fondamental pour la consolidation du système démocratique ».

Ces formes de participation directe ne sont autre que les mille manières que la société trouve dans son effort d'auto-organisation pour pouvoir répondre à son propre devenir. Il s'agit, donc, d'une consolidation de la démocratie — ou de son « approfondissement », comme certains d'entre-nous insistons à le dire — pour répondre aux besoins de notre temps.

Au lendemain des présidentielles de 1980, j'ai dit que la tâche prioritaire était dorénavant « la revitalisation du tissu social ». Défi que nous essayons de relever davantage aujourd'hui. But que l'histoire récente d'autres démocraties impose à tous ceux qui, en vivant là où ils ont une pratique sociale et politique bien concrète, savent qu'ils sont partie prenante d'un enjeu planétaire.

M.L.P.

Un peuple qui s'exprime sur ses murs.



Dulce Araujo

SOS

# Dans le Liban-Sud : chrétiens et musulmans ensemble...

On m'avait dit : « Vous pourrez loger au foyer de la Providence. » C'est un ensemble de bâtiments, modernes, séparés par des cours, avec terrains et jardins. En entrant, on voit une chapelle, une salle de spectacle, fort bien conçue, un dispensaire. L'ensemble n'est pas terminé, certains bâtiments sont encore en chantier. Le foyer domine la ville de Saïda. Plus loin, derrière la ville, la mer fait une grande tache bleue.

Quand je suis arrivé là, en fin d'après-midi, le père supérieur était occupé « Soyez le bienvenu... Nous ferons connaissance plus tard... En attendant, voici une documentation qui dira où vous êtes. »

J'ai donc appris que le foyer de la Providence avait été fondé en 1966, « pour aider au développement humain, social et religieux de cette région pauvre du Liban-Sud. » Les bâtiments que j'avais aperçus abritaient une école technique de plus de 300 élèves (des garçons), un orphelinat de 80 enfants orphelins de guerre). Et puis j'ai lu, un long texte — que l'on remet à tous les visiteurs, avec le reste de la documentation — sur « le dialogue islamo-chrétien » !

Le dialogue islamo-chrétien, on en parle... à Paris, à Lyon... dans

la France en Occident, entre une certaine catégorie de chrétiens et avec quelques musulmans choisis. Mais j'étais, ici, dans la banlieue de Saïda, en région chiite... et dans la montagne tout autour, le canon de la guerre ne cessait de tonner !

Dialogue chrétien-musulman, c'était la vocation de ces hommes, des prêtres melchites (grecs-catholiques) qui, avec un comité de laïcs, avaient fondé ce foyer. En pleine guerre confessionnelle, alors que le pays était occupé par l'armée israélienne, ils continuaient à dire leur vocation. Et à la vivre.

Ainsi, l'école technique recrute-t-elle des jeunes gens chrétiens et musulmans. Ainsi, les orphelins sont-ils eux-aussi, mêlés, chrétiens et musulmans. Mêmes jeux, même discipline, mêmes cours. Sauf pour la religion : les chrétiens vont avec le prêtre, les musulmans avec le cheikh, qui monte de Saïda pour donner les cours de religion musulmane. Ceci, aujourd'hui encore. Malgré la guerre. En dépit du confessionnalisme. Le fait, au Liban, est assez remarquable.

Le foyer, dans toute la région jouit d'une excellente renommée. Il témoigne, silencieusement et avec force, de l'entente possible. Au reste, cela n'est pas nouveau : aiment à dire les responsables : le



Couvent Saint-Sauveur, maison-mère des prêtres melchites (1) qui animent le foyer, fut construit, il y a trois siècles, sur un terrain qui appartenait à un chef druze. Et qui le leur donna... !

J'ai passé trois jours dans ce foyer. Ce qui frappe, c'est l'efficacité, le dynamisme de l'entreprise... et le sourire. Celui des enfants et des adolescents d'abord. La gentillesse d'Ibrahim — 14 ans — dont le prénom n'indique pas la religion à laquelle il appartient ; cette gentillesse en disait long sur la tendresse dont on l'avait entouré au foyer. Ibrahim... il fallait qu'il en fut ainsi ! Son père et sa mère avaient été tués, un soir de massacre, sous ses yeux.

Le foyer de la Providence

pourra-t-il continuer ? Tout, autour de lui, va à contre-courant de sa vocation. Le bruit du canon, toutes les nuits, en dit la fragilité. J'ai su que récemment, un obus était tombé sur le couvent Saint-Sauveur. Le premier. Incertitude. Tension. Cependant, dans la journée, les grues tournent, les ouvriers s'activent. Le foyer devra peut-être fermer ses portes... En attendant, un plan d'expansion existe. Il faut le mettre en œuvre.

Georges BAGUET

(1) Des religieux de l'Ordre Basilien Salvatorien.

• Envoyer vos dons à SOS-TC - CCP 5498-75 Paris, ou par chèque bancaire à l'ordre de « TC-SOS », avec la mention « Spécial Liban ».

## Le second festival du film arabe

Du 18 avril au 1<sup>er</sup> mai, le Festival du Film arabe, donnera la seconde édition d'une manifestation passionnante qui, l'année dernière, avait provoqué de quasi-émeutes près de la place de la République, tant étaient nombreux les amateurs intéressés par « la jeunesse du cinéma arabe », thème des films montrés en 1983.

Cette année, la manifestation sera accueillie dans les salles beaucoup plus spacieuses et confortables des « Olympic », ainsi qu'au « Cinoche » de Bagnolet et dans une ville de province non encore déterminée.

La dominante sera le cinéma égyptien, le plus important du monde arabe, d'Afrique et l'un des plus originaux de ce qu'il est convenu d'appeler « Tiers-Monde ».



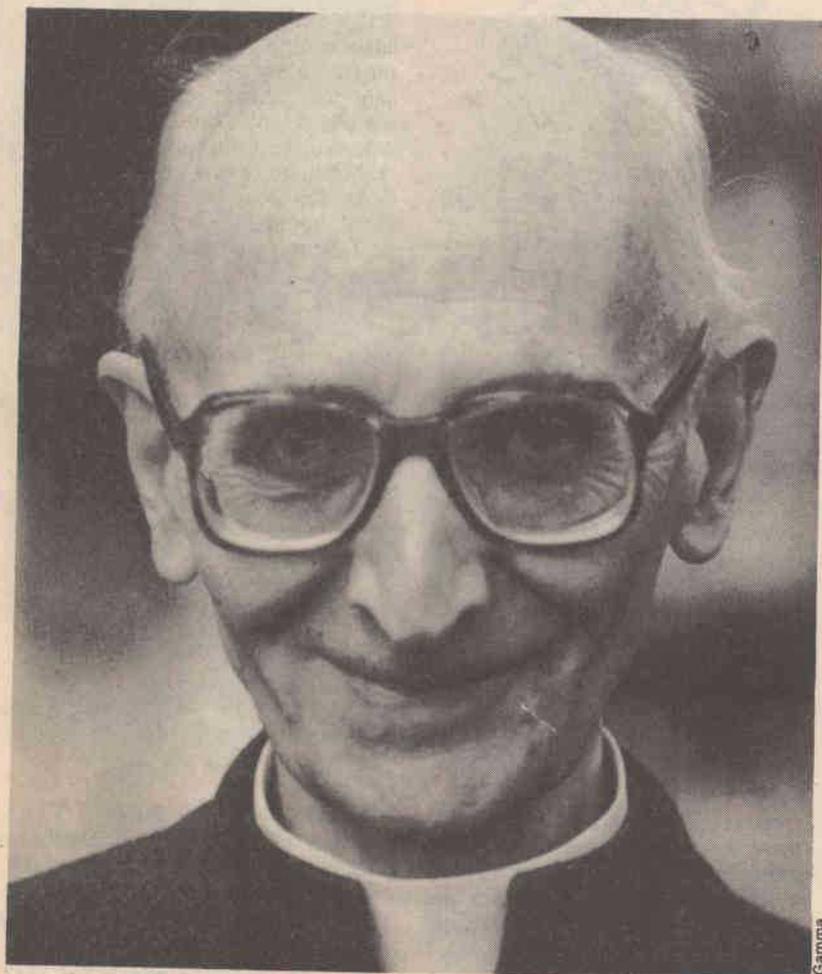
Faten Hamamah, une des plus grandes stars du cinéma arabe lors d'un récent tournage

En présence des auteurs, le public aura droit à une rétrospective Salah Abouseif, l'un des « géants » du septième art de la vallée du Nil, l'un des plus à l'écoute des problèmes de son peuple, avec près de douze films échelonnés de 1951 à 1977. Henry Barakat, l'un des plus fins cinéastes égyptiens sera également là pour présenter une douzaine de ses films, et en particulier son tout dernier long-métrage, inédit « La nuit de l'arrestation de Fatma » (1984).

Mais surtout, le « clou » de la manifestation sera la présence à Paris de l'une des plus belles actrices d'Egypte, Faten Hamamah, qui a beaucoup tourné avec Barakat, et que sa propre discrétion a trop longtemps cachée du public et à la critique occidentaux.

Par ailleurs, on verra des films inédits du Maghreb, de Syrie et... d'Arabie Saoudite, pour la première fois en France, pour ce dernier pays.





UNE BIOGRAPHIE DU CARDINAL DUVAL

# Cet évêque qu'on appelait Mohamed

Quelque vingt-cinq ans après les événements qui ont abouti à l'indépendance de l'Algérie, l'archevêque d'Alger accepte de s'expliquer longuement sur ses prises de position d'alors, courageuses, mais controversées. Le personnage résiste à trop de confidences. Il laisse pourtant s'éclairer ce qui est au cœur de sa vie : « L'essentiel, c'est d'aimer ».

Pierre Claverie, évêque d'Oran, a lu ces entretiens du cardinal Duval avec Marie-Christine Ray. Il nous dit comment il reçoit ce livre. Par ailleurs, François Biot a rencontré le cardinal-archevêque d'Alger.

## La « logique » de l'amour

par Pierre CLAVERIE, évêque d'Oran

Dans la basilique d'Hippone, pour la fête de Saint Augustin de l'année jubilaire 1950, un jeune évêque savoyard de 47 ans, depuis trois ans à Constantine, déclarait : « J'ai quelquefois l'impression que les fidèles n'ont pas l'air de comprendre ou me reprochent secrètement de me mêler de ce qui ne me regarde pas. Un jour, peut-être, mes frères, vous me reprocherez de ne pas avoir assez parlé, de ne pas vous avoir assez avertis, de ne pas vous avoir crié votre devoir. Ce jour-là, dont votre esprit chrétien peut seul vous épargner les menaces, ce jour-là les pierres de ce sanctuaire parleraient, elles crieraient que l'Eglise a parlé, que Rome a parlé, que l'écho du successeur de Pierre a retenti ici-même. »

Quatre ans après, le 1<sup>er</sup> novembre 1954 — trente ans déjà ! — la guerre d'Algérie commençait. Cette guerre qui devait déchirer l'opinion et la conscience du peuple français, allait se terminer par l'exode massif des Européens qui habitaient ce pays depuis cent trente ans. Beaucoup d'entre eux n'ont pas pardonné au cardinal Duval les paroles par lesquelles il avait fortement et continûment affirmé sa position. Peu ont com-

pris, souvent longtemps après, ses raisons d'agir et de parler. Moins encore l'ont soutenu. Le livre-interview de Marie-Christine Ray, ancienne correspondante du journal *La Croix* à Alger, jette une lumière sur cette personnalité hors du commun qui a marqué et marque encore la présence chrétienne en Algérie d'un sceau ineffaçable (1).

Sa parole était née au confluent de deux lignes historiques. L'une traversait l'Eglise, l'autre les empires coloniaux.

Cette Eglise sortait à peine de la crise de l'Action Française lorsque le jeune abbé Duval entrait au séminaire français de Rome pour y achever ses études de théologie. Cette irruption brutale de la politique dans la vie de l'Eglise et les divisions qu'elle provoqua vont laisser des traces profondes dans le cœur de l'abbé. En un moment solennel, au plus dur de la guerre d'Algérie, il devait le proclamer devant ses prêtres rassemblés (il est alors archevêque d'Alger). Alors que la bataille d'Alger fait rage et que des mouvements clandestins placent leur soutien à l'Algérie française sous l'étendard de la défense de la Chrétienté et sous le

signe de la Croix, il déclare : « Le blocage d'un politique et du religieux est le mélange le plus néfaste et le plus détonant pour les esprits et pour les cœurs. » Il marquait ainsi la rupture entre les tenants de l'ordre colonial et permettait à l'Eglise de garder son autonomie et de s'ajuster à sa véritable mission.

D'autre part, encore au séminaire d'Annecy où il était professeur de 1930 à 1938 et dont il devint économiste durant la guerre, il avait pris part au réveil social de l'Eglise de France. Participant aux Semaines Sociales, responsable de l'Action catholique du diocèse, il s'éveillait aux questions posées par l'injustice, la guerre, le nazisme. A la libération il est dans l'équipe fondatrice du *Courrier Savoyard*.

### Ebloui et bouleversé

Déjà sonnait le glas des empires coloniaux d'une Europe sortie exsangue de la guerre : l'abbé Duval en est convaincu. S'il trouve une justification à la présence chrétienne en terre étrangère, elle ne peut qu'être fidèle aux exigences de la justice et au service de tous les habitants du pays. Nommé évêque de Constantine et d'Hippone en 1947, il entre de plain-pied dans la décolonisation, et il le sait. Sa première rencontre avec l'Algérie l'éblouira par la beauté grandiose de sa nature. Mais elle le bouleversera par la découverte concrète de l'injustice sociale et de la misère, par les blessures profondes laissées par les massacres de Sétif et de

Guelma et de la terrible répression qui avait suivi, il y avait deux ans à peine. Cette rencontre lui révélera aussi le mystère de l'Islam. Elle le séduira enfin, car il entre dans la succession du grand Augustin d'Hippone.

Ce patronnage sera décisif dans la vie de l'évêque. Encore militaire, il s'était passionné pour les *Confessions*. Au cours de ses études très classiques de théologie placées sous le signe de Saint Thomas d'Aquin et la spiritualité de Saint François de Sales (« Tant homme que rien plus »), il a entrepris la lecture des œuvres complètes qui l'accompagneront désormais et nourriront sa vie et son apostolat.

En lui, on a souvent l'impression que la voix même d'Augustin a trouvé un écho : il s'est spirituellement identifié à ce saint berbère du IV<sup>e</sup> siècle. Peut-être ce Savoyard a-t-il trouvé là le moyen de « faire coïncider sa pensée et son action avec les réalités du pays » comme il en exprimait le projet en arrivant en Algérie ? Toujours est-il que le premier et le dernier mot de sa vie et de sa prédication sont : Amour de Dieu, amour fraternel. Pas une seule de ses interventions qui ne souligne l'urgence et éternelle nécessité de l'amour. Mieux encore, il affirme sans cesse, avec Saint Augustin, que « l'amour fraternel conduit à l'amour de Dieu ». Leitmotiv ou obsession ? Bien plus encore : conviction née de la foi la plus simple et la plus profonde dont tout le reste découlera sans hésita-

tion ni compromissions. « Dieu est Amour. » « Dieu a tellement aimé le monde qu'il a envoyé son fils unique. » Cette foi et cet amour vont lui donner toutes les lucidités et tous les courages.

Son premier mouvement le portera, dès 1947, à défendre l'égalité des droits entre les trois communautés — chrétienne, juive et musulmane — et le dialogue entre les trois religions. De là, il rappellera avec force les exigences de la justice sociale pour « supprimer les causes de la misère dans les structures de la société ». Puis, entré en relation avec les premiers nationalistes, il lancera, trois ans avant de Gaulle, l'idée d'autodétermination. « Il faudra tenir compte, écrit-il à ses prêtres le 7 octobre 1956, de la nécessité de donner progressivement satisfaction à la volonté d'autodétermination des populations d'Algérie. »

## L'amitié entre chrétiens et musulmans

Mais déjà la violence s'est généralisée et les passions se déchaînent, aveugles aux évidences et sourdes aux appels à la raison. Archevêque d'Alger depuis 1954, Monseigneur Duval va s'employer sans relâche à dénoncer le massacre d'innocents, la torture, les violations des droits les plus élémentaires et de la dignité des personnes. Ses déclarations le plus souvent mal comprises et mal reçues, ses lettres et ses interventions personnelles auprès des plus hautes autorités de l'armée et de l'Etat, ne réussiront pas à détourner les événements de leur cours tragique. Tout au plus parviendront-elles à sauver l'essentiel : un avenir possible.

Son souci constant sera, en effet, de sauver l'amitié entre les populations d'Algérie : « Dieu est avec ceux qui veulent, dans la justice, construire une Algérie fraternelle. Au milieu de nos cruelles angoisses, une grande espérance demeure : l'amitié qui, malgré l'orage, persiste entre les vrais chrétiens et les musulmans sincères. » (11/3/56).

Il ajoute d'ailleurs : « Tout mon apostolat en Algérie, je peux le résumer dans un mot : amitié. Je crois à la force de l'amitié ». Mais qui peut entendre ce cri d'espérance ? Quelques personnes (dont Camus), de petits groupes, des cercles et des mouvements chrétiens dont malheureusement, le plus souvent, les noms sont déjà oubliés, le soutinrent au prix parfois de leur vie, le plus souvent du rejet de leur communauté ou de l'exil. Du P. Coignet, avec l'Association de la jeunesse algérienne pour une Action sociale commune, au professeur Mandouze et « Consciences Maghrébines », aux chrétiens libéraux de « Espoir Algérie », au Secrétariat social avec le P. Sanson qui, avec prudence et ténacité, analyse les causes

du drame et prépare l'avenir (*A la recherche d'une communauté : la cohabitation en Algérie*, Secrétariat Social d'Alger, 1956) : tous espèrent cet avenir de justice, de compréhension mutuelle et de fraternité.

En tout cela, l'archevêque d'Alger n'agit pas en « politique ». Il n'a qu'une crainte : « faillir à sa mission d'évêque » et il en est souvent déchiré. Car il n'obéit pas aux impulsions du moment ou aux idées du temps, il ne se conforme pas à un programme politique, il ne sacrifie pas à la popularité et encore moins aux idoles du pouvoir.

Il a entendu un jour le futur Jean XXIII, encore nonce à Paris, en visite en Algérie, qui définissait la mission de l'Eglise — et il s'y est totalement reconnu : « Résistons à la voix de la haine, disait Monseigneur Roncalli, restons fidèles à l'amour, à la paix, à la douceur... La mission de l'Eglise en Algérie : mission d'ouverture universelle dans le respect de la liberté des personnes et des peuples, mission d'amour dans l'humilité et l'esprit de service. »

C'était en 1950. Dès lors, pour cet évêque qui construit sa personnalité en assumant totalement les exigences de sa charge, la route est clairement tracée. Il trouvera dans les déclarations des papes et du concile auquel il prendra une part active aux côtés des évêques africains, une confirmation de sa confiance en l'Eglise et un encouragement à poursuivre sa difficile mission. Il en aura besoin car une partie de sa communauté se dresse contre lui et il voit sombrer son espoir de voir coexister, dans une Algérie indépendante, les deux peuples auxquels il se veut envoyé pour annoncer la Bonne Nouvelle de l'Amour de Dieu.

Alors commence, en 1962, une nouvelle étape de son apostolat. Devenu « le Cardinal » dans l'Algérie indépendante, il entraîne son Eglise à « être algérienne » et non seulement aumônerie d'étrangers ou Eglise d'ambassades : algérienne par solidarité, « ouverte à la population et aux réalités du pays », disponible pour une rencontre et un dialogue confiant entre les personnes, les cultures, les religions, dans un esprit de service désintéressé. Si elle « évangélise », c'est par « le témoignage de sa foi dans le respect absolu de la liberté humaine, et... par sa vie ». Elle veut être, en tout cas, « extatique » selon le mot de Paul VI. Ne vivant que par le Christ, avec le Christ, pour le Christ, et vivant avec, pour et par l'humanité. Le test de son authenticité demeure l'amour fraternel universel.

Par ailleurs, le cardinal voue, pour lui et pour son Eglise, un « attachement profond au pape » qui est pour lui « le protecteur et le défenseur des pauvres », le centre de la catholicité, président à l'amour universel (Ignace d'Antioche). Ses positions sur les questions

qui agitent le monde chrétien seront généralement celles du Saint-Siège (place du prêtre, ordination des hommes mariés ou des femmes, rôle de la famille, liturgie...).

## Là, était le seul chemin évangélique

Mais son originalité et son esprit prophétique (quoiqu'il s'en défende) s'expriment dans son combat pour la justice et la dignité de la personne humaine. Au synode de 1971, alors que l'on s'appête à débattre du sacerdoce, il proteste et impose un second volet aux préoccupations des Pères : « L'action pour la justice et la participation à la transformation du monde, constituent une dimension constitutive de la prédication évangélique qui est la mission de l'Eglise. » Sa voix se fait entendre partout où les droits de l'homme sont bafoués, au risque de se voir encore accuser de partisanerie politique...

Dans ce dialogue passionnant, nous parcourons une période douloureuse de notre histoire récente à travers un homme qui a contribué à la faire. Les événements et les hommes s'y enjuguent dans sa conscience d'évêque. D'une grande pudeur, ses rares confidences révèlent surtout une grande humilité et les souffrances qu'il a voulu cacher pour ne pas ébranler l'espérance de son peuple et maintenir ferme le cap de l'Evangile.

Il s'efface tout entier devant sa mission qu'il résume ainsi : « L'essentiel c'est d'aimer ». Aimer, dans une période aussi dure, n'allait pas de soi. Nous savons cependant aujourd'hui que là était le vrai chemin, le seul chemin évangélique. On peut toujours reprocher à un homme de n'avoir pas été parfaitement à la hauteur de la situation et des tâches qu'il devait assumer. On a pu qualifier d'intransigeance ses choix sans compromissions, on a pu regretter que sa pudeur et sa réserve aient pu passer aux yeux des méditerranéens que nous étions, pour froideur ou orgueil, on a pu reprocher lenteurs et timidité à une démarche qui s'efforçait de ne rien briser et dont le moindre pas soulevait des tempêtes de passions, comme on accusait de « manœuvres » ce qui tentait de tout sauver en évitant les ruptures irréparables.

En tout cela, grâce aux questions pertinentes de Marie-Christine Ray, nous découvrons que nous nous sommes trompés. Nous découvrons que, dans le cardinal Duval, une conscience exigeante et un cœur sensible ont été façonnés par une foi aussi solide et aussi haute que ses montagnes de Savoie, alliée à la délicatesse d'une profonde piété mariale. Et nous sommes entraînés à proclamer, à sa suite : « Je crois en la puissance révolutionnaire de l'amour fraternel. »

P.C.

(1) Duval, « Evêque en Algérie », entretiens du cardinal Léon-Etienne Duval avec Marie-Christine Ray, *Le Centurion*, coll. « Les interviews », Paris 1984.

# « Un chrétien doit faire de la politique »

Un entretien avec le cardinal Duval

• Le synode de 1971 est resté célèbre par sa formule qu'on cite très souvent : le combat pour la justice est une dimension constitutive de l'évangélisation. Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Cette phrase a été discutée longuement, soit en assemblée générale du synode, soit dans des groupes d'experts. Et parmi les experts, il y avait le père Cosmao. Le père Cosmao a beaucoup insisté pour qu'on maintienne cette idée. Cependant, pour bien voir le sens de la déclaration du synode, il faut se référer au texte latin. Et dans le texte latin, il n'est pas dit la lutte pour la justice mais *actio pro justicia*. C'est l'action pour la justice. Il y a une nuance entre action et lutte. Nous chrétiens, nous ne pouvons pas faire consister d'une manière essentielle le travail pour

la justice dans une lutte. Car il peut se faire de bien d'autres manières que par une lutte. Dans certains cas, c'est vrai, la lutte est nécessaire. Cependant, le texte synodal emploie le mot *actio*, qu'il faudrait traduire par exemple par *travail* pour la justice, qui n'est pas uniquement la lutte.

Deuxièmement, si j'ai bonne mémoire, dans le texte latin, il est dit que l'action pour la justice est partie intégrante de l'annonce de l'Evangile. Le mot *intégrante* n'a pas tout à fait le même sens que le mot *constitutive*.

En ce qui me concerne, je pense que l'action pour la justice n'est pas à mettre sur le même pied que l'annonce expresse de la Bonne Nouvelle et puis le travail pour la justice.

Je crois que ce mot *partie intégrante* veut dire que l'action pour la justice est l'une des applications de l'annonce de la Bonne Nouvelle. Ce qui veut dire que si la Bonne Nouvelle est annoncée sans que cela passe dans les relations sociales, par une promotion de la justice, la Bonne Nouvelle serait annoncée d'une manière incomplète, d'une manière qui finalement trahirait la Bonne Nouvelle, en ne montrant pas qu'elle a des exigences dans les relations entre les hommes.

Pour le sens fondamental de cette affirmation du synode, personnellement, je me suis réjoui qu'elle ait été votée, et, comme vous l'avez dit vous-même tout à l'heure, cette affirmation est souvent citée actuellement.

• Est-ce que cela implique aussi l'idée que l'action pour la justice est, disons, une condition pour l'annonce de l'Évangile...

— En un certain sens oui, en ce sens que celui qui annonce l'Évangile et qui, en même temps, ne respecte pas les personnes, n'est pas fidèle aux exigences de la justice. Il se met dans une attitude qui est caractérisée par une inconséquence grave. Dans la mesure où il contredit par son comportement social ce qu'il annonce dans la catéchèse, il empêche la catéchèse d'obtenir les résultats qu'on en escompte.

• Est-ce que cela signifie qu'un certain comportement social, voire politique, est nécessaire à l'annonce de l'Évangile ?

— Oui, en ce sens que si on adopte un comportement social qui est le contre-pied de l'Évangile, par le fait même, on rend la Parole inaudible à ceux qui sont victimes de l'injustice.

• Alors cela implique qu'un chrétien doit faire de la politique ?

— Il est absolument certain qu'un chrétien doit faire de la poli-

tique. Maintenant le mot politique, tout le monde le sait, a deux sens. Il y a la politique de parti, il n'est pas nécessaire qu'un chrétien fasse de la politique de parti. Mais il y a le sens profond du mot politique qui est le service du bien commun. Et le service du bien commun, comme l'a dit Pie XI, c'est un exercice de la vertu de l'amour fraternel. Alors, dire qu'un chrétien serait dispensé de la politique, c'est-à-dire du service du bien commun, cela voudrait dire qu'un chrétien est dispensé de pratiquer l'amour fraternel.

• Mais cela vaut aussi pour un archevêque ?

— Un archevêque est un chrétien... avec des responsabilités particulières... qui sont lourdes à porter.

• C'est un personnage qui a donc une responsabilité politique ?

— Oui, au sens du service du bien commun. Si un archevêque se désintéressait du bien commun de son pays, il serait infidèle à sa mission qui est une mission de paix et de justice.

## Un dialogue permanent avec le peuple

• Une telle mission ne risque-t-elle pas de conduire alors à des prises de positions que certains ne peuvent pas comprendre ou qui suscitent des réactions d'opposition ?

— Vous touchez là un problème difficile. Bien sûr qu'un évêque doit annoncer la vérité avec courage et autant que possible avec lucidité.

Mais d'autre part, quand un évêque prend la parole, il doit le faire

dans une certaine union avec ses fidèles. La parole de l'évêque doit, dans une certaine mesure, je ne dis pas complètement, émaner de ce que vit le peuple de Dieu. De telle sorte que le peuple de Dieu puisse se reconnaître dans la parole de l'évêque.

• Mais comment l'évêque entend-il la parole de son peuple ?

— L'évêque doit vivre continuellement dans le dialogue avec son peuple. Il doit annoncer la Parole de Dieu au peuple qui lui est confié. Mais il doit être continuellement à l'écoute de son peuple. Et lorsque je parle du peuple, je veux parler bien sûr des baptisés, mais il faut être aussi à l'écoute des autres. L'évêque doit être à l'écoute de tous les hommes, surtout des hommes qui sont dans le territoire qui lui a été confié.

Il m'a été donné bien des fois, à diverses occasions, avant de faire une déclaration, de demander l'avis de certains catholiques. Il m'est arrivé aussi, de temps en temps, de demander l'avis d'un ou de plusieurs musulmans.

• Mais tout évêque est aussi évêque de et dans l'Église universelle. Vous n'êtes pas seulement archevêque d'Alger, vous êtes aussi membre du corps épiscopal universel, en communion avec le pape et vous avez une certaine co-responsabilité mondiale. Je pense en particulier à ce problème urgent qui est celui de la paix ou de l'arrêt de la course effrénée à l'armement nucléaire. Comment un évêque comme vous voit ce problème-là ? Qu'est-ce qu'il peut faire ?

— Vous avez raison de dire qu'un évêque doit être préoccupé du bien universel de l'Église. C'est ce que nous avons précisé au concile Vatican II. Nous avons précisé cette doctrine que le Pape Pie XII avait déjà exprimée fortement dans l'encyclique *Fidei Donum*. Un évêque doit se pénétrer des répercussions possibles de son action en

dehors de son diocèse, car il porte, avec le pape, des responsabilités de l'annonce de l'Évangile dans le monde entier.

Lorsqu'il s'agit en particulier des problèmes si graves de la paix, il est incontestable que les évêques doivent bien peser leurs responsabilités.

Je pense que l'ensemble des évêques de l'Église catholique est d'accord pour condamner la course effrénée aux armements, parce que cette course effrénée aux armements est une humiliation de la nature humaine. C'est un péril d'anéantissement pour l'humanité.

## Pour un nouvel ordre international

• Vous êtes citoyen — et évêque — d'un pays non aligné. N'y a-t-il pas à partir de là une possibilité de dialogue entre les deux superpuissances, une possibilité d'action ?

— Je pense en effet, avec beaucoup d'autres, que les non alignés peuvent avoir une influence heureuse dans la préparation de la paix. Mais ceci n'est vrai que dans la mesure où les peuples non alignés sont véritablement non alignés. C'est-à-dire lorsqu'ils sont indépendants de l'action des superpuissances.

Plus généralement, l'Église travaille à la création d'un nouvel ordre international en faisant valoir sa doctrine. En premier lieu, elle affirme la valeur transcendante de la personne humaine. D'autre part, elle croit et elle témoigne que les biens de la terre n'ont pas été créés au bénéfice de quelques possédants, mais pour servir à tous les peuples sans exception. C'est une vraie révolution si on entend par là une mutation profonde dans la vie de l'humanité.

• Père, une dernière question, dans ce contexte où nous sommes de menace de destruction universelle : vous croyez à l'avenir du monde ?

— Si je ne croyais pas à l'avenir du monde, je ne croirais pas à la rédemption. Du moment que le Christ est mort pour tous les hommes, il est ressuscité pour que les hommes aient la vie. Je pense que les forces du bien triompheront finalement des forces du mal. Comment cela se fera-t-il ? Je ne suis pas prophète pour le dire. Mais je crois que la foi chrétienne nous impose cette foi dans l'avenir du monde et cette espérance d'un monde meilleur, non seulement dans l'éternité, mais déjà sur cette terre.

Propos recueillis par François BIOT

Le cardinal Duval au cours d'une cérémonie en Algérie (1960).



LE CONGRES DU CMR

# Quelle Eglise dans le monde rural ?

Un dossier présenté par Philippe WARNIER

Du 14 au 16 avril, à Paris dix-huit cents militants du CMR — chrétiens dans le monde rural — vont tenir leur congrès sur le thème : « *Quelle Eglise faisons-nous en mouvement, en rural* ».

« TC » présente ce congrès et interroge Jean Théron, responsable national de la branche agricole du CMR.

« Dans notre branche de commerçants-artisans, dit Jacqueline Benesteau, permanente nationale du CMR, on a tendance à occulter le débat politique. Ça n'est pas évident de dénoncer le capitalisme dont on vit ! »

« Devons-nous privilégier des prises de position ou des actions conformes à la sensibilité dominante chez nous, de type CFDT, PSU, ou PS, ou rester ouverts à toutes les tendances du mouvement ouvrier ? Telle est la question que certains d'entre nous se posent dans la branche ouvrière », lui répond, comme en écho, Jean Marchand, aumônier national de cette branche du CMR.

## Diversité et unité

Et Pierre Riaux, responsable bénévole de la branche techniciens-service-animation (TSA), solide Breton lui-même technicien agricole, apporte, lui aussi, la note originale de son milieu : « Les TSA ont leurs réactions propres. Politiquement, ils sont très partagés. Ceux qui ont voté à gauche sont plutôt déçus. Ils ont, en général, une assez grande responsabilité vis-à-vis des problèmes du tiers monde et, dans l'Eglise, ils sont davantage engagés dans la paroisse. Ce sont des gens capables d'y prendre la

parole et plus disponibles que les agriculteurs ».

Les « agri », eux (voir l'interview de Jean Théron) vivent parfois durement les clivages entre les organisations syndicales et ils ne veulent pas trop noyer leur spécificité dans l'Eglise des paroisses de campagne.

C'est cela qui frappe, d'emblée, au CMR : cette pluralité de catégories professionnelles enracinées dans des réalités et des mentalités différentes. Mais qui vivent le



L'assemblée générale du CMR en 1982 : faire naître une Eglise signe de Salut.

même projet humain et chrétien dans la diversité et l'unité du milieu rural bousculé par la crise.

C'est en 1966 que le Mouvement familial rural, lui-même issu de la Ligue agricole catholique formée par les anciens de la JAC (1939), est devenu le CMR et c'est au congrès de Doerdim, en 1973, que le

mouvement a défini sa visée fondamentale.

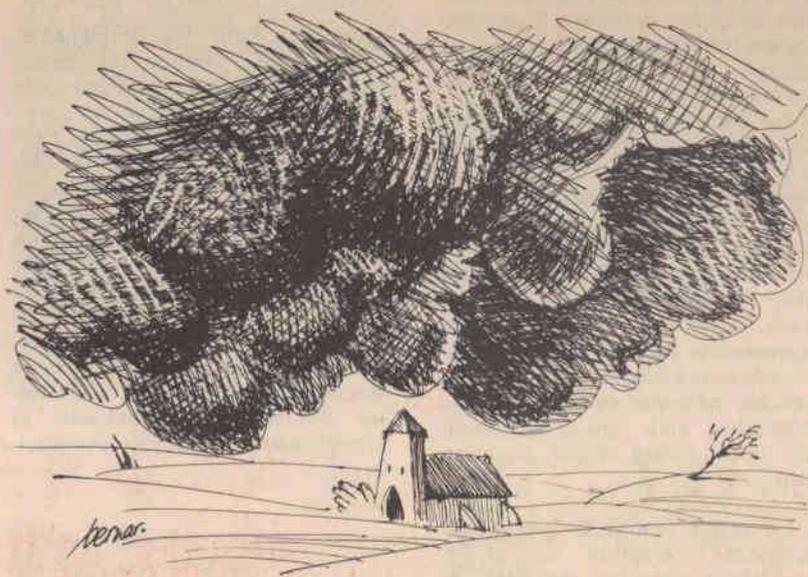
« Partageant la vie des hommes dont nous sommes solidaires et leur combat. Reconnaisant dans la foi, que le dynamisme de la vie des hommes est le lieu privilégié où l'Esprit du Christ les précède et les rejoint... »

... « Nous nous regroupons en mouvement pour mieux vivre cette foi au cœur du monde. Notre participation à la vie et au combat des hommes se trouve ainsi renouvelée. Et nous contribuons à faire naître une Eglise signe de salut au milieu des hommes. »

## Sortie du cléricisme

Et les équipes de base fonctionnent sur le rythme d'un moteur à quatre temps : « partage de vie et analyse — recherche du sens — expression de foi — interpellation. »

En 1976, à Vichy, le CMR a avancé dans l'analyse des groupes



## UNTEL & TELUN

par SOLO



sociaux, il a renforcé sa structure en quatre branches, et il a confirmé son option face à la société : condamnation du libéralisme économique, contestation du capitalisme libéral et refus de tout système portant atteinte aux libertés fondamentales de l'homme.

A Paris, les 14-15 avril, le CMR, d'abord en branches puis en « interbranches », va réfléchir sur « *Quelle Eglise faisons-nous en Mouvement, en rural* ». Il va préciser les contours d'une Eglise enracinée dans la différence des groupes sociaux, participant à la libération des hommes, et y annonçant Jésus-Christ. Mais aussi « *vivante et accueillante pour tous* ».

« *Nous voulons, dit Jean Marchand une Eglise différente, démarquée de toute conception cléricalle et où on peut partager à partir de ce qu'on vit. C'est par rapport à cette Eglise à construire, plutôt que par rapport à ce qui existe que nous nous situons. Et nous privilégions les relations avec l'ACE et le MRJC* ».



L'emblème du congrès.

Pour autant, précisent Jacqueline Benesteau et Pierre Riaux, « *les TSA et les commerçants artisans sont assez engagés dans le renouveau paroissial, même si ce n'est pas une priorité* ».

Les militants du CMR vont réfléchir à la situation d'une Eglise dont le repli sur soi les inquiète un peu. Ils vont s'interroger sur la possibilité d'une prise de parole collective plus fréquente et plus concertée (les positions des évêques sur la Paix et sur l'école ont suscité pas mal de remous !)

Et surtout, ils vont s'interpeller mutuellement sur l'Eglise qu'ils construisent en milieu rural, par leur mouvement, leurs branches et principalement leurs équipes. Car l'équipe de base est ce lieu ecclésial fondamental où l'on tente, à partir de la vie, de reconnaître et d'annoncer Jésus-Christ présent dans les luttes et les espoirs des hommes et des femmes de ce temps.

## « Nous avons l'impression que le concile s'éloigne »

un entretien avec Jean THERON\*

• Comment la situation actuelle marque-t-elle le monde rural ?

— Il s'agit d'abord d'une mutation et ensuite d'une crise. Le monde rural, dans ses diverses composantes, est touché de plein fouet par cette mutation et cette crise. Les agriculteurs vivent la crise de la politique commune européenne, le problème de l'élargissement du marché commun, la pluralité syndicale qui est à la fois une clarification, une source d'affrontement et un enrichissement. Les artisans et commerçants sont touchés, eux, par l'extension des grandes surfaces, par les nouvelles formes de commercialisation, qui mettent en péril le petit artisan et le petit commerce. Les ruraux ouvriers voient leur combat transformé par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cela modifie et rend parfois difficile leur stratégie syndicale. Les techniciens et les personnels de service et d'animation en milieu rural se trouvent dans une situation à la fois de pouvoir (dans les organisations agricoles, l'école) et de solidarité au service des plus opprimés ; deux choses qui sont parfois difficiles à concilier.

La crise est dure à vivre pour tous : diminution de la population active agricole coincée par un productivisme qui exige des investissements de plus en plus importants, chômage pour le monde ouvrier. Tout cela engendre un climat de peur, d'inquiétude, de durcissement. C'est très sensible chez les agriculteurs, avec parfois des manifestations qui dégèrent en violences plus ou moins gratuites et irresponsables, mais qui s'expliquent par le sentiment d'une situation sans issue.

En même temps, des initiatives surgissent : création de SCOP (société coopérative ouvrière et paysanne), formules nouvelles d'exploitation et de développement agricole, lancement de sections syndicales, recherche sur les nouveaux statuts des conjoints artisans-commerçants, création de groupement d'artisans. Il y a des dynamismes qui sont porteurs d'avenir. C'est sur eux que notre congrès s'appuiera.

• Qu'est-ce qui fait l'unité du CMR à travers la diversité de ses quatre branches ?

— C'est d'abord une visée fondamentale commune : partager la vie et les luttes des hommes dont nous sommes solidaires, avec une



Jean Theron.

préférence pour les plus opprimés. Et enraciner notre foi à partir de ce vécu personnel et collectif.

Certes, agriculteurs, ouvriers, artisans-commerçants, TSA (1) ont des mentalités différentes. Ce que nous avons en commun, c'est de vouloir fonder une Eglise qui assume et reconnaît les différences et soit enracinée dans la vie.

• Avec une solidarité pour les plus défavorisés ?

— Oui. Pour les agriculteurs, cela veut dire, entre autres choses, remettre en cause un productivisme qui élimine les moins performants : ici et ailleurs dans le monde, c'est la même logique, même si, ici, les effets sont moins bouleversants. Pour les ouvriers ruraux, c'est continuer le combat syndical, dans un contexte politique différent. Pour les TSA, c'est se reconnaître détenteur d'un pouvoir en rural et l'utiliser au service des plus défavorisés. Pour les CCA (chrétiens dans le commerce et l'artisanat), c'est lutter contre l'individualisme et approfondir les analyses économiques.

### Une tendance à juger nos évêques

• Comment percevez-vous la situation de l'Eglise de France en 1984 ?

— Des impressions complémentaires, presque contradictoires... L'impression d'un repli sur nous-mêmes, d'un manque d'audace et d'un esprit peu prophétique ; l'impression que le concile s'éloigne et qu'on revient à des situations plus sécurisantes ; la paroisse, considérée comme seul lieu authentique d'Eglise ; une suspicion plus ou moins déclarée sur l'Action catholique...

Et dans le même temps, une levée impressionnante de chrétiens, parfois dispersés, en mouvements ou non, ceux dont les médias parlent le moins, très en lien avec tout ce qui se vit en terme de libération un peu partout dans le monde.

Chez les jeunes : une indifférence totale ; ou une vie de foi — ou un refuge — dans le charismatique ; ou encore une prise en charge de leur milieu, humaine et apostolique très affirmée.

• Et la hiérarchie ?

— Nous avons tendance à juger nos évêques, au coup par coup, à chacune de leurs interventions... Souhaitons que chacun de nous — chrétien ou non — prenne au pied de la lettre « *Les nouveaux modes de vie* ».

Par contre « *Gagner la paix* » ou les prises de position sur l'école m'ont déçu et inquiété. Je n'en éprouve aucune crise de fidélité. Au contraire. Nous sommes ensemble co-responsables, ce qui implique affirmation et écoute mutuelles.

• Votre congrès va s'interroger sur la place du CMR dans l'Eglise. Pourquoi ?

— C'est la même question fondamentale que se pose le Mouvement sous des formes différentes à chacun de ses congrès.

Cela nous paraît capital aujourd'hui, après ce que nous avons dit tout à l'heure, pour vérifier d'abord de quelle manière nous contribuons à faire naître l'Eglise en rural, et pour l'affirmer ensuite.

Comment faisons-nous Eglise en branche, dans le vécu quotidien de nos groupes sociaux ? A quelles conditions et avec quelles exigences ?

De plus, nous ne faisons pas Eglise tout seuls mais, bien entendu, avec les autres. D'abord avec les mouvements (ACE, MRJC...) qui, comme nous enracinent l'Eglise dans la vie des hommes. Ensuite, avec tous les autres, communautés, paroisses, même si les incompréhensions persistent ou si les rapports sont difficiles... Enfin avec l'Eglise universelle, qui sera représentée au congrès par la CEMA et le CCFD et la FIMARC.

• Vous sentez-vous concernés par l'évolution actuelle qui, en milieu rural tend à accroître la co-responsabilité des laïcs dans l'animation paroissiale ?

— Ce n'est pas une priorité pour nous. Mais il n'est pas question de négliger cette évolution. Lorsque nous y participons, c'est pour faire en sorte que cette animation prenne en compte toute la vie des hommes en milieu rural.

(1) Techniciens - Services - Animation.

\* Responsable de la branche agricole du CMR.

REMANIEMENTS AU VATICAN

# Roger Etchégaray quitte Marseille pour Rome

de notre correspondant

Petit tremblement de terre au Vatican : deux réformes structurelles et seize nouvelles nominations à la Curie.

On en parlait depuis longtemps, mais il faut reconnaître que les changements décidés par Jean-Paul II dans l'organisation du gouvernement de l'Eglise et dans celle de la curie ont dépassé toute prévision. Ils ont été annoncés le lundi 9, dans l'après-midi, presque au même moment où le Saint-Père recevait le premier ambassadeur des Etats-Unis auprès du Saint-Siège, William Wilson. Ce dernier aura quelque peine à s'y retrouver.

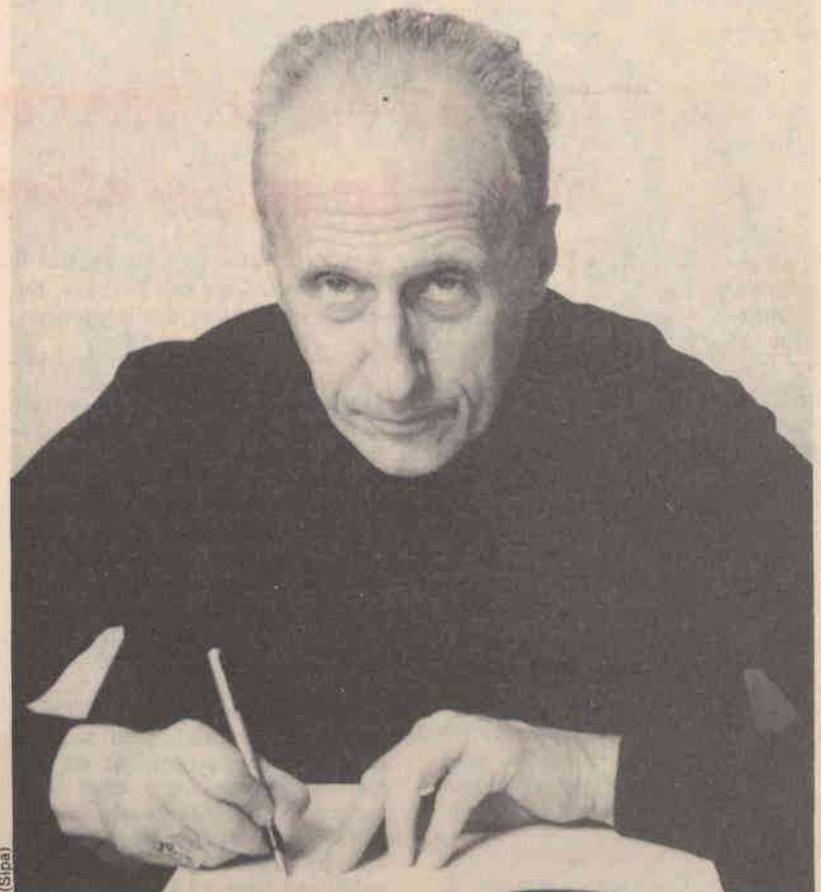
La plus importante des nouveautés concerne le gouvernement civil de la cité du Vatican, que le pape a abandonné en le déléguant au cardinal secrétaire d'Etat Agostino Casaroli. En ce qui concerne les nominations, deux sont de premier plan : la congrégation pour les évêques est confiée au cardinal africain Bernardin Gantin, celle pour l'évangélisation des peuples à l'archevêque irlandais Dermot Ryan.

La France n'a pas été oubliée : le cardinal Roger Etchégaray, archevêque de Marseille, devient président de la commission « Justitia et pax » ainsi que du conseil « Cor unum » (qui auparavant étaient dirigés par le cardinal Gantin) (1). Le cas de Mgr Etchégaray est considéré à Rome comme une confirmation de la ligne du pape Wojtyła, qui vise à appeler à des char-

ges curiales importantes des évêques diocésains : déjà Pie XII, en son temps, avait voulu souligner l'importance de l'expérience pastorale pour toute nomination à la Curie, quand il avait envoyé son « dauphin », le futur Paul VI, gérer l'immense diocèse de Milan. Jean-Paul II répète, au niveau des congrégations, ce qu'il vient de faire au sommet, c'est-à-dire rappeler le caractère surtout pastoral de tout service rendu dans l'Eglise.

## Mgr Marcinkus : liberté surveillée

On ne sait pas quel est le sort réservé à Mgr Marcinkus, l'archevêque américain d'origine lituanienne dont le nom a été souvent (trop souvent) mêlé aux affaires financières du Saint-Siège en tant que président de l'Institut per le opere di religione (IOR), dont l'activité touchait très peu à la religion et beaucoup aux banques. En tant que pro-président de la commission cardinalice qui se chargera de l'administration de l'Etat du Vatican, il aura dans l'avenir, au-dessus de lui, le cardinal Sebastiano Baggio (qui laisse la congrégation pour les évêques) en sa qualité de président de cette commission et, surtout, le cardinal Casa-



Roger Etchégaray, archevêque de Marseille : un pasteur à la Curie

roli de qui dépendra (le pape a été très clair à ce sujet) tout le travail des commissaires. Or, ni le cardinal Baggio, ni le cardinal Casaroli ne sont des prélats que l'on pourrait accuser d'être en équilibre et de manque de surveillance de leur « troupeau ». Il est donc tout à fait probable que l'archevêque « grand financier de l'Eglise » soit placé en liberté surveillée, comme on le murmure dans les coulisses du Vatican.

Celui qui a le vent en poupe, par contre, est le cardinal Casaroli. Et pour cause. Cet homme discret, aimable, ouvert aux autres (au moment de la signature du nou-

veau concordat entre l'Eglise catholique et l'Etat italien, il n'oublia pas d'envoyer ses salutations fort cordiales aux représentants des confessions religieuses qui sont minoritaires), ce fin diplomate auquel on doit le fait que le Saint-Siège ait reconquis dans les dernières années une place de premier ordre dans les affaires internationales, est le plus respecté peut-être de tous les collaborateurs du pape. Si Richelieu avait son père Joseph, Karol Wojtyła a son père Agostino.

Massimo OLMI

(1) Voir, en page 5, l'éditorial de Georges Montaron.

## BILLET EVANGELIQUE

# A cause d'un tombeau vide

Jean 20 - 1 à 9. Matthieu 28 - 1 à 10  
Paul, Rom 6 - 3 à 11

« Il vit et il crut ». Tout est parti de là. La nouvelle invraisemblable parcourut comme un frisson l'assemblée des disciples, leur redonnant un vague espoir. Mais que vit-il donc, Jean, de si extraordinaire pour croire comme ça d'un coup ? Un tombeau vide et bien rangé. C'est tout. Marie-Magdeleine, premier témoin, ne se hasarde pas à une interprétation, elle dit seulement : « On a enlevé le Seigneur de son tombeau, et nous ne savons pas où on l'a mis ». Ça ressemble à un froid constat de gendarmerie. « On » a enlevé le corps. Pour Jean qui entra au tombeau à la suite de Pierre, il n'est pas nécessaire d'avoir des signes grandioses. Il voit le tombeau vide et il croit. Comme si la certitude de la résurrection était ancrée en lui et que son regard balayant le tombeau vide était le révélateur de tout ce qu'il avait intériorisé au cours de sa vie avec Jésus.

Matthieu a vécu l'événement de manière différente et le récit de la résurrection que nous lisons dans la veillée pascale en témoigne. C'est

un coup de tonnerre, cette nouvelle. Ça bouleverse le monde établi, même la puissance armée est renversée. L'intervention de Dieu est manifeste. Mais pour lui aussi ce bouleversement a lieu devant un tombeau vide.

Un tombeau vide. Voici les seuls témoignages que nous ayons pour affirmer au monde que la mort est vaincue à jamais. C'est un peu faible à une époque où l'exigence scientifique demande d'autres preuves, et où un jugement ne peut être porté qu'à l'aide de pièces sérieuses.

Pourtant, ils en contamineront des gens, ces disciples de Jésus, avec leur histoire de tombeau vide. A croire que c'étaient eux qui étaient dans ce tombeau et qu'ils en sont ressortis. Ressuscités. Un des disciples de la dernière heure, de l'après-dernière heure même, Paul, affirme : « Nous tous qui avons été baptisés en Jésus-Christ, c'est dans sa mort que nous avons été baptisés. Si par le baptême dans sa mort, nous avons été mis au tombeau avec lui, c'est pour que nous menions une vie nouvelle, nous aussi, de même que le Christ, par la toute puissance du Père, est ressuscité d'entre les morts ».

Depuis nous ne pouvons faire autrement. A cause de ce tombeau vide, il nous faut changer ce monde.

par  
Jean-Michel  
MERLIN(\*)



(\*) Mouvement des Focolari

LIVRES

# Les noces de la terre et de la mémoire

De l'Ardenne belge à la Provence, en passant par le Roussillon, voici la province des bergers, des apiculteurs, des poètes et des conteurs...

On republie opportunément ces temps-ci quelques auteurs d'hier, comme Ludovic Massé ou Marie Noël. De Ludovic Massé, par exemple, les éditions P.O.L. ont dernièrement réédité *Le vin pur*, cependant que les éditions du Chiendent sortent le troisième titre du même auteur : *La terre du liège*.

Il s'agit de la Catalogne française, où est né l'écrivain à l'aube de ce siècle, où il a, durant quatorze ans, été instituteur, jusqu'à ce que Vichy, en 1940, le sanctionne pour socialisme, ce qui eut pour résultat de le vouer tout entier à la littérature. Il s'y révélera parmi les régionalistes les plus doués, l'un des pairs de Ramuz, de Giono, de Delteil.

*La terre du liège*, c'est celle des forêts catalanes où le chêne-liège constituait une population debout et innombrable, en même temps qu'une ressource économique pour les habitants des deux versants des Pyrénées.

La fabrication du bouchon constituait cette industrie. Celui qu'on appelle dans *La terre du liège* le Roi d'Espagne, un bouchonnier de l'Ampourdan, ne suggère-t-il pas, à ce propos, une espèce de consanguinité du liège entre le Roussillon et la Catalogne méridionale ? « Nous sommes frères du même ombrage... Notre sang léger, alerte, tu ne crois pas que cela nous vient du liège ? ».

De bout en bout, l'Espagne est présente dans ce livre. L'auteur — qui publia avant la guerre dans des revues de gauche et dans *Le populaire* de Léon Blum des articles sur la Catalogne révolutionnaire — montre la sympathie qu'il a pour les humbles, pour les militants ouvriers et anarchistes d'outre-Pyrénées.

Lui-même se sent aux antipodes de l'enrichissement et de la volonté de domination. Parlant de sa retraite, en 1940, il peut affirmer tranquillement : « Si je suis retourné à mes sources, si j'y ai organisé ma vie, dédaignant le voyage, la carrière, l'argent, le hochet, c'est que j'aspirais à rester l'enfant heureux, sans remords, que je fus ».

L'enfant heureux le sera aussi plus tard dans ses livres, au style juteux à la fois et primitif (on serait tenté de qualifier d'hercynienne certaine atmosphère sau-

vage, à la façon dont Joseph Delteil disait paléolithique une manière particulière de vivre hors de la contrainte de la civilisation urbaine). La forêt notamment, la forêt dont la sauvagerie est d'autant plus naturelle que sauvage (*silviaticus* en latin signifie étymologiquement « qui vit dans les bois »), la forêt, comme la mer, n'est-elle pas la matrice de la vie terrienne ?

Ludovic Massé parle d'elle avec une tendresse passionnée dont, à part Maurice Genevoix, je ne connais d'équivalent que chez Jean Nesmy, dont je viens de lire *La féerie des bois*. Découverte pour moi fort émouvante que ce livre publié par Bernard Grasset en 1927 et qui, à plus d'un demi-siècle de distance, apporte aux hommes robotisés, informatisés d'aujourd'hui un souffle miraculeusement frais. Ecoutez...

« Dans l'haleine argentée d'un matin, des milliers de petites grives musiciennes, émigrant à leur tour vers le nord, ont fait leur brève étape au cœur de la forêt en y donnant de turbulents concerts. (...) Et maintenant, tout le bois n'est qu'un chant, ici, avec la fauvette à tête noire, d'une harmonie miraculeuse ; et là, avec les geais, d'un éclatant tumulte. Ils célèbrent l'enchantement de boire le soleil, de se donner aux jeux éblouissants

Marcel Scipion.



du cœur tout rajeuni, le délire de l'amour heureux, l'incantation des heures clémentes de la vie ».

Des pages de cette qualité ne mériteraient-elles pas d'être à nouveau offertes aux lecteurs de 1984 ? Il me semble qu'un éditeur serait avisé d'y songer...

Des charbonniers, que Ludovic Massé comme Jean Nesmy évoquent dans leurs forêts, des contrebandiers, des bûcherons, des écorceurs de liège et des muletiers catalans, Marcel Scipion et son *Homme qui courait après les fleurs* nous font passer aux bergers et aux éleveurs d'abeilles.

Il y a six ans, Marcel Scipion avait été révélé en tant qu'écrivain par *Le clos du roi*, suivi de *L'arbre du mensonge*. Apiculteur provençal depuis plus de quarante ans, l'auteur se dit « berger d'abeilles », car il mène ses ruches comme un troupeau d'un endroit à l'autre, afin qu'il y ait toujours, selon les saisons, des fleurs à pollen et des fleurs à nectar pour ses bestioles.

Son histoire est simple : fils et petit-fils de mouchier (chasseur d'essaims de mouches à miel), après avoir braconné le lièvre et le sanglier, il s'est fait mouchier à dix-sept ans. Entre les abeilles et lui, c'est donc une amitié, presque une passion amoureuse. Quand les ruches vont, tout va : Scipion a l'œil vif et luisant, le teint frais, la parole fleurie. Un danger menaçait-il les abeilles, qu'il s'agisse de la maladie, de l'eau ou du feu ? Il ne vit plus. Ou, plutôt, il oublie tout et tout le monde pour s'arc-bouter contre le péril.

*L'homme qui courait après les fleurs* en sait tellement sur la vie des abeilles en général et sur ses ruches en particulier qu'il pourrait remplir d'observations, de tableaux, d'histoires vécues dix ou vingt livres comme celui-ci. A l'expérience de toute une vie, il n'hésite pas à joindre la science acquise dans les ouvrages spécialisés, ceux de Maeterlinck (*La vie des abeilles*), de Bonsel (*L'abeille Maja*) ou de Karl von Frisch (dont, cinquante ans après sa parution en Allemagne, on réédite en traduction française *Vie et mœurs des abeilles*).

Le trait commun à tous ces auteurs est la patience et l'amour constant. Chez Scipion, ces qualités s'inscrivent en outre dans l'attachement à un pays, à ses horizons, ses traditions, son parler et ses mœurs, ce pays étant la Provence, parcourue des Cévennes au Ventoux, du Vercors aux Alpilles, épelée fleur à fleur, arbre à arbre, sans oublier la faune, blaireaux, sangliers, renards, et ce qu'un vigneron de la Crau appelle, avec une tendresse presque franciscaine, « les petits becs de la garrigue ».

Il y a, dans *L'homme qui courait après les fleurs*, un passage sur le sens du territoire, tel que l'éprouvent les espèce animales, qui pourrait servir d'introduction au livre

que Jean-Pierre Otte vient de publier, sous le titre : *Celui qui oublie où conduit le chemin*. Il n'est plus question d'abeilles ni de Provence, de chênes-lièges ni de Roussillon, mais de l'Ardenne belge, patrie de l'auteur qui, de recueil de contes en recueil de contes, célèbre avec gourmandise et sensualité les noces de la terre et de la mémoire.

Pour commencer, Jean-Pierre Otte affirme qu'on ne « peut voyager loin que si l'on sait voyager près ». C'est ici que le mot territoire voit s'élargir son acception jusqu'à l'anthropologie : l'homme, comme l'animal, n'est-il pas lié à un lieu délimité, un lieu primordial, que ses sens connaissent par le toucher, le goût, la vue, l'odorat ? « Il s'agit — écrit Jean-Pierre Otte avec un lyrisme provençal proche de celui de Giono — il s'agit de posséder le monde avec ses yeux, ses lèvres, ses doigts, la pointe du nez, la petite cuiller de l'oreille et les pores de la peau ».

## Ne coupez pas vos racines

Ce n'est qu'à partir de cette possession du territoire originel que l'homme peut tenter d'investir d'autres lieux afin d'y établir une semblable relation d'appartenance. Au fond, il y a entre l'homme et la plante une similitude plus grande qu'on ne croit. Nous avons nos racines. Des ouvrages comme ceux de Ludovic Massé, de Marcel Scipion, de Jean-Pierre Otte, lancent à nos contemporains un avertissement argumenté et solennel : gardez-vous de couper vos racines, sans lesquelles votre corps et votre esprit dépériraient !

En une vingtaine de textes assez brefs, confidences et histoires plus ou moins vécues, plus ou moins imaginées, *Celui qui oublie où conduit le chemin* ramène le lecteur à l'essentiel de ce qui peut constituer le bonheur d'être sur terre, parmi les hommes et les bêtes, sentiment qui, selon les êtres et les circonstances, s'exprime dans ces pages broussailleuses, tendres, voluptueuses, par les mots de jubilation, d'exaltation, de plénitude, de possession des vraies richesses.

Avec son langage délié, savoureux, tout plein d'odeurs, de désirs, de rêves fabuleux et cependant quotidiens, Jean-Pierre Otte apparaît comme un fils ardennais de cet autre Jean-Pierre languedocien, celui-là, qui s'appelle Chabrol.

### Maurice CHAVARDES

• Ludovic Massé : *La terre du liège*, éditions du Chiendent, Marcevol, 66320 Vinça, 210 p., 69 F.

• Marcel Scipion : *L'homme qui courait après les fleurs*, Seghers, 264 p., 70 F.

• Karl von Frisch : *Vie et mœurs des abeilles*, traduit de l'allemand par André Dalq, Albin Michel, 254 p., 75 F.

• Jean-Pierre Otte : *Celui qui oublie où conduit le chemin*, Robert Laffont, 204 p., 65 F.

THEATRE

# On a tous les jours cent ans

Au Théâtre de l'opprimé, acteurs et spectateurs fêtent ensemble le centenaire du syndicalisme

« Vous avez vu la pièce et sûrement, vous vous êtes dit à certains moments que les personnages s'y prenaient très mal, qu'il fallait trouver une autre solution pour résister à l'oppression. Alors nous allons rejouer certains passages de la pièce. A n'importe quel moment vous pouvez dire : Stop et vous venez sur scène et vous prenez la place du comédien pour jouer la scène comme vous pensez qu'il faut faire ».

Et Augusto Boal, le metteur en scène du Théâtre de l'Opprimé, précise : « Attention, vous ne devez pas faire un discours depuis votre place dans le public, vous ne devez pas être un donneur de leçons. Vous venez sur scène et vous jouez ».

Cela se passe tous les soirs (sauf mercredi et jeudi) au Parc de la Villette à Paris, c'est le spectacle « On a tous les jours cent ans » que le Théâtre de l'Opprimé a monté à l'occasion du centenaire du syndicalisme, et que l'Union régionale parisienne CFDT a coproduit (1).

Augusto Boal est le théoricien de ce qu'il appelle le « théâtre-forum », né d'une réflexion sur Brecht, avec le désir d'aller encore plus loin. Il ne s'agit pas seulement, par la « distanciation », de permettre au spectateur d'avoir une attitude critique face à la réalité qu'on lui montre. Il faut aussi lui donner les moyens d'expérimenter une action.

C'est au Brésil, son pays, que Boal a mis au point ses méthodes. Contraint de s'exiler par la dictature militaire, il est passé au Pérou où il a pratiqué le théâtre-forum dans le cadre d'une immense campagne d'alphabétisation, de développement de l'autonomie populaire, mise en œuvre par le gouvernement péruvien d'alors. Nouveau coup d'Etat, nouvel exil. Boal vit et travaille maintenant en France.

## Un humour féroce

Qu'on ne s'y trompe pas : les deux pièces que présente (en alter-



Noël Monier

Lorette Cordrie, dans « le Radeau » : « Pas de pesants discours didactiques ».

nance) le Théâtre de l'Opprimé n'ont rien de pesants discours didactiques. C'est avec un humour percutant, une joyeuse férocité, des gags et des chansons que sont présentés le discours patronal et la « langue de bois » syndicale, traités des thèmes tels que le racisme, la situation des femmes dans la famille et l'entreprise... Un peu dans le style « café-théâtre », par des comédiens qui n'ont rien d'amateurs débutants.

Et les spectateurs marchent. Ils sont nombreux à venir sur scène, et

ce n'est pas le moindre intérêt de voir comment ils réagissent.

« Les critiques de la presse ne parlent pas beaucoup de nous, dit Boal. Sans doute parce que, pour eux, à partir du moment où on fait venir les spectateurs sur scène, ce n'est plus du théâtre, c'est de l'animation... Mais le théâtre, c'est quoi au juste ? »

Noël MONIER

(1) Jusqu'au 28 avril

## DANSE

# Moïsseiev : la précision d'une horloge suisse

Paris, 1955 : les amateurs de danse populaire et d'exotisme découvraient au palais de Chaillot une troupe folklorique russe dirigée par un chorégraphe dont le nom allait bientôt faire le tour du monde : Igor Moïsseiev.

Né en 1906 à Kiev, Moïsseiev, issu de l'école chorégraphique de Moscou, soliste au théâtre Bolchoï, fonde en 1937, par passion pour le folklore, le premier ensemble de danse populaire du monde formé exclusivement de professionnels. Bientôt le ballet est célèbre dans toute la Russie mais encore totalement inconnu en dehors de

ses frontières. C'est sûrement à l'issue de la première tournée française que l'Europe puis l'Amérique vont avoir l'occasion de connaître cette prodigieuse formation de cent-vingt danseurs. De l'un de ses voyages en Espagne, d'ailleurs, Moïsseiev ramènera l'extraordinaire jota endiablée de la première partie du programme actuel, danse dans laquelle les figures de virtuosité se succèdent à une cadence étourdissante. C'est également à travers cette œuvre que l'on peut le mieux juger la rigueur et la précision de cet ensemble que Paris retrouve pour la septième fois, plus jeune — la moyenne d'âge des artistes est en effet de 22 ans — et plus dynamique que jamais.

A l'affiche également, le célèbre « Ballet des patineurs », créé pour les jeux olympiques de Moscou en 1980 et que le public a pu admirer dans ce même palais des Congrès il y a deux ans. Il s'agit d'une pièce « impressionniste », recréant parfaitement l'atmosphère d'« Holiday on ice » : grâce à leur prodigieuse technique, les artistes donnent l'impression d'oublier le plancher de la scène, glissant silencieusement aux accents d'une valse de Strauss, dans une allégresse générale.

La seconde partie du spectacle est consacrée à une création : « Une nuit sur le Mont Chauve »,

ballet dans lequel les paysans idéalisés des souvenirs d'enfance du chorégraphe côtoient les personnages littéraires des contes de Nikolaï Gogol. A l'époque en effet, les foires se déroulaient comme les carnivals, dans un tourbillon de musique, de chansons, de danses, de jeux champêtres. Parmi la foule bigarrée qui affluait de tous les coins de la Russie, il y avait des tziganes qui, croyait-on, faisaient commerce avec le diable et les sorciers. La scène du sabbat, dans laquelle apparaissent tour à tour, dans un nuage de soufre, sorcières chevauchant leur balai et diables encanailés animés de déhanchements convulsifs, est du plus bel effet. Ce passage, rythmé par des percussions primitives est d'ailleurs l'objet de prouesses acrobatiques affriolantes exigeant « la précision d'un mécanisme d'horloge suisse ! »

## Travail collectif

L'apport d'une œuvre nouvelle au répertoire de la compagnie est généralement le fruit d'un travail collectif. Lorsque Moïsseiev a imaginé un argument, il le soumet à ses danseurs. De leurs réactions dépend l'élaboration du futur ballet. Les mouvements de base sont

alors ébauchés de manière collégiale. Viennent ensuite des recherches dans les musées, à la découverte des costumes et des livres anciens afin de s'imprégner des différentes mentalités, mythes et modes de vie de l'époque et des rapports qui existaient jadis entre la poésie, la musique et le geste. Peu à peu, le spectacle prend corps, étayé par des traditions séculaires bien souvent oubliées. Cette « Nuit sur le Mont Chauve » doit donc être considérée non seulement comme un divertissement mais surtout comme une véritable reconstitution historique des us et coutumes de la vieille Russie.

Jean-Marie GOURREAU

\* Palais des Congrès, Paris, 20 h 30, jusqu'à la fin de mai.

TC SPECIAL 1<sup>er</sup> MAI

100 ans de syndicalisme

Voir page 8



CINEMA

# Cinq oscars qui font courir l'Amérique

Meilleur film, meilleure actrice, meilleur second rôle masculin, meilleure adaptation, meilleur réalisateur : une belle addition pour « Tendres passions ».

**T**endres passions démarre comme un téléfilm américain à la manière de *Dynastie* ou *Dallas*. Des bons ou mauvais sentiments qui ne sont que des clichés, des personnages sans épaisseur psychologique, des situations entrevues cent fois. Et puis, progressivement, le film prend du poids. L'histoire elle-même n'est pas très originale, et cependant, il se passe quelque chose.

Il s'agit d'une famille provinciale américaine qui se constitue, se développe, dans le bonheur, les difficultés et enfin le drame. Une « love story » qui a tout de même recueilli cinq oscars. D'où vient l'intérêt des professionnels américains et l'énorme succès public ?

D'abord dans la distribution. Shirley Mac Laine incarne une grand-mère d'un entrain redoutable. Elle est épaulée, par un Jack Nicholson au meilleur de sa forme. A eux deux, ils font et ils sont le film. Leurs personnalités crévent l'écran ; un peu comme le couple

Reagan à la télévision. Le troisième âge, ou l'âge mur, est à la mode dans ce pays ultra-conservateur.

Mais la recette du succès tient aussi à un parti-pris de franchise et de vérité dans les rapports humains qui bouscule les habitudes du spectateur européen. Voir une grand'mère veuve coucher avec son voisin célibataire n'est pas si fréquent dans un film qui veut toucher un large public. De même les notations très crues sur la vie intime de chaque personnage tout au long du film. Aux Etats-Unis, la révolution dans les mœurs n'est pas un vain mot.

## Un bon divertissement

C'est le troisième ingrédient de cette recette américaine : le recentrage sur la famille. Il y a dans *Tendres passions* un hymne à la famille considérée comme une fin. Accompagné d'un insolite rejet de la grande ville dans ce qu'elle a de plus sophistiqué. Woody Allen avait fait un film à la gloire de New York. Cette ville est au contraire présentée comme le comble de la foire aux vanités, habitée par des écervelés qui ont oublié les vraies valeurs.

On trouve donc dans *Tendres passions* un mélange curieux de conservatisme et de santé morale, comme si l'un et l'autre marchaient ensemble. Les sociologues de demain découvriront dans ce film les richesses et contradictions de la société américaine. Le spectateur d'aujourd'hui trouve deux heures de détente et d'émotion. Avec des moments franchement hilarants et d'autres chargés de détresse.

Le réalisateur de *Tendres passions*, James Brook, a cherché pendant plusieurs années des producteurs qui veuillent bien financer son projet dont personne ne voulait. Maintenant que son film est plébiscité, on murmure qu'il a été fabriqué comme une lessive, programmé comme un ordinateur, pour faire rire et pleurer successivement et à coup sûr. *Tendres passions* ne mérite ni tant d'honneur (c'est loin d'être le meilleur film de l'année, quoi qu'en dise le jury qui attribue les oscars) ni tant d'indignité (c'est un bon divertissement).

François QUENIN



Shirley MacLaine, dans « Tendres Passions » : un hymne à la famille.



Michael Wright, dans « Streamers » : une tension paroxystique.



Rosine Yanogo, dans « Wènd Kùuni » : les racines d'une société.

## « Streamers »

En 1969 paraissait à l'écran MASH qui créait un choc à Cannes et assurait à Robert Altman une réputation non usurpée. Avec *Streamers*, l'auteur revient à l'étude des traumatismes créés par la guerre du Vietnam sur les jeunes Américains, mais le ton et le propos sont différents.

Dans une chambre, quatre jeunes gens attendent d'être envoyés au Vietnam, pendant que deux sergents avinés racontent leurs souvenirs du feu. La lourdeur de l'atmosphère est accentuée par l'homosexualité de Ritchie qui rend perplexes ses camarades. La tension augmente et parvient à son paroxysme avec l'arrivée de Carlyle, un être affolé et agressif.

Le dialogue, très daté rappelle plus facilement l'époque de Tennessee Williams que les films les plus récents et plus attrayants d'Altman (*Popeye*, *Reviens Jimmy Dean...*). Reste l'exploit qui consiste à filmer uniquement dans une pièce, et là, dans ce tour de force de la mise en scène, on retrouve toute la maestria d'Altman.

## Le don du ciel

Pour son premier long métrage, le réalisateur de « Wènd Kùuni », Gaston J.M. Gaboré, a choisi un ton neuf qui tranche sur le cinéma africain que nous avons l'habitude de voir.

Les films de Haute-Volta sont plutôt rares. Aussi peut-on regretter que le beau film de Gaston Gaboré, *Wènd Kùuni* n'ait pas bénéficié d'une plus large distribution.

L'action de *Wènd Kùuni* se situe dans l'empire Mossi, bien avant l'arrivée des blancs. L'auteur a su allier avec un rare bonheur la description des modes de vie, l'analyse sociale et les nécessités du conte. Une femme, dont le mari chasseur est disparu, refuse de se plier aux exigences du groupe et de se remarier. Elle doit fuir son village avec son jeune enfant, et trouve la mort. Le garçon, qui est devenu muet sous le choc, est recueilli par une famille. Le film décrit la vie de celle-ci et l'amitié qui lie Wènd Kùuni (c'est le nouveau nom de l'enfant, qui signifie « don du ciel ») à la petite fille de la famille.

La beauté du film tient beaucoup à l'émotion que suscite cette amitié enfantine, à la prédominance du geste et de la musique sur la parole. Au travers du conte, on voit se dessiner les gestes de la vie quotidienne, le strict équilibre économique de cette société (la façon d'utiliser le sol, le pâturage, le marché). Et ici la description des paysages est magistrale, sans commune mesure avec les « dépliants touristiques » qu'étaie complaisamment nombre de films.

Les antagonismes sociaux sont aussi lisibles, et plus particulièrement ceux qui résultent de la situation de la femme. La résistance qu'oppose la mère de Wènd Kùuni aux exigences et aux normes du groupe, on la retrouve dans sa nouvelle famille. Pognéré, la petite fille, refuse l'éducation séparée des garçons et des filles qui lui interdit de voir à loisir son ami. C'est indirectement grâce à la révolte d'une autre femme que Wènd Kùuni retrouvera la parole. Et il reste remarquable que ces femmes utilisent la résistance à l'ordre établi et non la revendication.

Le film permet donc, aussi paisiblement que possible, d'expliquer les racines d'une société, par-delà et en-deçà de la colonisation et son fonctionnement économique et social. Mais c'est surtout dans ce mélange spécifique de la réalité et du conte que réside la grande réussite du film.

Anne TARQUI

# annonces

Les annonces publiées dans cette page ont pour objet d'informer nos lecteurs et de faciliter l'information entre eux. Selon leur objet, elles sont publiées à titre onéreux ou gratuitement.

Les annonces doivent nous parvenir au moins huit jours avant la date de parution. Elles sont tarifées à la ligne, chaque ligne comprenant 25 signes ou espaces. Tarif :

- 25 F la ligne TTC.
- 17 F la ligne TTC : tarif spécial pour les abonnés. (Joindre la dernière bande d'envoi).
- 9 F la ligne TTC : pour les demandes d'emplois et demandes de logement.

## Dans tous les cas :

- un droit forfaitaire de 20 F est perçu pour les annonces domiciliées au journal, les annonces publiées à titre gratuit ne pouvant être domiciliées au journal.
- les annonces sont payables d'avance joindre le paiement à la demande par chèque bancaire, virement postal trois-volets ou mandat-lettre à l'ordre de « ETC » CCP 5023 99 S Paris). Une facture peut être encore envoyée sur demande.

Si vous désirez recevoir TC en justificatif de la petite annonce que nous vous avons passée gratis, veuillez joindre 11 F en timbres.

**NB :** La rédaction de « TC » se réserve le droit de refuser toute annonce qui ne correspondrait pas à l'aspect service de cette page ; elle ne peut cependant être tenue pour responsable du contenu de ces annonces.

## Emploi demandé

• DUT Inform. maitr. Sc éco. 3 ans exp. anal. prog. cherche emploi dans école/Etabl./Ent. esprit « TC ». Préférence Rhône-Alpes. Autres prop. étudiées. Ecrire « TC » n° 2514.

## Emploi offert

• CENTRE DE KERDUDO. POST-CURE POUR 40 FEMMES ETHYLIQUES. Recherche pour animation et accompagnement : Homme 35/45 ans, marié, travailleur social diplômé. Forte motivation personnelle et spirituelle pour adhérer au projet pédagogique de l'Association. C.C.51. — Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à : M. le Directeur du Centre de Kerdudo. Les Cinq Chemins, 56520 GUIDEL.

## Logement demandé

• Cherche appart. 3 p. PARIS ou proche banlieue. URGENT. 2.000 à 2.500 F par mois. Ecr. KANDAOUROFF, 17, rue Thouin, 75005 PARIS.

• Collaborateur « TC » cherche appartement 3 pièces, région CRETEIL ou VAL-de-MARNE. 2000 F/Mois environ. URGENT. Ecrire = M. Ph. VILLEDIEU, 5, rue Viet, esc. 7 — 94000 Créteil. Tél. : 246.37.50 ou le soir 899.10.95.

## Mariages

• (75). Femme 40 ans, chargée études, exigeante, espère Homme exigeant pour partager allégresse et ferveur. Ecrire « TC » n° 2513.

• J.F. cél. 34 ans, altruiste, parisienne, chrétienne, désire rencontrer homme pour relation durable. Ecrire « TC » n° 2515.

• J. Homme 30 ans, militant ACO et syndical, chauffeur-livreur, simple, timide, adorant les enfants, croyant en l'Homme, franc, aimant rendre service, désire connaître J.F. même âge, simple, ouverte aux autres, militante si possible, pour fonder un couple basé sur la tendresse, la fidélité, la confiance. Ecrire « TC » n° 2517.

## Cours et sessions

• Initiation biblique à St-Bd du TOUVEI près Grenoble. « CROIRE en JESUS. » Avec Cat. Messiaje. 23/31 août. Rens. et insc. : Sr Devin. 23, rue H.-Lefebvre, 59800 LILLE. Tél. : 16 (20) 06.29.25.

• ATELIER DES GRADS — SUD-ARDECHE. A partir de mai : stages de TISSAGE ET TAPISSERIE NOUVELLE. Initiation et approfondissement. CREATIVITE ET TECHNIQUE. Recherche sur thème en AOUT. Hébergement. Petit effectif. Agréé F.P. continue. Rens. : Rose-line DEMONCHAUX. 07140 Les Vans.

## CHANTILLY (60)

• L'Association des écrivains croyants d'expression française organise, du 28 au 30 avril, au Centre des Fontaines à Chantilly, un colloque sur « LA PRIERE DANS LE JUDAISME, LE CHRISTIANISME ET L'ISLAM » (La prière, une relation, — Intériorité et liturgie — La prière et la vie). Divers intervenants. Inscr. : « Les Fontaines », B.P. 205 — 60500 Chantilly. ou à l'AECEF, 159, rue de l'Université, 75007 Paris.

• Une session avec Roger Parmentier, « ACTUALISATION DE LA BIBLE » aura lieu du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai (Pont) à Saint-Prix (Val-d'Oise), 120 F par jour ; actualisation de l'évangile de Saint-Jean. Insc. : J. Gleede, 11, impasse Jacquard, 94110 Arcueil (places limitées) — Une session analogue aura lieu à La Toussaint (1<sup>er</sup> au 4 novembre) au Cart. à Soissons (Céc).

## DEUX-SEVRES

• Les prochaines rencontres organisées par le CPO et l'Université Paysanne du Centre-Ouest à CELLES-SUR-BELLE (Deux-Sèvres) auront lieu les : 28/29 avril : « Questions d'éthique chez Paul, la Morale, la sexualité, le pouvoir ». — Les 5/6 mai : La décentralisation : enjeux et moyens. Le 12 mai : S'exprimer sur une radio. Stage de formation pratique avec des animateurs de D4B. — Les 12/13 mai : Les lycées et leurs études au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle : informations et débats à propos du rapport Prost. — Rens. et insc. : CPO. 79370 Celles-sur-Belle. Tél. : 16 (49) 09.80.44.

## PAQUES

• Session sur divers thèmes à la Communauté du « Petit matin », Rés. Les terrasses, appt. 114 — Bât. 5G. 33400 Talence. (B.P. 16) « Affronter le doute », « pressentir l'appel », « vivre le passage »... le vendredi 20, le samedi 21 et le dimanche 22 avril. — Rens. et insc. à la Communauté du Petit Matin. Tél. : 16 (56) 37.51.40 et 37.59.31.

## Conférences et débats

• J.M. Muller donnera une conférence : « Du transarmement au non-alignement — Quelle Europe ? », le 26 avril, à 20 h 15, 25, rue du Plat, à LYON (organisé par le MDPL de Lyon).

## Demandes diverses

• Lecteur « TC » cherche achat petit appart. ou studio à PARIS. Tél. : (1) 437.37.35 après 18 heures.

• « Nature et Société » (assoc. d'éducat. populaire) agréée ministère Environnement et Jeunesse et Sports, cherche d'urgence un bénévole pour assurer les permanences de son Centre de Documentation et d'Information de SAINT-MAUR, le mercredi après-midi. Pour accueillir et orienter les enfants des écoles venant consulter les documents, animer un petit atelier pédagogique et tenir à jour des dossiers de presse. Rens. Nature et Société, 17 av. des Filonnières, 94210 La Varenne. Tél. : 885.86.58, après 19 h.

## Offres diverses

• URGENT : Ceci est un S.O.S. — SUD-AVEYRON, vends sur 4410 m<sup>2</sup> ; maison habitab. en l'état. Rénov. 3 ans + Dépendances. Pleine nature mais pas isolée. Tél. : 16 (65) 62.55.97 heures repas.

• Couple campagne cherche fille 18-20 ans pour garde enfants. Rémunérée, 15 mai/20 juin. Tél. : 16 (8) 342.40.34.

• Si vous êtes sensibles aux malheurs des hommes, si vous avez besoin de vivre « autre chose », nous souhaitons

vous rencontrer pour partager un projet de vie basé sur l'entraide et l'accueil. Tél. : 464.22.62.

## Actions de solidarité

• Non-voyant cherche lectrice pour écriture et lecture de son courrier, une heure, une fois par semaine. — Ecrire : M. Etienne ISTILLART, 4, rue Dupin, 75006 PARIS.

## Informations diverses

• Les Conférences de Carêmes de Notre-Dame de Paris, par le Père Jean-Jacques LATOUR : « LA VIE S'EST MANIFESTEE », sont enregistrées sur 6 cassettes. On peut se les procurer, à la C.E.R.P., 8, rue de La Ville-l'Evêque, 75384 Paris Cédex 08, au prix de 51 F franco.

## Voyages et vacances

• Randonnée pédestre en Cévennes ou sur le Pays Cathare. Rens. Alain NICOLLET, guide. 34380 Viols. Tél. : 16 (67) 55.03.67.

• Ech. chalet tt. conf. 6/7 pers., altitude 850 m. à Samoëns (74). Contre mais. simil. 4/5 pers. bord Océan, Pyr. Atlant. Tél. : heures repas au 16 (50) 37.12.54.

• Association pour 12-17 ans débute sa 4<sup>e</sup> année de randonnées pédestres et à vélo, le dimanche en région parisienne. Participation aux frais demandée. Documentation disponible. Rens. : Tél. : 208.64.75.

• OH! LES BEAUX JOURS ! Pour constituer un groupe de jeunes randonneurs Ile-de-France, esprit « TC », et prévoir ensemble W.E. et voyages, écrire « TC » n° 2516.

• Ass. propose séjours santé-repos, créativité, dans ferme. Rens. : A. CALMEIL. 47470 BEAUVILLE.

• Une idée originale pour vos vacances : au départ d'un CAMPING\*\*, RANDONNEES pédestres sur les Hauts-plateaux du VERCORS et en DEVOLUY. GARDE d'ENFANT. Forfait heb. : 720 F. Rens. : Marie, 38930 ST-MARTIN-DECELLES. Tél. : 16 (76) 09.33.86.

• VACANCES VERTES AUTREMENT. Bocage sarthois. Projet : se re-créer, rencontrer. Ateliers-échanges ; corporels, manuels, et pour enfants. Du 2 au 10 août. — Rens. : CHOLOT, Le Village, Bât. E, SAINTRY 91100 CORBEIL.

## CAMP INTERNATIONAL DE JEUNES BENEVOLES

• Si vous avez plus de 18 ans, si vous avez un ou deux mois de vacances, si vous êtes intéressé(e) par un travail bénévole auprès de handicapés et malades mentaux : Inscrivez-vous pour le camp d'été 84 — 4 sessions : 1 : 3 juin au 1<sup>er</sup> juillet ; 2 : 3 juillet au 1<sup>er</sup> août (1) ; 2 août au 2 septembre (1) ; 2 septembre au 30 septembre. Hébergement et nourriture assurés — Frais de voyage remboursés (1) Animation assurée par un responsable U.C.J.G. — Ecrire au : Service des bénévoles. Fondation John Bos — 24130 LA FORCE (Dordogne).

• A PIED, TOUTE L'ANNEE, 6-10 jours, Mai-sept. : « MAROC », Haut-Atlas, avec mules. Eté : découverte Pais cévenol, caussenard, lozérien. Dolomites, Mont-Blanc... Rens. : Guide P. Dainat, 19, av. St-Lazare, 34000 Montpellier. Tél. : 16 (67) 72.16.19.

## WEEK-END NATURE

• Détente, oxygénation, rando à la journée, découverte du milieu, table et chambre d'hôte. Moyenne Montagne. Ouvert 1<sup>er</sup> et 8 mai Ascension/Pentecôte, été. Rens. : A. Lecocq. Grimone, 26410. Châtillon-en-Diois.

• CORREZE Saint-Pardoux-La-Croisille. Hôtel Beausite. Etang, piscine, tennis privés. Tél. : 16 (55) 27.85.44.

• Assoc. cherche ANIMATEURS « SOLIDES » et bénévoles pour camper avec JEUNES DE QUARTIERS DEFAVORISES (Lyon-Marseille). Camps en équipes de huit (Gard) du 2 au 24 août. Contacter AJD, 3 bis, Montée Petit-Versailles, 69300 CALUIRE.

• ECHANGE Maison 4-5 personnes. Montagne (Hautes-Alpes) contre similaire côte bretonne, au moins 15 jours entre 7 et 31 juillet. Tél. : 16 (92) 51.42.57 pour premier contact.

# BULLETIN D'ABONNEMENT TC TARIFS

MERCI DE TOUT ECRIRE EN MAJUSCULES

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Merci de joindre le règlement par virement postal, chèque bancaire ou mandat-lettre, adressé à « TMOIGNAGE CHRETIEN », 49, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris - CCP 5023 99 S PARIS.

Pour tout changement d'adresse, n'oubliez pas de nous faire parvenir votre ancienne adresse et 4 F en timbres postes.

## TARIF POUR UN AN

— Tarif normal .....	465 F
— Abonnement d'entraide .....	572 F
— Tarif spécial petits budgets .....	220 F
— Abonnement de soutien .....	900 F

## TARIF POUR SIX MOIS

Tarif unique ..... 260 F

## TARIF POUR L'ETRANGER

1 an ..... 580 F  
6 mois ..... 315 F

TARIF PAR AVION SUR DEMANDE A « TC »

## SOCIAL

### Le glas et la volée

« Télé, journaux, radios ont beaucoup parlé de Longwy, bien. Mais proportionnellement, Pompey, Neuf-Maisons presque rien. Et pourquoi ? Le bassin sidérurgique de Nancy est très important, de plus il fait vivre le triage de Blainville-Damelevières, nœud ferroviaire conséquent.

Le 3 avril, la télévision annonce : « Mgr Schmitt, évêque de Metz, Mgr Bernard, évêque de Nancy, demandent aux paroisses de la région de faire sonner le glas le 4 pour s'associer aux manifestations des Lorrains. »

Le 4 au matin une radio périphérique fait un rectificatif : « Les évêques de Nancy et de Metz avisent les curés de la région lorraine qu'ils pourront à la demande des maires, faire sonner les cloches, non pas le glas, mais en volée pour appeler « au secours ».

Blainville-Damelevières « communes sœurs » et de gauche : rien. L'après-midi, grande manif à Nancy. Qui ai-je vu ? Michel, Marcel, Jean-Marie, Roger, Gilbert, curés ou aumôniers ; des purs, des copains ! Ils étaient avec et au côté de ceux qui sont déçus et qui doutent. »

René CHARBONNIER  
Blainville

### Supplique à la gauche

« Vous avez gagné les élections de 1981. Vous n'étiez pas sans connaître les graves difficultés qui vous attendaient et qui vous attendent encore. De toute façon, la droite ne vous a pas fait de cadeaux. En effet, les problèmes de la sidérurgie et autres ne sont pas dus à une gestion socialiste (jeune : 3 ans) mais à une incompétence caractérisée de la droite, qui, associée au patronat, a refusé de moderniser l'outil de travail.

Qu'attendez-vous pour expliquer de manière claire la rigueur que vous nous imposez et qui, à mes yeux, est nécessaire (en tant que fonctionnaire, chrétien, cégétiste et socialiste je n'ai pas fait grève pour mon pouvoir d'achat, la garantie de l'emploi est appréciable par les temps qui courent).

Tous les jours de manière brève mais précise (le petit peuple a besoin de clarté pour vous comprendre et vous soutenir) vous devriez à l'aide des médias et des journalistes qui vous sont favorables expliquer votre politique. La paix, la justice, la grandeur de la France ne pourraient qu'en tirer profit. »

Jean-Claude BROUILLY  
Drancy (Seine-St-Denis)

### Confort individuel ou promotion collective ?

« François Mitterrand a tort d'affirmer que le recul de la production d'acier est inévitable alors que le changement des conditions de vie de millions d'individus défavorisés exigerait au contraire qu'elle progressât.

Hélas, les « favorisés » entendent bénéficier pleinement de leurs avantages et ils n'ont nullement l'intention

d'investir dans les secteurs économiques difficiles ; leur préoccupation majeure n'est pas de sortir du marasme des populations sous-développées en deçà et au-delà de nos frontières ; elle consiste à créer une sphère confortable et hermétique bien protégée par les institutions et au besoin par les forces policières et militaires.

Et pourtant, le monde est ainsi fait que les hommes sont contraints de se conformer aux rudes règles de la solidarité s'ils veulent éviter la catastrophe. Les graves maux dont nous souffrons : les menaces de guerre, conséquence de la méfiance et de l'hostilité entre les peuples, la montée de la délinquance née du désœuvrement d'une partie croissante de la population, ont la même cause : l'accélération de la course au confort matériel individuel de certains au détriment de la recherche de la promotion collective.

Le progrès souhaitable et considérable de la technique n'est pas responsable du licenciement des salariés frappés par la réduction de la production dans certains secteurs économiques : sidérurgie, chantiers navals, agriculture, etc ; ces chômeurs sont victimes de la sécheresse de cœur des « favorisés ».

François Mitterrand déclare ne pas craindre de reconnaître publiquement ses erreurs ; demain il devra avouer que les améliorations apportées par son régime, pour méritoires qu'elles soient, sont bien modestes comparées au rêve socialiste dont il avait bercé la majorité des Français. »

Louis MOUTIER  
Lomme (Nord)

### De l'huile dans les rouages du capitalisme

« Le Mitterrand nouveau, à la californienne, est arrivé. Sa parodie de conférence de presse, debout derrière une caisse à savon, marque un moment crucial. Sans aucune concertation, son plan de « redéploiement » industriel constitue un véritable diktat : on comprend que le Coup d'Etat permanent soit retiré des libraires.

De quoi s'agit-il ? D'un chef-d'œuvre de social-démocratie appliquée : la « gauche » que nous avons élue ne sert qu'à mettre de l'huile (que nous, les victimes, payons très cher) sur les rouages — broyeurs d'hommes — grippés du capitalisme : l'avenir montrera que l'effet en est aussi nul que celui d'en emplâtrer sur une jambe de bois.

M. Mitterrand fait le pari risqué et révélateur de gagner sur les deux tableaux, en cédant en tous points aux pressions de la droite et en instaurant sa nouvelle bourgeoisie de « socialistes » candidats à la création d'entreprises (pour le peuple qui attend son pain ? pour la France ?...) La manifestation du 13 avril peut encore faire reculer les technocrates (tout ce qu'il y a de plus giscardien) de la rue de Grenelle. (...) »

Marcel CHARBONNIER  
75009 Paris

### Et les handicapés ?

« Pour 1984, il est prévu un taux d'inflation de 5 %. Les augmentations de salaires sont autorisées jusqu'à ce même 5 %.

Par contre, la revalorisation des ressources des personnes handicapées est limitée à 4 %... Comprenez que

pourra cette conception de la solidarité nationale.

Par ses instances nationales et l'ensemble de ses adhérents, la FNMIP (Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, 54 Bd. de Garibaldi - 75015 Paris) mène en ce moment une campagne auprès du gouvernement et des élus pour le redressement de cette injustice. Des milliers de cartes postales parviennent au ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale.

Pourquoi la rigueur devrait-elle s'exercer à l'encontre des plus démunis ? »

Victor et Marguerite VANTHOMME  
Osséja (Pyrénées orientales)

## AFRIQUE

### Sékou Touré

« Je suis indignée des propos tenus par François Mitterrand sur Sékou Touré. (...) »

Je sais que la morale et la politique sont deux choses différentes mais tout de même : il y a des limites.

Jamais François Mitterrand n'aurait dit cela pour Pinochet ; pour moi Sékou Touré et Pinochet, c'est la même chose. »

Jeanne DUPOUY  
75018 Paris

## CITATION

### Hénaurme !

« Sans doute devrais-tu, cher « TC », faire passer un examen sur les origines du christianisme à des rédacteurs et commencer par les interroger sur le Décalogue.

Voir « TC n° 2073 » du 2 avril, p. 16, sur Robert Badinter : « Il pense surtout que le « tu ne tueras point » est plus fort contre le crime... etc. »

« Tiens, une référence chrétienne » « Figurez-vous que ce juif très pratiquant n'en manque pas ! »

Hénaurme ! Quel annexionniste qu'Alexandre Boussageon ! S'il a une Bible qu'il relise l'Exode — chap. XX verset 13. Qu'il apprenne que si le Nouveau Testament s'appelle Nouveau, c'est qu'il y en a eu un « ancien ». Il y verra cependant que parmi les lois de Moïse, la peine de mort était en bonne place.

Ceci dit, merci de défendre Badinter. Il le mérite plus que tout autre. »

Noël RIST  
Paris

## THATCHER

### Sexisme

« Je n'apprécie pas l'humour de Pierre Vilain dans son billet : « Le club et la dame » (n° 2072).

Tout simplement parce qu'étant femme, la référence au sexe de la Première ministre britannique pour l'envoyer au diable me semble un relent inavoué de ce bon vieux sexisme millénaire qui colle à la peau de ces messieurs, tous frétilants ont-ils été d'accueillir en leur sein, si j'ose dire « la dame de fer ». Non que j'estime parti-

culièrement cette « Maggie-là ». Au contraire, je trouve qu'elle n'a pas son pareil pour singer les hommes, et c'est fort regrettable, d'accord. Mais puisqu'elle s'évertue à être plus royaliste que le roi, prenez-vous-en, chez Pierre Vilain, au vilain travers masculin de la dureté et de l'intransigeance plutôt qu'au sexe féminin lui-même.

J'avais espéré trouver dans « TC » enfin des hommes capables de dénicher et de dénoncer toutes les formes subtiles du racisme, que ce dernier tienne à la couleur de la peau ou à l'aspect du sexe. Si Thatcher avait été de sexe mâle, on l'aurait trouvée insupportable, désagréable, tout ce qu'on veut, on aurait peut-être songé à s'en débarrasser, mais pourquoi, même sous couvert d'humour, ré-animer le complexe du « club-exclusivement-réserve-aux-hommes » ? (...) »

Claudie de RAUGLAUDRE  
Vix (Vendée)

## PRECISIONS

### A propos de « Sur l'Etna »

« Dans « TC » n° 2069, M. Chavardès rendant compte du livre de H. Tazieff « Sur l'Etna » écrit, à propos de la crise de la Soufrière, volcan de la Guadeloupe, en 1976 : « ... 74 000 habitants de la Basse-Terre furent... évacués, mais l'occasion servit au transfert vers Pointe-à-Pitre de la préfecture et du port bananier. »

Double contre-vérité : la préfecture est toujours à Basse Terre et si les bananes sont embarquées à Jarry-Pointe-à-Pitre, c'est en raison de l'adoption par la Compagnie Générale Maritime du Transport de PCRP (porte-conteneurs réfrigérés polyvalents) que — Soufrière ou pas — le port de Basse-Terre est trop modeste pour accueillir. »

Pierre FERTIN  
Guadeloupe

Haroun Tazieff écrit dans Sur l'Etna, page 168 : « Si je me suis alors heurté aux « experts » envoyés par le gouvernement de l'époque, si je n'ai pu empêcher l'inutile et très coûteuse évacuation des 74 000 habitants de la Basse-Terre, c'est qu'il s'agissait, sous couvert d'un danger prétendu colossal et imminent de procéder, en toute quiétude sociale, au transfert de la Basse-Terre vers Pointe-à-Pitre, du siège de la préfecture et du port bananier, opération politicienne et, pour certains, fort profitable. »

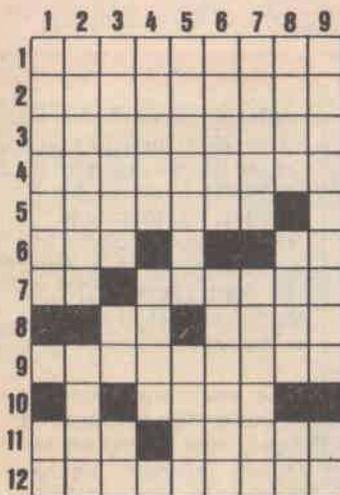
### Fils de personne ?

« Je dois rectifier une erreur faite dans mon article de « TC » du 9 avril : « Fils de personne » ? Le CEFER (Centre d'exploration fonctionnelle et d'étude de la reproduction humaine) qui recrute des « mères d'accueil » n'est pas une association à but lucratif, comme il en existe aux USA, c'est à dire qu'elle ne fait aucun bénéfice ; elle offre seulement aux gestatrices une « indemnité forfaitaire » pour les neuf mois de grossesse (50 000 F). Documentation sur demande au CEFER, 21 rue Edmond Rostand, 13006 Marseille.

Par ailleurs, en haut de la troisième colonne, il fallait lire : « 55 à 85 œufs sont fécondés, 75 à 85 % de ceux-ci, se segmentant régulièrement, sont implantés au stade de quatre cellules. »

Odetta THIBAUT

## Les mots croisés de Jean Monnier

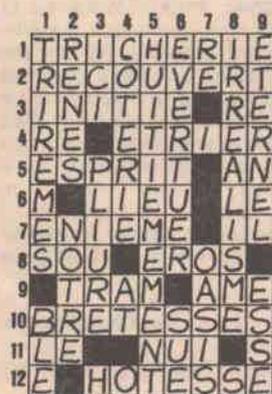


### HORIZONTALEMENT

- 1 - Les casse-pieds, elle connaît !
- 2 - Fut la victime des piles.
- 3 - Rien de moins sûr.
- 4 - Cultivent un côté magique à la différence des vessies.
- 5 - Leur odeur faisait courir les chevaux.
- 6 - Fait l'article. Désignent un ordre.
- 7 - Sur la face d'un cube ou dans un carré. Trie.
- 8 - Participe. Indifférent.
- 9 - Pratique.
- 10 - Station d'épuration.
- 11 - Se dit pour un nom. Délibérée.
- 12 - Renvoient l'éclair.

### VERTICALEMENT

- 1 - Se fait pour la frime. Conjonction.
- 2 - N'étaient sans doute pas assez propres. Envoie des fleurs.
- 3 - Conduits. Note. Prend de la bouteille.
- 4 - Mangeur de lézards. Arrive même pour le burnous.
- 5 - Tient à la cheminée. En montagne exclusivement.
- 6 - Produit les mêmes effets que la jalousie. Rase-bitume.
- 7 - Petits quand ils sont attentifs. Elle mérite son 22.
- 8 - Européenne. Sans traces. Préposition.
- 9 - On en fait toute une maladie. Entre jaune et rouge.



Solution du n° 2074.

## les amis de TC

### NOTRE COMBAT • NOTRE COMBAT •

#### MATRICULE 2077 ? ... PRESENT

L'actualité est riche en événements, petits ou grands... Le développement des moyens de communication nous rend proche toute information même lointaine, importante ou secondaire ; la diversité apparente et la prolifération des organes de presse, atouts majeurs dans une société pluraliste, ne permettent cependant pas toujours d'aller à l'essentiel lorsque le temps de lecture nous est compté. D'où l'enjeu d'un hebdomadaire comme « TC »...

Qu'elles confortent ou qu'elles irritent, les trente-deux pages hebdomadaires de « TC » expliquent et commentent avec recul l'actualité sans « coller » à la réalité immédiate... Avons-nous suffisamment conscience de la richesse de cet outil d'action et de réflexion mis entre nos mains ? Sommes-nous persuadés que notre hebdo est d'abord celui des autres, tous ceux et celles qui s'enthousiasment à sa lecture lorsque nous osons leur proposer ?

Aussi compétents soyons-nous (et nous n'en doutons pas !...) nous ne détenons rue du Fg Poi-

sonnière ni le monopole de la promotion ni les clefs infaillibles du succès. Le secret de notre audience, notre force jamais démentie en plus de quarante ans d'existence, c'est vous, c'est nous ensemble qui la forçons à la sortie de chaque numéro. A l'heure des anniversaires (Portugal, 1<sup>er</sup> mai, cent ans de syndicalisme), une nouvelle fois nous sommes appelés à le prouver : la diffusion du « TC » « spécial faim » a révélé l'étendue de nos possibilités, le pari est encore lancé avec le numéro 2077 « SPECIAL CENT ANS DE SYNDICALISME ». Nous sommes en mesure de le relever...

Yonnel LIEGEOIS

#### Paris

A l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, nous invitons tous les lecteurs, lectrices et amis de « TC » à une réunion au siège du journal. :

— le mardi 24 avril à 18 h.

Nous envisagerons les moyens à prendre afin d'assurer le plein succès à la diffusion du numéro spécial « Cent ans de syndicalisme ». Nous comptons sur la présence de tous et toutes.

### GROUPES

#### • LE RAINCY et environs (9-)

Réunion le vendredi 27 avril à 20 h 30 au 8, allée Clémencet, Le Raincy. Thème : « Les immigrés : la peur ou un atout ? » avec le Père Pérotti, directeur du Centre d'Information et d'Etudes sur les migrations.

#### • PARIS-SUD

Réunion à la Chapelle Saint-Bernard de Montparnasse le mardi 24 avril à 20 h 30 sur un sujet d'actualité.

#### • MARSEILLE (13)

Prochaine réunion le mardi 24 avril à 20 h chez Véronique Legendre 9, place Jean-Jaurès à Marseille. Ordre du jour : actualité et suite de réflexions sur la mort.

#### • PARIS-NORD

Réunion le jeudi 26 avril à 20 h 30 à la Maison-Verte, 127, rue Marcadet à Paris 18<sup>e</sup>. Débat élargi sur le problème de l'école. Parents d'élèves et enseignants sont cordialement invités.

#### Montpellier

Jeudi 26 avril à « la Gerbe » à Montpellier l'ensemble des lecteurs et amis de « TC » sont invités à la conférence que donnera Georges Montaron sur la paix et le désarmement :

« Notre avenir passe-t-il par le nucléaire ? »

C'est sur ce thème que le groupe « TC » invite la population locale à réfléchir et débattre suite à l'intervention du directeur de notre journal. Pour la préparation matérielle, adressez-vous à Jean-François Fourel au 19, rue Chaptal 34000 Montpellier. Tél. : (67) 92.56.63 ou 92.93.78.

#### • SAVENAY (44)

Réunion le mercredi 18 avril, à 20 h 30, chez Madeleine Thoméré, Cameroun (4750) Cempbor. Tél. : (43) 22.6.16. Thèmes : préparation de rencontres élargies ; diffusion de Pâques.

#### • GRENOBLE (38)

Réunion le mardi 24 avril à 19 h 30 chez Bernard et Nicole Labouré, 4, rue Lafontaine 38170 Seyssinet. Tél. : 48.03.60. Thème : Dans le cadre du dialogue chrétiens-communistes, discussion sur un article d'André Moine « Du Dialogue au Dialogue ». Repas tiré du sac.

### CARNET

#### • NOS PEINES

Le 10 avril ont été célébrées à Raimbeaucourt (Nord) les obsèques d'Armand Pollet, décédé le 8 avril après une cruelle maladie.

Que notre amie Francine, sa maman et ses frères soient assurés de notre prière ; notre amitié les accompagne dans l'Espérance.

Nous apprenons également le décès, à Montpellier, d'Adrien Vezinhet qui fut diffuseur du « TC » clandestin et dont les obsèques ont eu lieu le 30 mars.

Nous redisons, dans la Foi, notre fraternité avec l'épouse et les enfants de cet ami de la première heure.

#### • NOS JOIES

Mathilde est née, le 28 mars, au foyer de Jean-Michel et Agnès Allavoine.

Bienvenue à Mathilde et joyeuses félicitations à ses parents et à ses grands parents, Solange et Yves Buquet.

# TC

## TEMOIGNAGE CHRETIEN

Vérité justice  
quoil qu'il en coûte

REDACTION  
ADMINISTRATION  
ABONNEMENTS  
PUBLICITE

49, Faubourg Poissonnière  
75009 Paris

Téléphone : Paris (1) 246.37.50

Adresse télégraphique :

Hebdotcet Paris

Télex : 290.562

C.C.P. 5023 99 Paris

DIRECTEUR :  
Georges Montaron.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :  
Claude Gault.

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT :  
Roger Tréfeu.

REDACTION :  
Laurence Arven, François Biot, Alexandre Bousageon, Yves Chavagne, Bénédicte Muller, Jean Rabinovici, André Vimoux, Philippe Warnier.

Georges Baguet, Philippe Bauchard, Claude Bourdet, Georges Casalls, Maurice Chavardès, Marie-Dominique Chenu, Denis Clerc, François Fonville-Alquier, Bernard Laurent, Moira, Odette Thibault.

André Altar, Mireille Amiel, Olivier Apprill, Lucien Attoun, Lucille Augeron, Bernard Francis Böhm.

Hervé Brusini, Stéphane Bugat, Yves Buquet, Robert Butheau, Bruno Carra de Vaux, Hervé Chaigne, Guy Chaumereuil, Marlène Clément, Yves Congar, Hugues Cousin, Jean-François Cullatroz, Robert Davezies, Gilbert Declercq, Alain Echegut, Jean-Marc Farjas, Fidello, Forcadell, Pierre Gallocher, Madeleine Garrigou-Lagrange, Alain Gausseil.

Jean Guichard-Meili, Gaston Haustrate, François Holtz Bonneau, Francis James, André Lebon, Francis Le Gouven, Jean-Claude Lesvans, Jeannick Le Taliec, François Quenin.

Philippe Leymaris, Joël Magny, Luc Martin Chauffier, Didier Mérauze, Roger Millieux, Paul Minelli, Sophie de Magarinos, Omar Moreno, Jean-Marie Muller, Nguyen-Ngoc-Lan, Jean Offredo, Claude Ollivier, Massimo Olmi, Camille Pasquier, Piern, Jean Pihan, Yves Ruellan, Louis Rétil, Louis Raillon, Frédéric Pottecher, Georges Richard-Molard.

Joseph Robert, Claude Romec, Anne-Marie Rozelet, Sabadel, Marc Semo, Solo, Jean Toulat, Ashéne Zerhaoul.

CONSEILLERS DE LA DIRECTION :  
Albert Longchamp et Pierre Vilain

PUBLICITE  
Au journal  
PROMOTION-VENTES-ABONNEMENTS  
Bernard Hourdin

« SOS-FRATERNITE AGISSANTE »  
Simone Roussel, Claire Péricard

DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE  
Michel Saillard

DIRECTEUR ADMINISTRATIF  
Victor Magnin

insérés ou non, les manuscrits ne sont pas rendus. Toute reproduction d'article est interdite sauf accord avec la direction.

Cadet-Photocomposition  
9 rue Cadet Paris  
Tél. 523.09.26  
Imprimerie ETC  
75190 Yvetot



Quel est-il donc ce groupe social des « saisonniers » ? Ce sont un peu les « oubliés » de la classe ouvrière et des théories qui s'y raccrochent. Et ce ne sont pas les touristes, profitant de leurs vacances de neige, qui vont porter un intérêt généreux et désintéressé sur ces « profos » qui, pourtant, sont ceux qui leur permettent de skier, dormir, manger dans le blanc paradis des Alpes ou des Pyrénées.

Emplois temporaires, d'une saison à l'autre, au gré des postes que le chef du personnel de la station leur attribue, tout l'hiver à l'extérieur qu'il vente ou qu'il neige, la sécurité de l'emploi est précaire et les conditions de travail difficiles.

Pourtant, un emploi de perchmann (le manoeuvre non qualifié de la neige) est très prisé par les jeunes : il permet de travailler quatre mois (15 décembre -15 avril) et en attendant la saison d'été lors de laquelle on sera accompagnateur en moyenne montagne ou employé d'hôtel dans les Alpes ou sur la côte, les intersaisons sont autant de congés chèrement attendus.

Quatre mois de travail l'hiver, trois l'été et le reste de vacances ; c'est un modèle, quand il permet de vivre, qui est très apprécié. Les saisonniers ne roulent donc pas sur l'or : ils travaillent ce qu'il faut pour vivre et pas plus. Entre les saisons, on profite de la vie : on crapaute pour soi, on voyage, on bricole, « on prend son pied »...

Mais l'injuste rançon de ce modèle, c'est l'insécurité de l'emploi, même si, depuis peu, une loi oblige l'employeur à reprendre d'une année sur l'autre les mêmes saisonniers. Cela n'empêche d'ailleurs pas les abus d'autant plus aisés que les saisonniers sont peu syndiqués et qu'ils considèrent, de toute façon, leur travail comme aléatoire. Pour beaucoup, il reste l'inquiétude de ne pas être repris... et puis, en fait, si l'on est pas repris, ma foi, on trouvera bien autre chose...



René Siestrunk

## Les oubliés de la neige

**On les appelle les « saisonniers », ils sont les profos des pistes. Mais ils commencent à se rassembler. Au moins pour la fête.**

Depuis une demi-douzaine d'années, la base sociologique des saisonniers évolue. Les paysans pluriactifs disparaissent progressivement à la mesure du déclin agricole. Ils sont remplacés par une population jeune, éprise de liberté, de musique, de

travail au grand air, de copains, et, il faut le dire, d'un brin d'individualisme. Par ailleurs, l'instabilité professionnelle est due à la temporalité du travail.

Dans les stations, les syndicats ont la vie dure.

Leurs discours passe mal au sein d'un groupe que la politique et les intérêts généraux ennui. Cela tient autant du ras le bol que du manque de confiance dans les institutions quelles qu'elles soient. En plus, un directeur de station a tôt fait de réduire au silence un délégué du personnel trop gênant : mettez un homme au fond d'une combe ou au sommet des pistes, il verra défiler 3 000 touristes... mais ses contacts avec ses collègues seront limités.

### Des signes de reconnaissance

Cela dit, depuis quelques années, les comités d'entreprise prennent du poil de la bête. De la section syndicale CFDT briançonnaise a surgit, ainsi, l'idée d'un rassemblement annuel des saisonniers. Mais cela a été précisé plusieurs fois : « Il faut être clair, l'initiative vient de militants CFDT mais ce n'est pas un rassemblement syndical ». Et le 25 mars a eu lieu la deuxième Nuit Blanche rassemblant 1 200 personnes. L'année dernière, la première nuit avait déjà été un succès en rassemblant 700 personnes.

Si la Nuit Blanche connaît un tel succès c'est qu'elle correspond à un

contexte particulier : les saisonniers, marginaux du travail, partageant et s'identifiant souvent par la musique, la montagne, le ski et le besoin de ne travailler que le minimum, semblent prendre doucement conscience de leur existence.

Ce serait trop dire que de parler de conscience de classe, mais quand un saisonnier rencontre un saisonnier, ils écoutent Higelin, ils parlent de ski ou d'escalade, des éternelles saisons et des intersaisons convoitées, du boulot précédent et de celui de cet été... bref, ils se comprennent, ils se reconnaissent.

Et les nuits blanches sont là pour confirmer.

Ces « oubliés » de la neige font parler d'eux. Non pas par les syndicats mais par la musique et par la fête.

Avec l'envie énorme de réussir, de s'imposer comme tels et de recommencer ! Ne serait-ce pas une manière (décapante) de participer aux mutations par lesquelles un syndicalisme perdu dans les méandres des corporatismes devra passer ?

Aux deux bouts de la nuit, le crépuscule et l'aurore !

Marc PASCAL

### La journée du perchman au fil du temps

On l'appelle perchman parce naguère c'est lui qui tendait la perche au skieur et tirait sur la poignée. Le skieur s'élançait alors vers le ciel. Avec l'automatisation, il est devenu un agent de surveillance, le bras qui décroche la perche coincée, la pelle qui bouche les trous sur la piste.

Planté dans la neige, le regard impénétrable derrière les verres fumés, statufié par le froid et la routine, littéralement invisible, pièce mécanique dans l'assemblage compliqué des pièces mécaniques et des poutrelles du téléski, le perchman est l'objet de trois sollicitations qui, sans imprimer le rythme à sa journée, lui donnent cet aspect filant de toujours déjà vu, d'attente déçue, de promesse impossible. Les déceptions du temps en ont fait à la longue un monstre de patience et un héros de caractère buzzatien.

Il y a le bruit. Le bruit du moteur et le fracas des perches vides rentrant en gare. Le bruit des voix, des fragments de phrases qui lui parviennent et lui ouvrent des vues instantanées sur des univers personnels et fuyants, des clichés, des bribes d'existences. Phrases hachées, impromptues, corrompues. « Faudra que je demande à Paulette où elle a trouvé son... » « Hélène, elle, l'a fait plusieurs fois... » Le bruit mange la fin. Dans le bruit aussi, la parole adressée au perchman. Le skieur

va parler, mais est-ce vraiment parler que dire : « De quelles couleurs sont les pistes ? » « Il fera beau demain ? »

Il y a le défilé barloché des skieurs. La journée du perchman est une panoplie de skis, de chaussures, de vêtements. L'œil s'attache volontiers à un détail. Deux skieurs ne se répètent jamais : la dame en combinaison rouge, panthère noire rugissante et gueule bleue dans le dos ; le monsieur avec une casquette blanche marquée 66 ; le garçon avec un foulard violet sur le visage ; la fille avec un pull en paysage de western, cactus, pitons rocheux et chariots de colons...

Il y a enfin l'angoisse irritante et contagieuse du skieur qui va prendre son envol. Sa perception s'amenuise. En fait de regard, un étroit faisceau de ses yeux jusqu'à la neige sale. La panique le gagne : trop d'événements simultanés. Prendre la perche au vol, se laisser remorquer, se laisser aller à cet équilibre précaire. Au départ, l'anxiété du skieur est à son comble. Ça glisse dans sa tête, mais de là à s'en remettre à une machine ! La pesanteur, voilà une perversion ! Les skieurs ? Des ombres quand ils passent de la descente, danse ou gesticulation, à la remontée mécanique, un autre territoire, une autre géométrie.

Deux mille ombres déjà sont passées devant le perchman, encore mille et l'on conviendra avec lui que pour aujourd'hui la journée est finie.

René SIESTRUNCK